

Université de Montréal

La confessionnalisation de l'aide canadienne au développement

par
Francis Paquette

Département de Science Politique
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
En vue de l'obtention du grade de
Maître ès sciences (M.Sc.)
En science politique

Décembre 2014

© Francis Paquette, 2014

Université de Montréal
Faculté des Arts et des Sciences

Ce mémoire intitulé:

La confessionnalisation de l'aide canadienne au développement

Présenté par:
Francis Paquette

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes:

Françoise Montambeault
présidente-rapporteure

Jean-Philippe Thérien
membre du jury

Dominique Caouette
directeur de recherche

Résumé

Plusieurs indices permettent de croire que la politique étrangère canadienne ainsi que l'Aide publique au développement (APD) ont été remodelées de manière considérable durant la dernière décennie. Sur plusieurs thèmes, l'arrivée du gouvernement conservateur de Stephen Harper coïncide avec ces changements. Parmi ceux-ci, il semble que certaines Organisations non gouvernementales religieuses (ONGR) en partenariat avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) soient favorisées dans leur financement fédéral.

L'objectif de ce mémoire est donc, dans un premier temps, de quantifier cette tendance dans l'allocation des fonds de l'APD. Dans un second temps, il s'agit d'expliquer les raisons ayant initié ce virage du régime de l'APD canadienne. L'hypothèse de recherche est que l'aspect religieux de l'idéologie du cabinet de Stephen Harper constitue un élément fort de la culture stratégique (CS) qui modifie le comportement et les décisions quant à la gestion de son régime de l'APD.

Ce mémoire, en utilisant une démarche empirique, démontre que les théories institutionnalistes typiquement utilisées dans les études de l'APD ne permettent pas de saisir adéquatement le phénomène observé. Ce mémoire résout de manière novatrice ce déficit théorique en utilisant le concept de la culture stratégique et les approches constructivistes.

Mots clés: ACDI, APD, Canada, constructivisme, culture stratégique, Harper, ONG, prosélytisme, religion.

Abstract

Several indicators suggest that Canadian foreign policy and the Official Development Assistance (ODA) have been remodeled significantly during the last decade. Several of these changes coincide with the arrival of the Conservative government of Stephen Harper. Of these, it seems that some religious non-governmental organizations (RNGO) in partnership with the Canadian International Development Agency (CIDA) are favored in their federal funding.

The objective of this thesis is twofold; first, to quantify the trend in the allocation of funds to the RNGO. The second objective is to explain the reasons for this shift in the orientation of Canadian ODA. The research hypothesis is that the religious aspect of the ideology of the Harper cabinet is a strong element of its strategic culture that can influence the behavior and decisions facing the management of its ODA. This thesis, using an empirical approach, shows that institutionalism theories typically used in the studies of ODA do capture adequately the observed phenomenon. This thesis solves in a novel way, this theoretical gap by using the concept of strategic culture and constructivist approaches.

Key words: Canada, CIDA, constructivism, Harper, strategic culture, NGO, ODA, proselytism, religion.

Table des matières

Résumé	iii
Abstract.....	iv
Table des matières.....	v
Liste des tableaux et des figures	vii
Liste des sigles et abréviations	viii
 Introduction	 1
 Chapitre 1: Les conservateurs et l'APD	 6
Revue de la littérature	7
1.1 Cadre théorique: le constructivisme et la culture stratégique	9
1.2 Les perspectives théoriques de l'APD.....	11
1.4 L'approche constructiviste en politique étrangère.....	17
1.5 La culture	24
1.6 Méthode d'analyse de la culture stratégique.....	28
1.7 La dépendance au sentier	30
1.8 Les limites de la démarche qualitative.....	31
 Chapitre 2 : L'Aide publique au développement du Canada, les ONG et le prosélytisme	 34
2.1 Les variables de la recherche.....	34
2.2 Les concepts clés	36
2.2.1 L'aide publique au développement.....	36
2.2.2 Les organisations non gouvernementales.....	37
2.2.3 Les organisations non gouvernementales religieuses	39
2.2.4 La conversion et le prosélytisme	40
2.3 L'Agence canadienne de l'aide au développement.....	46
2.4 Les organismes de bienfaisances T3010.....	47
2.5 La classification via les sites Internet.....	51
 Chapitre 3 : La sécularisation et l'institutionnalisation de l'APD	 53
3.1 La sécularisation de l'aide publique au développement.....	53
3.2 L'institutionnalisation de l'aide publique au développement.....	55
3.3 Les critères de sélection pour l'obtention de financement.....	59
 Chapitre 4 : Les données et l'analyse	 63
4.1 La collecte des données	63
4.2 Analyse de l'aide: de 2001 à 2012	65
4.2.1 L'augmentation de l'aide publique canadienne	65
4.2.2 Le nombre d'ONG reste constant	66
4.2.3 Les ONG laïques se différencient des ONG religieuses	67
4.3.1 Le financement variable des ONG laïques.....	68

4.3.2 Le financement réduit des ONG religieuses.....	70
4.3.3 Comparaison entre ONG laïques et religieuses.....	71
4.3.4 La situation améliorée du financement des ONG religieuses et prosélytistes.....	72
4.3.5 La situation globale du financement des ONG pour les années 2001, 2005, 2012.....	74
Chapitre 5 : L'aide canadienne au développement et la politique.....	78
5.1 Le cas de Kairos	78
5.2 Interprétation des résultats et discussion	80
5.3 Continuité et discontinuité du régime de l'aide.....	82
5.4 Idéologie conservatrice, la religion	83
5.5 Un élément implicite ou explicite, la religion ?	86
5.6 La culture stratégique du gouvernement conservateur	87
Annexe 1. Liste des citations utilisées pour catégoriser les ONGRP selon la méthodologie exposée.....	97
Annexe 2 : Liste des ONG, ONGR et ONGRP étudiées.....	100
Bibliographie	107

Liste des tableaux et des figures

Chapitre 1

Tableau 1. Les interprétations théoriques de l'APD.

Tableau 2. Évolution des paradigmes de l'APD.

Tableau 3. Matrice sur la culture stratégique.

Tableau 4. Typologie des ONG.

Tableau 5. Identification du prosélytisme.

Tableau 6. Informations de la Déclaration de renseignements T3010 de Wycliffe Canada.

Tableau 7. Informations de la Déclaration de renseignements T3010 de Médecins sans Frontières Canada.

Chapitre 3

Tableau 1. Critères de sélections des pays et thèmes prioritaires de l'ACDI.

Chapitre 4

Figure 1. Répartition des ONG selon leur affiliation, telle que définie dans cette recherche.

Figure 2. Financement total et variation temporelle du financement des ONG laïques pour les années 2001, 2005 et 2012.

Figure 3. Financement moyen par ONG laïque pour les années 2001, 2005 et 2012.

Figure 4. Financement total et variation temporelle du financement des ONG religieuses ne faisant pas de prosélytisme, pour les années 2001, 2005 et 2012.

Figure 5. Financement total et variation temporelle du financement des ONGR, pour les années 2001, 2005 et 2012.

Figure 6. Financement total et variation temporelle du financement des ONGR prosélytistes pour les années 2001, 2005 et 2012.

Figure 7. Financement moyen par ONGR prosélytiste pour les années 2001, 2005 et 2012.

Figure 8. Montants totaux par types d'ONG, ONGR, et ONGRP pour les années 2001, 2005 et 2012.

Figure 9. Comparatif du financement annuel moyen par types d'ONG, ONGR, et ONGRP pour les années 2001, 2005 et 2012.

Figure 10. Comparatif des pourcentages d'augmentation du financement par types d'ONG, ONGR, et ONGRP pour les années 2001, 2005 et 2012.

Liste des sigles et abréviations

ACDI:	Agence canadienne de développement international
ACR:	Agence de revenu du Canada
APD:	Aide publique au développement
BAE :	Bureau de l'aide extérieure
BID :	Banque interaméricaine de développement
BM:	Banque mondiale
CS:	Culture Stratégique
CMR :	Cadre de mesure du rendement
CRDI:	Centre de recherche pour le développement international
CRS:	Catholic Relief Service
FAO:	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FBO:	Faith based organisation
FMI:	Fonds monétaire international
GAR :	Gestion axée sur les résultats
GATT :	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
MAECI:	Ministère des affaires étrangères et du commerce international
MAECD:	Ministère des affaires étrangères, commerce, développement
ML :	Modèle logique
OCDE:	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD:	Objectifs du millénaire pour le développement
OMS :	Organisation mondiale de la santé
ONG:	Organisation non gouvernementale
ONGR:	Organisation non gouvernementale religieuse
ONGRP :	Organisation non gouvernementale religieuse prosélytiste
ONU:	Organisation des Nations unies
OSBL:	Organisme à but non lucratif
PNB:	Produit national brut
RNB:	Revenu national brut
USAID:	United States Agency of International Development
3D:	Diplomatie, défense, développement

Introduction

Les conservateurs d'aujourd'hui sont des «réformistes, voire des révolutionnaires » disait le philosophe Christian Nadeau (2010, p.10). Selon lui, les membres du Parti conservateur de Stephen Harper « ne rêvent que de changements contrairement à leurs prédécesseurs qui pensaient davantage en terme de stabilité » (2010, p.11). Les valeurs et les principes qui ont longtemps défini le Canada sont depuis 2006 dans la ligne de mire du premier ministre canadien. Avec de nouvelles valeurs et de nouveaux principes conservateurs, Stephen Harper remodèle aussi les institutions parlementaires. À titre d'exemple, dès son élection en 2006, le gouvernement a retiré le recensement quinquennal obligatoire, nommé un juge à la Cour suprême et transformé le Sénat. Au-delà des changements parlementaires du gouvernement Harper, ce changement radical des valeurs et des principes s'exprime aussi dans sa politique étrangère. Depuis Harper, il est dorénavant difficile d'identifier le Canada à l'image qu'il a longtemps représentée, soit celle d'une puissance moyenne, chef de file des opérations de maintien de la paix (Engler 2009, Behiels 2010, Nadeau 2010). Aujourd'hui, l'appui indéfectible pro-israélien au Moyen-Orient, l'opposition au printemps arabe et les missions militaires en Libye, en Afghanistan et en Haïti semblent illustrer ce virage idéologique et ternissent l'image dorée de maintien de la paix (Taylor 2012).

On remarque aussi ce radicalisme dans la prise de décisions au sein des politiques d'aide au développement¹. Bien que le budget de cet axe de la politique étrangère soit plus petit que celui de la défense nationale, il n'en demeure pas moins qu'il subit également les conséquences des changements idéologiques. En mars 2012, le gouvernement conservateur annonçait une réduction du budget alloué à l'aide au développement et de l'aide humanitaire

¹ Le mot *radical* est ici entendu sous sa définition du nouveau Petit Robert : « Qui vise à agir sur la cause profonde des effets qu'on veut modifier. » *Réforme radicale. Mesure radicale, drastique.* (2003, p.2151)

de 377 millions de dollars d'ici 2015 (Scallan 2012). En comparaison, ce montant représente le coût d'un seul des soixante-cinq avions de combat F-35 dont le gouvernement Harper voulait munir les Forces canadiennes. En plus des coupures annoncées des fonds pour l'aide, le gouvernement conservateur allait couper dans les institutions liées à l'aide au développement, et ce, à partir de 2010. Ainsi cette année-là, il supprimait l'organisme Droits et Démocratie qui disposait d'un budget annuel de 10 millions et travaillait activement à la promotion des droits humains dans plusieurs régions du globe, notamment en Palestine.

En 2013, la réorganisation de l'Aide publique au développement (APD) a été plus loin lorsque l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a été fusionnée au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) afin de former le ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement du Canada (MAECD). Ce qui reste de l'ACDI est maintenant sous la direction du MAECD, et il est difficile pour l'instant de lui attribuer une quelconque autonomie. Également, à l'hiver 2013, à l'instar des États-Unis, le gouvernement conservateur a créé le Bureau de la liberté des religions qui s'insère aussi sous le MAECD. Ce bureau possède la moitié du budget dont disposait Droits et Démocratie et a pour mandat la défense des religions dans le monde.

La création d'un bureau dédié à la liberté des religions, même avec un budget limité, suscite l'attention des journalistes et fait réfléchir sur les raisons ayant suscité cette décision (Thibeault 2013). Bien qu'il soit un évangéliste presbytérien, Stephen Harper n'est toutefois pas « lui-même un fondamentaliste religieux », mais l'influence d'une droite religieuse est palpable dans plusieurs provinces canadiennes (Dubuc 2006). Les médias illustrent fréquemment des polémiques démontrant l'influence d'un militantisme religieux dans les prises de décisions fédérales. L'influence de cette droite est aussi notable dans les processus de sélection des organismes

canadiens en partenariat avec l'ACDI pour le financement de projets d'aide internationale (Buzzetti 2011, Gravel 2011, Westhead 2013).

Les médias ont certes vivement dénoncé les nouvelles directions de l'APD et les liens de celle-ci avec le clergé, mais encore faut-il en mesurer la teneur. De plus, si l'importance de l'enjeu de l'APD n'apparaît pas clairement, on peut rappeler que le budget de 6 milliards de l'APD pour l'année 2011-2012 (dont l'ACDI reçoit environ les deux tiers) équivaut au montant cumulatif reçu par la Gendarmerie royale du Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments et l'Agence des services frontaliers du Canada (Macdonald 2012). Compte tenu de ces changements, une question précise anime cette recherche, à savoir:

Comment expliquer la nouvelle dynamique d'allocation des fonds de l'APD canadienne à des organisations non gouvernementales religieuses (ONGR) ?

L'objectif de ce mémoire est de comprendre et d'expliquer la confessionnalisation de l'APD. Pour ce faire, il est ici tenté de saisir les raisons du virage religieux dans l'aide canadienne en prenant appui, notamment, sur les travaux de Stéphane Roussel (2007, 2008) portant sur la culture stratégique ainsi que sur les ouvrages de Marci McDonald (2010) sur la religiosité du gouvernement Harper: et, plus spécifiquement, sur les organisations non gouvernementales (ONG)².

Pour atteindre cet objectif, soit de comprendre et d'expliquer la confessionnalisation de l'aide canadienne, l'hypothèse préliminaire selon laquelle le gouvernement Harper partage les valeurs, convictions et ambitions des évangélistes chrétiens est avancée. Ce gouvernement conçoit le monde et le

² Cette recherche s'inscrit aussi dans la foulée des travaux d'Elizabeth Ferris (2011) et de Stephen Brown (2012). Ce mémoire s'appuie également sur les travaux pionniers de David R. Morisson (1998) et de Cranford Pratt (1994a).

rôle du Canada dans celui-ci via un schème de valeurs chrétiennes relativement bien définies. Les valeurs chrétiennes de Stephen Harper et des membres de son cabinet font partie de leur culture et orientent ainsi leurs choix stratégiques en matière de politique étrangère. Une réorientation dans la culture stratégique du Canada est peut-être en cours. Celle-ci s'exprime, entre autres, dans le choix du financement du type d'ONG canadiennes travaillant sur des projets d'aide internationale. Cette hypothèse et les variables qui la composent sont plus explicitement définies au chapitre 1.

La méthodologie utilisée dans ce mémoire est effectuée en trois étapes. La première consiste à établir la liste de tous les partenaires de l'ACDI pendant la période étudiée, soit de 2001 à 2012. Parmi ces partenaires, seulement les ONG canadiennes sont retenues pour l'étude. La seconde étape classifie les ONG partenaires selon trois groupes : ONG laïques, ONG religieuses et ONG prosélytistes. Lors de la troisième étape, les fonds publics alloués à ces ONG sont analysés. La collecte des données est effectuée à partir d'informations publiques. Il s'agit respectivement du site internet de l'ACDI, du site internet de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et des sites internet des ONG.

Ce mémoire est divisé en cinq parties. Le chapitre 1 présente la revue de la littérature, le cadre théorique et la définition des variables de la recherche. Les concepts clés utilisés dans la recherche y sont également présentés et la méthodologie y est explicitée. Le chapitre 2 rappelle en première partie les grandes lignes de l'APD depuis la création de l'ACDI en 1968. On y retrouve la sécularisation de l'APD ainsi que son institutionnalisation qui comporte les grands traités signés, les débats sur l'efficacité de l'aide et l'aide post 9/11. Le second chapitre se termine sur les critères de sélection pour l'obtention de financement de projets d'aide au développement à l'international. Le chapitre 3 présente les résultats de la recherche empirique autour des deux grandes périodes, la première se situant entre 2001 et 2006, et la seconde, entre 2006 et 2012. Il faut préciser que le gouvernement libéral dominait la première

période identifiée dans les résultats (2001-2006) alors que le gouvernement conservateur était au pouvoir durant la seconde période (2006-2012). Le chapitre 4 analyse les résultats présentés au chapitre précédent. On remarque une augmentation des fonds attribués à des organisations religieuses faisant du prosélytisme. En conclusion, ce mémoire analyse la politique étrangère et l'APD canadienne comme étant l'outil d'une nouvelle culture stratégique.

Chapitre 1: Les conservateurs et l'APD

L'aide publique au développement du Canada, tout comme celle d'autres pays donateurs, a subi d'importants changements depuis 2001. Les initiatives des pays donateurs se sont harmonisées, le volume de l'aide a augmenté et l'aide est devenue en quelque sorte plus « efficace » (Brown 2012, p.3). Si la tendance canadienne suit la tendance globale d'harmonisation, les médias canadiens et surtout québécois peignent un tableau davantage chargé de coupures de l'APD que d'harmonisation. Les conservateurs d'aujourd'hui font également les manchettes pour ce qui semble être une réorientation des fonds de l'APD canadienne.

À titre d'exemple, en mai 2010, le *Devoir* publie un article intitulé « Des sous pour la parole de Dieu, mais pas pour les femmes. » (Buzzetti 2010). À ce moment-là, deux ONG peu connues du public obtiennent des subventions de l'ACDI pour des activités d'aide au développement. L'une des ONG, la *Wycliffe Bible Translator*, avec un budget de 495 000\$ financé par le gouvernement fédéral, développe des alphabets et des grammaires pour codifier des dialectes africains dans le but de traduire la Bible. L'autre ONG, la *Chakram School of the Bible*, annonce sur son site Internet que sa principale mission est d'augmenter le nombre de « travailleurs de la moisson » pour se préparer au retour imminent de Jésus-Christ. Pour accomplir cette tâche, la *Chakram School of the Bible* obtient un financement d'Ottawa de 357 146\$. Au même moment, 12 regroupements de femmes qui obtenaient depuis plusieurs années du financement fédéral se voient retirer leur subvention. Soudainement, ces organisations voient leur financement aboli, même pour des organisations comme *Match*, qui, pendant 34 ans, avait obtenu avec succès des fonds alloués par Ottawa.

Plus récemment, en 2012, les Conservateurs ont effectué, prétextant l'harmonisation des politiques, une grande réorganisation des institutions de

l'APD canadienne. Ce faisant, « la fusion de l'ACDI et du MAECI annoncée dans le Plan d'action économique du Canada de 2013 » n'est pas présentée comme une mesure révolutionnaire, « mais plutôt une évolution normale », annonçait Julian Fantino, alors ministre de la Coopération internationale, le 26 mars 2013 (Gouvernement du Canada 2013a). Quoi qu'il en soit, cette fusion permet de délimiter cette recherche à la période antérieure, soit l'année 2012. Une fois la fusion accomplie, la nomenclature dans les bases de l'ACDI s'en trouve profondément changée et rend l'analyse comparée des tendances difficile.

L'objectif de ce premier chapitre est de mettre en contexte la présente étude, soit de familiariser le lecteur avec les contextes empirique et théorique qui composent ce mémoire. S'appuyant sur une littérature riche, une revue de la littérature suit en seconde section de ce travail de recherche. Cette section sert d'assise au cadre théorique qui compose la troisième section de ce premier chapitre. Dans un effort de cohérence, les variables de la recherche, les concepts clés utilisés ainsi que la méthodologie employée complètent ce chapitre.

Revue de la littérature

Bien que vieille de 45 ans, l'APD, institutionnalisée telle qu'elle a été mise en place par l'ACDI, a suscité relativement peu d'intérêt chez les chercheurs. La littérature sur le sujet reste maigre, mais tout de même existante, tant du côté des articles scientifiques et des monographies produits par des chercheurs que des rapports de *think thanks* indépendants et des rapports d'ONG (Pratt 1988, Pratt 1994b, Roussel 2008, Vander Zaag 2013). Malgré la bonne réputation du Canada à l'international sur les questions d'aide au développement et des opérations de maintien de la paix, il semble que cet enthousiasme ne soit pas partagé par la communauté scientifique ni par le public canadien.

Toutefois, certains ouvrages sont très complets et offrent la possibilité d'avoir un excellent portrait de l'APD. Parmi ceux-ci, Morrisson, dans son incontournable « *Aid and Ebb Tide: A history of CIDA and Canadian Development Assistance* » (1998), retrace les origines de l'institutionnalisation de l'APD dès 1950, lors du soutien du plan Colombo, et jusqu'à la création de son organisation principale chargée d'administrer les fonds et les politiques de l'aide canadienne (p. 35). En plus d'une chronologie de l'aide, et au-delà du travail empirique finement détaillé, il donne les premiers indices des valeurs sociales canadiennes centrales à une culture politique canadienne (p.40). Il démontre également, à contre-courant de l'époque, l'importance des acteurs non étatiques dans le fonctionnement des politiques canadiennes de l'APD. *Aid and Ebb Tide* a contribué également aux travaux des futures générations en traçant l'importance du rôle de l'ACDI dans l'APD. Il atteste qu'au cours de l'existence de l'ACDI, ses programmes et ses activités à l'international en ont fait la plus importante expression des valeurs sociales canadiennes de liberté, de démocratie et de primauté du droit et des droits de la personne. L'approche postmatérialiste de Morrisson est cruciale à ce travail de recherche puisqu'elle considère les ONG comme étant des acteurs possédant un poids relatif.

L'importance de l'ACDI au sein de la représentation des valeurs canadiennes à l'étranger est également observée par Cranford Pratt dans l'ouvrage « *Canadian International Development Assistance Policies: an appraisal* » (1994). Bien qu'il traite de l'aide canadienne en général, Pratt se concentre sur les programmes d'assistance de l'ACDI puisque celle-ci administre la majorité (environ 70%) de l'aide. Il offre en première partie les types d'assistances auxquels participe le Canada : aide multilatérale et bilatérale, programmes d'aide alimentaire et aide aux ONG canadiennes (p. 98). Ce faisant, Pratt reconnaît, comme Morrisson, le rôle des ONG dans l'aide canadienne. En seconde partie de l'ouvrage, Pratt développe sur le caractère de l'ACDI et sur la manière dont les partenaires des projets d'aide canadienne sont sélectionnés. Pratt et ses collaborateurs démontrent que l'aide canadienne est

davantage accomplie pour satisfaire les agendas domestiques et promouvoir les échanges commerciaux et les exportations canadiennes. Les chapitres de David Gilles, de Mark Charlton et de Cranford Pratt, entre autres, analysent la commercialisation de la politique étrangère canadienne, ce qui contraste avec la rhétorique gouvernementale de l'époque (1994) selon laquelle l'aide au développement est mise en place pour des raisons purement humanitaires. Déjà, en 1994, Jean-Philippe Thérien notait, dans son chapitre « *Canadian Aid: a comparative analysis* », que les activités et les projets dans les pays en développement jugés intéressants par le MAECI verraient leur financement coupé s'il advenait que lesdits projets ne réussissent pas à faire avancer les politiques étrangères ou à augmenter les intérêts commerciaux (p.371). Reconnaisant le rôle des ONG, il relève également que malgré les efforts de l'ACDI pour intégrer les ONG dans ses stratégies, l'agence ferait des coupures de fonds majeures si le gouvernement jugeait les activités des ONG trop critiques ou avait l'impression que ces activités pouvaient faire augmenter les critiques du public vis-à-vis des politiques de l'ACDI (p.371).

1.1 Cadre théorique: le constructivisme et la culture stratégique

Malgré des débats et des différences quant à la terminologie et à l'interprétation des valeurs canadiennes, un certain consensus existe parmi les scientifiques sur les questions servant à l'analyse de la politique étrangère canadienne³. Dewitt et Kirton (2007, p.29) déclinent ces questions selon sept déterminants qui, selon eux, permettent de conceptualiser des perspectives théoriques de la politique étrangère canadienne. Tout d'abord, quelle est la présence internationale du Canada, quel est son rang ? S'agit-il d'une puissance principale, d'une puissance moyenne ou d'une petite puissance? Ensuite, quelle

³ Cranford Pratt n'identifiait pas de consensus en 1994 quant à l'approche théorique dominante de la politique étrangère canadienne. Par contre, il s'accorde maintenant avec Dewitt et Kirton (1983) sur les déterminants nécessaires à la sélection d'un paradigme théorique. Voir le chapitre 10 dans Kukucha (2007).

est l'attitude internationale du Canada? Spécifiquement, cette question se décline en trois aspects. Primo, quels sont le degré d'activité et la variété des activités du Canada? Segundo, qu'en est-il des types d'associations, initiatives et engagements ? Tertio, quelle est l'approche quant à l'ordre mondial ? Les auteurs poursuivent avec les déterminants externes de l'attitude internationale du pays comme cinquième question à poser. La sixième question à poser est : quels sont les déterminants sociétaux, c'est-à-dire l'importance des acteurs tels que le parlement, les médias ou encore les partis politiques? Finalement, la septième et dernière question est celle des déterminants gouvernementaux. Il s'agit ici, notamment, de l'importance des acteurs tels que les groupes ministériels, le département des Affaires étrangères, etc. Les résultats et les déterminants servent d'éléments clés à l'identification de la politique étrangère. Ils sont explicités dans les travaux de Pratt (2007, p.180) et décrits de manière implicite chez Neufeld (2007, p.95) dans son analyse du Canada comme puissance moyenne.

Les perspectives de Dewitt et Kirton laissent peu de place aux nuances et aux déclinaisons théoriques. De plus, la politique étrangère englobe un large éventail de politiques publiques, lesquelles ne sont pas toujours statiques et servent des intérêts parfois différents. Ainsi même si les priorités et les objectifs du MAECI sont les mêmes pour tous ses départements, on peut imaginer que la mise en application diffère pour la programmation de réduction de la pauvreté de l'ACDI et les interventions de maintien de la paix des Forces canadiennes. Pour mieux comprendre l'APD, il faut recentrer les recherches sur les théories de l'aide au développement.

1.2 Les perspectives théoriques de l'APD

Il est possible de faire plusieurs lectures de l'APD selon les différentes approches théoriques. Les motivations des États donateurs sont alors perçues de manière distincte et parfois même antagonistes sous la lentille d'une théorie ou d'une autre. Aujourd'hui, il est possible d'interpréter l'APD selon cinq grands courants théoriques des relations internationales. Dans l'ordre, ces cinq paradigmes seront brièvement décrits comme suit: la théorie réaliste, la théorie néomarxiste, la théorie néolibérale, la théorie libérale et, finalement, le dernier paradigme, la théorie idéaliste (Servet 2010).

Le premier, le courant néoréaliste des relations internationales, est caractérisé par une vision mondiale où les États sont dans un processus constant d'augmentation de leur puissance relative. Dans cette optique, l'APD et les autres activités internationales de l'État servent les objectifs d'augmentation de la puissance relative. Ainsi, un pays donateur peut troquer son aide alimentaire contre un vote au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Ou, comme De Gaulle le disait, il faut aider les pays pour « éviter qu'une influence étrangère (américaine ou soviétique) ne se substitue à celle de la France, pour que les peuples africains parlent notre langue et partagent notre culture » (De Gaulle cité dans Severino, 2010, p.38).

Le second courant théorique, la théorie néomarxiste, permet d'expliquer l'exploitation capitaliste qui, selon les tenants de cette théorie, est sous-jacente à l'APD. Immanuel Wallerstein illustre ce paradigme au moyen du portrait d'un système monde composé de trois composantes en interaction; le centre, la périphérie et la semi-périphérie (1979). La somme de sa modélisation du monde s'exprime par un système monde dont le coeur est capitaliste. Ce coeur est constitué des États en puissance et ceinturé des États plus faibles en périphérie et en semi-périphérie. Sa modélisation représente la domination des États du centre sur les États périphériques. Dans cette optique,

le colonialisme est l'ancêtre de l'APD actuelle qui sert encore à renforcer l'exploitation des classes dominées de la périphérie (pays en développement) par la classe dirigeante capitaliste (Wallerstein 2011). Dans un tel système, le pays capitaliste agit doublement; soit par l'exploitation des pays en périphérie et en semi-périphérie, mais aussi en s'assurant que sa puissance augmente face aux pays capitalistes concurrents.

Le troisième courant théorique permettant d'analyser l'APD est celui de la théorie néolibérale. Ce paradigme des relations internationales est à l'opposé de la théorie néoréaliste. L'approche néolibérale perçoit la coopération entre les États comme non seulement possible, mais favorable au bien-être matériel (Audet 2011a). Dans cette logique, la coopération est bénéfique puisque les deux parties en retirent des avantages positifs, il s'agit donc d'un jeu à somme positive. L'approche néolibérale est probablement l'approche dominante de l'APD actuelle. Dans cette optique, l'APD sert réellement à sortir de la pauvreté les pays en développement afin que ceux-ci deviennent de futurs clients. Il s'agit donc bel et bien d'un investissement qui teinte grandement les approches des pays donateurs et les institutions internationales comme la Banque Mondiale (BM) (Nadeau 2010).

La quatrième approche est celle de la théorie libérale classique. Pour les tenants de ce paradigme, tel que Gordon Tullock de l'École du *Public Choice* (2002), ce sont les groupes d'intérêts qui orientent les politiques publiques, tels que l'APD des États. Ainsi, l'ADP distribuée dans les pays en voie de développement n'est pas pour le bien-être matériel de tous, mais bien pour le bien-être personnel d'un groupe privé et exclusif de lobbyistes, ceux-ci pouvant être des associations d'agriculteurs, de prospecteurs miniers, de représentants pharmaceutiques, etc. Ainsi, tel que le démontre A. Deneault (2008), une partie de l'APD canadienne peut être analysée sous cette lentille pour mieux expliquer les ententes entre l'ACDI et les entreprises minières canadiennes.

Finalement, la dernière approche permettant l'analyse de l'APD est celle de la théorie idéaliste (ou libéralisme Wilsonien). Cette théorie part de la prémisse que les dirigeants des États donateurs sont davantage influencés par des valeurs morales ou éthiques que par des facteurs matériels. Dans cette logique, ce sont donc les valeurs de la société civile ou celles des classes dominantes qui peuvent influencer le processus décisionnel des politiques publiques des chefs d'État. L'APD, sous cette lentille, peut donc prendre forme à partir de raisons de compassion ou de devoir moral, dans le but charitable de venir en aide à son prochain. Sous cette loupe, les années fortes de l'APD de Maurice Strong ou celles de l'APD de la France dans ses anciennes colonies d'Afrique pourraient être analysées comme un engagement humanitaire ou pour réparer les torts commis durant la colonisation. Le tableau ci-dessous illustre de manière succincte les cinq théories de l'APD présentées précédemment.

Tableau 1. Les interprétations théoriques de l'APD.

Tendance politique	États	Perception de l'aide des pays donateurs	Perception de l'aide des pays bénéficiaires
Néoréaliste	Maximiser la puissance	Outil d'influence et de puissance	Redistribution d'une alliance stratégique
Néomarxiste	Opposition entre capitalistes et prolétaires	Outil d'exploitation	Outil d'aliénation, création d'une dépendance
Néolibérale ou (Néo-institutionnaliste)	Maximise le bien-être matériel	Investissement d'intérêt commun	Coopération mutuellement et matériellement bénéfique
Libérale	Soumis à des groupes d'intérêts	Flux publics à transformer en rentes privées	Ressources à transformer en rentes privées

Source : Extrait et adapté de (Charnoz 2007)

De toute évidence, la nature changeante des contextes dans lesquels se tiennent les relations internationales, notamment l'avant et l'après-guerre

froide ainsi que l'après 9/11, ne permettent pas une lecture statique de l'APD. L'APD évolue selon les motivations et les objectifs des États donateurs, lesquels sont influencés par les contextes historiques. Les objectifs de l'APD peuvent être, par exemple, d'ordre sécuritaire, la lutte anticomuniste pendant la période de la Guerre froide, la lutte contre la criminalité en contexte post guerre froide. Ils peuvent tout autant être d'ordre économique, de tels objectifs ayant été initialement axés sur le financement d'exportations, puis mutés en promotion de l'intégration aux marchés mondiaux. Avant 1991, les objectifs éthiques, eux, étaient davantage centrés sur les dettes coloniales et la réparation de cette époque, alors qu'après 1991, ils se sont transformés en objectifs de solidarité universelle ou encore de normalisation. Enfin, les objectifs les plus marqués par la transition pré/post Guerre froide sont sans doute les objectifs diplomatiques. Selon Sévérino, les alliances bipolaires ont été troquées pour des alliances multipolaires en accordant de l'aide aux pays émergents (2010, p. 49).

Les paradigmes de l'APD ont évolué et ont été institutionnalisés dès la mise en place du Plan Marshall dans les années 40. Un regard sur l'évolution des paradigmes de l'APD jumelé à une analyse du contexte mondial actuel permettent de choisir le cadre théorique offrant une lecture nuancée et informée et évitant ainsi le cynisme des interprétations trop simplistes. Les travaux de Tarp (2000) sur la perspective historique des politiques étrangères de l'aide ainsi que les travaux plus spécifiques sur l'APD de Thorbeck (2000) permettent de tracer un schéma de l'évolution des paradigmes de l'APD et de ses acteurs principaux.

Tableau 2. Évolution des paradigmes de l'APD.

Années	Acteurs/ Institutions clés	Cadre politique	Thématiques	Objectifs	Rôles de l'ADP
1940 1960	ONU É.-U.	Programme bilatéral/ Plan Marshall/ Étatisme anticommuniste		Reconstruction, priorité financière, recours aux marchés	Accumulation de capital/ Aide à la création d'industries de base
1960 1980	FMI, BM	Programme multilatéral/ Étatisme priorité sociale	Besoins fondamentaux	Support révolution verte	Promotion des exportations
1980 1990	ONG	Reflux de l'État	Ajustement structurel	Agriculture, réforme économique	Prêts, réformes structurelles
2000	ONG locales/ Militaires	Équilibre État/marché	Gouvernance et réduction de la pauvreté	OMD	Réduction de la dette, aide sectorielle

Source : Extrait et adapté de Thorbecke (2000) et Tarp (2000)

Le tableau 2 est construit à partir des travaux de Thorbecke (p. 39) sur les origines conceptuelles de l'APD et à partir du tableau 2 de Tarp (p.154) et offre une synthèse des périodes de l'aide publique au développement. Rapidement, les approches théoriques mentionnées plus haut peuvent se juxtaposer aux périodes illustrées dans le tableau. Par exemple, les prémisses de la théorie de la dépendance néomarxiste de Wallerstein expliquent la période d'aide des années 70 et 80. De même, l'idéologie anticommuniste des années 60 qui inspirait les bailleurs de fonds de l'APD s'accorde également avec le paradigme néoréaliste. Ce tableau semble toutefois incomplet en raison du nouveau contexte international post septembre 2001.

Le contexte des relations internationales des années 2000 est étroitement lié aux événements du 11 septembre 2001 et à l'émergence de la menace terroriste. L'APD, soumise aux impondérables d'un contexte axé sur la

sécurité mondiale, s'oriente en quelque sorte selon cette nouvelle donne. Selon l'Organisation de commerce et de développement économiques (OCDE), les réformes des systèmes de sécurité auxquels participe dans une certaine mesure l'APD devraient ainsi mettre de l'avant ces idées.

- l'importance du respect des normes démocratiques et des droits de l'homme ;
- le souci constant de renforcer l'autorité exercée par le pouvoir civil et les populations des pays partenaires avec des objectifs de transparence et d'efficacité ;
- la nécessité d'avoir une approche aussi intégrée que possible prenant en compte toutes les structures de sécurité concernées ;
- et l'indispensable coordination et harmonisation, dans ce secteur comme dans les autres, des actions des bailleurs de fonds (Chataigner 2004, p.40).

Malgré ce climat tendu où l'aide américaine ou canadienne vient renforcer ou appuyer militairement (sous le nom de l'APD) des petits pays autoritaires tels que la Guinée dans sa lutte antiterroriste, les notions éthiques ne sont toutefois pas éclipsées de l'analyse contemporaine de certains auteurs. Châtaigner (2004), par exemple, relève encore une forte dimension éthique de stabilisation (démocratique) dans l'APD américaine post 9/11. Celle-ci est dorénavant hautement normative. Il y relève toutefois un problème philosophique majeur de l'APD qui est utilisée pour renforcer des mécanismes de répressions (p.48). L'auteur est rejoint par Severino (2001) lorsque celui-ci spécifie que: « L'aide au développement a toujours reposé partiellement sur une dimension éthique et compassionnelle, comme les politiques intérieures qui placent le social au cœur de leur objet. Néanmoins, passions, valeurs et perceptions changent. » (2001, 84). Dans cette optique, Severino ne réfute pas les autres approches théoriques mentionnées plus haut, il les nuance. Pour lui, les nouveaux contextes historiques suscitent de nouveaux thèmes, de nouvelles priorités ainsi que de nouveaux acteurs (par exemple, l'importance croissante, depuis les années 80, des ONG) dans l'APD. En reconnaissant la place centrale de la sécurité mondiale à l'ère actuelle, il ne néglige ni les fondements ni les

motivations de l'APD qui demeurent, en grande partie, une question d'éthique, voire un devoir moral pour les États (Daviron 2004).

1.4 L'approche constructiviste en politique étrangère

La notion de culture, qui est une valeur primordiale dans l'idéologie d'une société, nous ramène immédiatement aux travaux d'Émile Durkheim (1980) et à ses efforts pour comprendre la dimension culturelle dans les phénomènes sociaux. Même si Durkheim utilise davantage le concept de civilisation au lieu de celui de culture, son approche unitaire de la culture démontre que « les phénomènes sociaux ont nécessairement une dimension culturelle puisque ce sont aussi des phénomènes symboliques » (Cuche 1996, p.27). Inspiré par l'approche que pose Durkheim sur la culture, mais également par Tylor (1970) et Huntington (1996), qui utilisent davantage le terme civilisation plutôt que celui de culture, ce travail propose d'explorer l'influence de la culture sur l'APD canadienne.

Pour Tylor « la culture ou la civilisation, est cet ensemble complexe qui comprend les connaissances, les croyances, l'art, le droit, la morale, les coutumes, et toutes les autres aptitudes et habitudes qu'acquiert l'homme en tant que membre d'une société » (1970, p.31). Comme le rapporte Guy Rocher, la définition de Tylor est « un ensemble de faits qui peuvent être directement observés en un moment donné du temps, comme on peut aussi en suivre l'évolution » (1992, p.101). Ainsi, la notion de culture n'est pas statique puisqu'elle peut changer, varier ou encore se modifier. Dans le cas de cette recherche, la définition de Tylor, malgré sa date de parution en 1871, semble toujours valide pour caractériser un nouveau type de culture au sein de l'APD.

En plus de la culture, les considérations éthiques, bien qu'admises par plusieurs scientifiques, semblent toujours subalternes aux considérations

économiques ou matérielles. Pourtant, plusieurs travaux en sociologie et en science politique prennent en considération les valeurs, la culture ou l'idéologie comme variables ayant une influence déterminante sur les politiques publiques d'un État (Almond 1963, Putnam 1973, Badie 1993, Finnemore 1996a, Huntington 1996, Katzenstein 1996, Ross 2009). Ce faisait, les définitions que ces auteurs utilisent, moins restrictives ou limitatives, permettent d'explorer la force de la culture religieuse comme variable dans l'analyse de politique publique⁴.

Malgré le rôle de la culture et les considérations éthiques admises, les approches incluant celles-ci dans l'analyse des phénomènes sociopolitiques se font rares. Tel que présenté dans les tableaux plus haut, les chercheurs canadiens ont peu fait appel à la culture et à l'approche constructiviste. Cette approche apparaît être une alternative à explorer pour comprendre le rôle de la culture. Le constructivisme peut permettre une compréhension plus riche de la politique étrangère canadienne. Pour le reste de cette section, il sera établi dans un premier temps, la définition du constructivisme et, dans un deuxième temps, expliqué comment le constructivisme peut permettre l'analyse la politique étrangère canadienne.

Le constructivisme en relations internationales prend entre autres ses racines dans les travaux de Berger et Luckmann (1966) et d'Anthony Giddens (1984). Cependant, ce n'est qu'au tournant des années 1990 et avec la parution du fameux article « *Anarchy is what states make of it* » d'Alexander Wendt (1992) que cette approche prend de l'ampleur. Initialement, Wendt analyse les relations internationales avec une approche culturelle, notamment lorsqu'il propose les différentes cultures de l'anarchie des États dans son article de

⁴ C'est ce que démontre la thèse principale de Weber dans l'« Éthique protestante et l'esprit du capitalisme » (2001) et qu'il extrapole dans la « Sociologie de la religion » (1963). Weber, tout comme, plus récemment, Lipset, soutient que le protestantisme fait la promotion de l'individualisme, lequel a influencé l'évolution du système politique démocratique dans « *Some Social Requisites of Democracy* » (1959).

1992 (Griffiths 1999, p.200). L'argument central de l'approche constructiviste des cultures de l'anarchie de Wendt est bâti sur les points de vue philosophiques de Thomas Hobbes, John Locke et Immanuel Kant (Behravesch 2011). Malgré que Wendt soit un scientifique centré sur l'État ou « *state centrist* » comme les néoréalistes et les néolibéralistes, il est critique de leurs approches.

Pour Wendt, l'analyse des relations internationales des néoréalistes et les néolibéralistes est déterministe, car « elle tient pour acquis les propriétés conceptuelles et ontologiques, ce qui [selon Wendt] empêche d'évaluer le plein potentiel des changements structurels et institutionnels de la politique internationale » (traduction libre, Behravesch, 2011).

De plus, Wendt soutient que les États sont des acteurs intentionnels dont les identités et les intérêts sont en partie déterminés par la politique intérieure plutôt que par le système international. Ce faisant, il trace un pont entre les deux grands paradigmes de l'époque; le néoréalisme et le l'institutionnalisme néolibéral (Charillon, 2002, p.65). Pour Wendt, les relations internationales sont avant toute chose une construction sociale, « *social construct* » (Wendt 1999, p.193). Katzenstein, Keohane et Krasner (1998) parlent quant à eux de « coconstitution » de la réalité des relations internationales. Selon ces derniers, les interactions entre les comportements des institutions et les interactions entre les individus s'affectent mutuellement (Éthier, 2003, p.64). Selon Wendt, le constructivisme est une:

Théorie structurelle du système international qui amène les revendications fondamentales suivantes: (1) les États sont les principales unités d'analyse pour la théorie de politique internationale; (2) les structures clés du système des États sont intersubjectives plutôt que matérielles; et (3) les identités et les intérêts étatiques sont en partie construits par ces structures sociales, plutôt que construits de manière exogène au système par la nature humaine [tel qu'entendu par les néoréalistes] ou par la politique intérieure [tel qu'entendu par les néolibéraux] (traduction libre de Wendt 1999, p. 35) .

Les constructivistes n'innovent pas sur le plan épistémologique puisque pour la plupart, ils demeurent dans la tradition positiviste (Charillon, 2002, p.67). Quelques exceptions, comme Robert Cox (1983) et Michael J. Shapiro (1984) soutiennent un postpositivisme épistémologique (Éthier, 2003, p.70). C'est sur le plan ontologique qu'innovent réellement les approches constructivistes. Contrairement aux postulats néoréalistes et néolibéraux qui considèrent l'État comme une donnée naturelle et statique. L'État agissant envers les autres États en fonction de ses intérêts, soit la sécurité pour les néoréalistes et le bien-être économique pour les néolibéraux, les approches constructivistes vont au-delà de ce déterministe. En parlant d'intersubjectivité, Wendt (1999) affirme que les idées des chefs d'État ne sont significatives que si elles sont partagées par un ensemble donné d'un groupe. Cet énoncé ramène le débat sur le rapport entre agence et structure remettant en question le déterminisme des approches néoréalistes et néolibérales (Wendt 1999). Finnemore (1996b) et Wendt (1992) refusent aussi ce déterminisme imposé aux structures et proposent d'élargir le concept même de structure. Finnemore déclare que :

Des structures de connaissance partagée et de compréhensions intersubjectives peuvent ainsi influencer et motiver des acteurs. Des règles socialement construites, des principes, des normes de comportement, et des croyances partagées peuvent fournir aux États, aux individus, et à d'autres acteurs une compréhension de ce qui est important ou précieux, et une idée sur les moyens les plus efficaces et/ou légitimes pour obtenir ces biens. Ces structures sociales peuvent fournir aux États à la fois des préférences et des stratégies pour poursuivre ces préférences (1996, p.341).

Martha Finnemore, avec son concept de norme, enrichit grandement les approches constructivistes. Bien entendu, l'institutionnalisme des néolibéraux utilise également ce concept, mais toujours dans l'esprit d'un outil de régulation alors que pour l'approche constructiviste, ces normes sont des attentes partagées par une communauté d'acteurs et sont donc également

sujettes au principe d'intersubjectivité propre aux approches constructivistes (Katzenstein 1996, Risse 2000).

Parmi les scientifiques utilisant le constructivisme comme perspective analytique, Martha Finnemore (1996) propose un constructivisme «étatique» en portant son attention sur l'État en matière de politique étrangère. Ce faisant, Finnemore analyse la politique étrangère des États selon des prémisses non matérialistes. À l'inverse, les tenants de l'approche réaliste déterminent les intérêts des États en termes d'augmentation des capacités militaires et politiques ou de puissance relative. Finnemore (2003) soutient ainsi que les valeurs et les normes des États façonnent non seulement la politique étrangère, mais qu'à travers le temps, elles sont également sujettes au changement, ce qui nous rappelle la caractéristique mutable de la culture telle que définit par Tylor (1970).

Le constructivisme, à l'instar du néoréalisme et du néolibéralisme, se penche aussi sur le concept d'intérêt national, mais avance qu'il n'est pas donné, prédéterminé et fixe. Wendt considère que les États poursuivent non pas un seul, mais bien quatre types d'intérêts nationaux. Les quatre types d'intérêts de Wendt (1999, p.225-26-27) se définissent ainsi:

1. La survie physique.
2. L'autonomie, définie comme la capacité pour un État et pour sa société d'exercer le contrôle sur l'allocation des ressources et sur le choix du gouvernement.
3. Le bien-être économique.
4. La valorisation collective du soi.

À la lecture des intérêts nationaux de Wendt, il est clair que ceux-ci ne sont pas fixes et que leur sens varie d'une époque à une autre : par exemple entre le Canada de Mulroney et celui de Harper, ou entre la France de Pétain et celle de De Gaulle. Chez Wendt, ces quatre types d'intérêts font référence aux notions de «désirs» et de «besoins» (Desjardins, 2007, p.45). Ce sont ces désirs et ces intérêts, ainsi que leur interaction mutuelle qui motivent les

actions de l'État ou, plutôt, qui se manifestent dans les actions de l'État (Wendt, 1999, p.116).

L'identité nationale est d'abord définie par Wendt comme étant «une propriété d'un acteur à générer des dispositions de motivations et de comportements» (Zehfuss, 2002, p.320). Ensuite, Wendt élabore également quatre types d'identités nationales qui, selon lui, sont les fondements des intérêts nationaux. L'interaction des intérêts et des identités de Wendt peut expliquer un résultat et non pas l'attribut d'un acteur, c'est-à-dire celui d'un État seul. Conséquemment, l'identité forge les politiques externes des États.

Les quatre identités de Wendt sont: l'identité personnelle, l'identité de type, l'identité de rôle et l'identité collective (Wendt, 1999, p.224). Elles peuvent être synthétisées comme suit:

1. L'identité personnelle est présociale et vierge de contact préalable; c'est sur celle-ci que les autres identités se forgent.
2. L'identité de type correspond au régime politique de l'État (communiste, autocratique, etc.)
3. L'identité de rôle est attribuée à l'État par un «autre» et réfère à un rôle «d'ennemi», «de rival» ou «d'ami».
4. L'identité collective est une projection de son identité sur «l'autre» dans un sens psychologique du terme impliquant de plus, une notion d'altruisme comme la participation d'un État à l'OTAN.

L'interrelation ou l'interaction entre les identités et les intérêts est «structurée par la configuration des désirs, des croyances, des stratégies et des capacités» (Wendt, 1999, p.148). Ainsi, «sans les intérêts, les identités n'ont aucune force motivante et sans les identités, les intérêts n'ont pas de direction» (Wendt, 1999, p.232).

Les approches constructivistes en politique étrangère sont utiles puisqu'elles ne se soustraient pas au statisme de l'intérêt national proposé par les approches néoréalistes et néolibérales. En constructivisme, les intérêts nationaux sont sujets au changement et sont le résultat d'un processus

politique (Desjardins, 2007, p.44). Par exemple, une lecture constructiviste de la politique étrangère américaine dépasserait l'intérêt national réaliste, car la politique étrangère américaine tend parfois vers l'idéalisme, comme en témoigne la vision très manichéenne du monde des années Reagan ou Carter. Une lecture de la politique étrangère via les approches constructivistes permet également d'observer les changements. Par exemple, l'intérêt national des États-Unis envers la Chine est, a priori, économique et fait successivement référence à son partenaire d'affaires comme «partenaire stratégique », puis «concurrent stratégique » et, enfin, «État voyou » (Charillon 2002, p.79).

En proposant une analyse plus dynamique de la politique étrangère et en accordant une importance accrue à l'interaction des intérêts nationaux et de l'identité nationale, l'approche constructiviste permet de mieux proposer des hypothèses sur les probables processus ayant transformé la politique étrangère. L'approche, sans totalement réfuter les thèses néolibérales et néoréalistes, est davantage dynamique et intéressante à utiliser. L'approche est plurielle, car elle permet une compréhension plus fine des changements dans l'allocation de l'APD et permet l'intégration de concepts novateurs. D'ailleurs c'est pour cette raison que l'on se réfère «aux approches constructivistes » plutôt qu'à «une théorie constructiviste ». Sans offrir un cadre théorique précis, les approches constructivistes permettent d'identifier les changements et tensions dans l'identité nationale canadienne qui ont pu influencer le choix du premier ministre Harper dans l'application de certaines politiques étrangères, en l'occurrence, le financement de projets d'APD. Concrètement, l'utilisation de l'identité nationale permet d'intégrer des vecteurs d'influences culturelles dans les prises de décisions de l'administration Harper. Ainsi, il est possible de suggérer que la manière dont se définit le gouvernement Harper est étroitement liée à ses croyances religieuses et aux membres religieux qui composent son entourage.

1.5 La culture

Les approches constructivistes ont permis d'accorder une nouvelle attention aux rôles des idées, des valeurs et de la culture dans la formation des politiques étrangères. Selon ces approches, la culture politique globale d'un État a un impact important sur le comportement de ces derniers en matière de sécurité puisque: « l'environnement culturel affecte non seulement les motivations pour différents types de comportements, mais aussi le caractère fondamental des États, ce que nous appelons l'identité (Wendt, 1999, p.231). » Les principes d'identités et d'intérêts constructivistes de Wendt proposent la perméabilité des États aux influences internationales ou régionales ainsi qu'à l'image et au rôle que se fait l'État de lui-même au sein du système international.

Les trois générations d'étude de la culture stratégique

Snyder fut probablement le premier à utiliser le terme «culture stratégique», qu'il définissait alors comme étant «la somme des idéaux, des réactions émotionnelles conditionnées, et des modèles de comportement et d'habitudes que les membres de la communauté stratégique nationale ont acquise via l'instruction ou l'imitation, et partagée avec d'autres membres, à l'égard de la stratégie nucléaire» (1977, p.9). Comme la définition de Snyder le démontre, les travaux de cette première génération traversent la période de la Guerre froide. Pour les tenants de cette génération dont fait également partie Colin Gray (1981), la culture stratégique n'est qu'une variable secondaire d'interprétation et ne permet ni d'établir de lien de causalité ni de faire des prédictions. La première génération est donc celle de l'épistémologie interprétative. Roussel la qualifie de génération «contextualiste», (2008, p.25), mais hautement déterministe. Johnston fait la même observation puisque cette première génération rejette la possibilité d'une pluralité de culture stratégique (Johnston 1995, p.38).

La seconde génération, ou l'école «instrumentaliste» pour reprendre les propos de Johnston et de Roussel, apparaît vers la fin des années 80 avec notamment les travaux de Robert W. Cox (1983), et de Bradley Klein (1988). La prémisse des auteurs de cette génération réside dans le constat qu'il existe «une vaste différence entre ce que les décideurs politiques pensent ou disent qu'ils font, et les motifs plus profonds» (Johnston, 1995, p.39). À l'inverse de la génération précédente, les auteurs de la seconde génération maintiennent qu'il est possible pour un État de changer de culture stratégique, ou même d'avoir plusieurs cultures stratégiques. Pour Bradley Klein, toujours dans un contexte de Guerre froide et de doctrine nucléaire, il y a une différence entre les déclarations et les actions concrètes des États. La stratégie est donc une expression des intérêts des décideurs politiques. Dans cette optique, tant pour Bradley Klein (1988), Yitzhak Klein (1991) que pour Luckham (1984) et sa culture des armements, la culture devient un objet instrumentalisé permettant de légitimer, dans ces cas-ci, l'usage de la force (Roussel 2008, p.26). L'école instrumentaliste poursuit dans la même direction que l'école contextualiste en assumant que la culture stratégique est le produit d'expériences sociohistoriques. Par contre, la seconde génération prétend que les orientations stratégiques sont davantage construites à partir des intérêts de la classe dirigeante hégémonique que par la culture de celle-ci (Roussel 2008, p.27). En somme, la seconde génération n'établit toujours pas de relation causale entre la culture stratégique et les décisions prises ou les habitudes des dirigeants. La variable de la culture stratégique demeure interprétative, mais devient une variable intermédiaire puisqu'elle est instrumentalisée par la classe dirigeante ou hégémonique.

La troisième génération, celle dont Johnston fait partie, s'éloigne du réalisme de la première génération et des approches critiques de la seconde pour rejoindre le constructivisme du début des années 90. Le constructivisme de Jepperson, Wendt et Katzenstein (1996) entend que l'environnement culturel ne détermine pas seulement les motivations derrière des

comportements différents de la part des États, mais aussi le caractère fondamental de ceux-ci. La culture stratégique devient donc une variable indépendante et vise à expliquer certains choix stratégiques que ne peuvent expliquer les notions d'intérêts matérialistes réalistes. Ce faisant, la troisième génération d'auteurs, tels que Jeffrey W. Legro (1995), conceptualise les variations et les fluctuations de la culture stratégique en enlevant à cette dernière le déterminisme de la première génération. La culture stratégique, que définit Johnston comme étant « un ensemble limité et hiérarchisé, de préférences stratégiques qui s'exprime de façon cohérente à travers les objets d'analyses et persistante à travers le temps » (1995, p.48), amène la culture au rang de facteur explicatif. Il y a donc une valeur profondément causale de la culture, qui se distingue du comportement, qui est, quant à lui, un effet de la culture. Les auteurs considèrent ainsi que la culture stratégique est une variable indépendante et que les comportements sont une variable dépendante. Puisque la culture stratégique est dorénavant une variable indépendante, elle se traduit également en indicateurs et permet le classement de préférences et de comportements (Roussel 2008, p.28). Roussel récapitule dans un tableau la synthèse de la culture stratégique de Johnston (1995).

Tableau 3. Matrice sur la culture stratégique

DESCRIPTION DES TYPES D'ÉCOLES				
		Contextualiste	Instrumentaliste	Causale
A	Générations	Première	Deuxième	Troisième
B	Proximité théorique	Réalisme	Théorie critique	Constructivisme
C	Acteurs principaux	États	Classes sociales	Toute communauté
D	Niveau d'analyse	National	Sous-national	National, international
E	Épistémologie	Positivisme	Post-positivisme	Positivisme
F	Principaux auteurs	Colin S. Grey (1981)	Bradley Klein (1989-1991)	Alastair I. Johnston (1995)
G	Fonction de la variable «culture stratégique»	intermédiaire	dépendante	indépendante

Source : Extrait et adapté de Roussel (2008, p.23).

Depuis le début des années 2000, dans la lignée de la troisième génération, la culture stratégique a été revue avec attention et plusieurs travaux de synthèse ont été produits (Glenn 2004, Neumann et Heikka 2005, Sondhaus 2006). Ces travaux permettent une compréhension plus fine du concept. Toutefois, il ne s'en dégage toujours pas de définition véritablement commune (Lantis 2005).

Une des faiblesses de la culture stratégique est pourtant la pluralité des éléments dans sa définition. Ce nombre élevé d'éléments n'est pas reflété dans la variété des sujets d'étude. La grande majorité des travaux utilisant la culture stratégique comme variable (explicative, interprétative, prédictive) ont comme sujet d'étude les politiques de sécurité et de défense. Roussel, tenant de l'approche, souligne que malgré une utilisation de la culture stratégique «à toutes les sauces; réalisme, constructivisme, approches critiques», celle-ci demeure sous-utilisée, si ce n'est que pour les questions d'usage légitime de la force (Roussel 2008, p.41). Également, malgré les types de résultats que peut offrir l'utilisation de la culture stratégique, qui est explicative, interprétative ou prédictive selon l'école à laquelle on s'associe, le sujet d'étude demeure toujours le même.

Culture stratégique et objet d'analyse

Quel objet analyse-t-on quand on étudie la culture stratégique ? Luckham, (1984) fait un inventaire des éléments de la culture stratégique. Il en ressort quatre grandes catégories (p.23):

1. Présence directe: uniformes publics (police, militaire), etc.
2. Publicité: spectacle national, publicité militaire, etc.
3. Performances publiques: campagnes électorales, discours, etc.
4. Média: rapports, nouvelles, correspondance, monographies, etc.

Alastair Iain Johnston (1995, p.49) précise qu'il faut seulement choisir le contenu d'un ou plusieurs de ces objets sur une période de temps donnée. Afin

qu'il y ait vraiment une culture stratégique, il faut commencer l'observation des objets en remontant, le plus loin possible, aux origines de l'objet d'étude. En observant une régularité dans l'objet étudié depuis le point de départ, cette continuité pourra être considérée comme étant une culture stratégique. Cela est possible dans la mesure où il est démontré que les préférences stratégiques converties en décisions sont prises par le groupe politique en question dans un processus de socialisation.⁵ Le terme socialisation est ici tiré de Johnston, mais n'est pas sans rappeler la prémisse de coconstitution de Wendt.

Dans le cadre de ce mémoire, pour identifier une culture stratégique, certains objets doivent être étudiés. Ceux qui sont sélectionnés dans cette recherche sur l'APD canadienne sont issus des groupes de performance publique et des médias de Luckham (1984). Spécifiquement, trois objets sont étudiés pour la période 2001 à 2012.

1. Les rapports (livres blancs, rapports d'ONG, etc.)
2. Les discours (sur la politique étrangère, promesses électorales, etc.)
3. Les nouvelles, les monographies (relevant des changements apportés par le gouvernement Harper en lien avec la religion)

1.6 Méthode d'analyse de la culture stratégique

Pour analyser les objets étudiés, deux méthodes dominent les travaux des tenants de la CS, soit la cartographie cognitive et l'analyse de symboles. La cartographie cognitive telle que définie par Axelrod « est conçue pour capturer la structure des assertions causales d'une personne par rapport à un domaine politique particulier, et pour générer les conséquences qui découlent de cette structure » (traduction libre, 1976, p.143). Ainsi, une cartographie cognitive est une technique qui permet d'identifier des liens entre des causes et des effets. L'analyse permet d'illustrer graphiquement une liste potentielle de causes et d'effets à partir du contenu des objets étudiés (rapports, discours, nouvelles,

⁵ Pour Johnston, le processus de socialisation implique la transmission des règles de comportement socialement acceptable pour les acteurs. (1998)

monographies). Cette technique permet de retracer et de découvrir une argumentation causale qui peut avoir été feutrée ou obscurcie par une rhétorique de surface (Johnston 1995, p.51). La cartographie cognitive permet également de comparer l'efficacité des différents choix stratégiques au travers des différents objets étudiés.

L'analyse de symboles, historiquement plus utilisée en anthropologie ou en étude organisationnelle qu'en science politique, propose que les symboles soient « des véhicules via lesquels se manifestent les décisions et les préférences » (Johnston 1995, p.51). Les symboles peuvent être composés de mots, de phrases, de personnes, de lieux, ou d'endroits (Elder et Cobb 1983, p.28). Ceux-ci peuvent refléter une culture du rôle de l'APD ou de l'utilisation de la force en politique étrangère. Ils reflètent certains types de stratégies ainsi que leur efficacité propre par rapport à d'autres types de stratégies possibles. L'analyse de symboles peut donc être faite en examinant la fréquence d'utilisation d'un type de propos spécifique, par exemple «*God bless America* », utilisé en fin de discours par les présidents américains. Ce mot ou ce groupe de mots clés permet ainsi d'identifier des attitudes déterminantes des actions directes. Johnston met toutefois en garde contre l'interprétation des symboles, qui peut changer au travers des époques, alors que les symboles, eux, sont plutôt immuables. C'est la perception des symboles qui varie au fil du temps, et non pas le symbole lui-même, c'est pourquoi Johnston propose d'utiliser la cartographie cognitive en complémentarité avec l'analyse de symboles.

Étude empirique

Pour que la CS soit identifiée comme l'élément influençant le choix d'une politique étrangère particulière, il est primordial d'en identifier les signes. Il faut donc, à tout le moins, « identifier les classements de préférences fondées sur la culture stratégique à partir des objets d'analyse par le biais des attitudes spécifiques des décideurs, et ce faisant, donner un aperçu des modes probables de transmission » (Johnston 1995, p.52). Par ailleurs, il faut démontrer

l'influence de la culture stratégique sur les préférences avant que les décisions ne soient prises par les décideurs, en plus de démontrer la provenance de ces préférences stratégiques. Pour arriver à ces fins d'explication causale, Johnston (1995, p.53) propose trois étapes: la première étape consiste à tester la présence ou la congruence des préférences stratégiques dans les objets d'analyse durant une période déterminée; la seconde étape consiste à évaluer les objets d'analyse sur des périodes aux contextes stratégiques différents; et la dernière étape vise à tester les effets des décisions prises par les décideurs sur les politiques publiques. Ce sont ces trois étapes qui orientent la démarche de ce mémoire.

Finalement, la culture stratégique n'est valide que si elle est observée sur une période de temps relativement longue. Elle n'est ni inerte ni immuable. Cet aspect mutable de la culture stratégique permet ainsi de l'utiliser en politique comparée, pour comparer différents États, mais également pour comparer différentes périodes à l'intérieur d'un même État (Johnston 1995, p.54). C'est pourquoi cette recherche compare deux périodes spécifiques d'une APD qui, a priori, tel que démontré par la prémisse de la dépendance au sentier, ne devrait pas varier de manière notable au cours des périodes étudiées. L'opérationnalisation s'effectue en deux temps. Une première opérationnalisation mesure l'étendue de la confessionnalisation. La seconde opérationnalisation mesure quant à elle les signes et impacts du religieux au sein de l'administration Harper.

1.7 La dépendance au sentier

Ancré dans l'institutionnalisme historique, le modèle de la dépendance au sentier peut expliquer, entre autres, l'évolution historique des institutions canadiennes et des politiques publiques (Broschek 2008). Selon ce modèle, les décisions prises au présent sont limitées ou influencées par les décisions ayant été prises précédemment. L'agent décisionnaire, pour emprunter le vocable

constructiviste, a des choix d'actions et de décisions politiques ancrés dans les évènements historiques politiques.

Certaines limitations de l'institutionnalisme historique et de la dépendance au sentier sont relevées par Capoccia et Kelemen (2007) lorsqu'ils abordent l'idée des moments critiques («*critical junctures*»). Pour les auteurs, il existe « une probabilité que les choix de l'agent affectent les intérêts » (2007, p. 348). Si Capoccia et Kelemen mettent l'accent sur des facteurs exogènes des moments critiques, leur réflexion démontre néanmoins la capacité limitée de l'approche institutionnelle et du modèle de la dépendance au sentier.

1.8 Les limites de la démarche qualitative

En utilisant une méthode qualitative pour la catégorisation des ONGRP, ce mémoire s'inscrit malgré lui dans un débat méthodologique plus large, celui de l'école de pensée quantitative versus l'école de pensée qualitative (Glesne 1992, Berg 2001). Ce débat méthodologique remonte aux débuts de la recherche en science sociale, vers la fin du 19^e siècle. À l'époque, la question était de savoir si les scientifiques pouvaient emprunter la méthodologie de travail des sciences physiques pour comprendre les interactions sociales. Un peu plus d'un siècle plus tard, cette question reste centrale à plusieurs débats méthodologiques contemporains. À l'origine, d'un côté, on retrouve parmi les positivistes les théoriciens Émile Durkheim (1980), Auguste Comte (1965) et John Stuart Mill (1965). Ce groupe s'inscrit dans la tradition empirique traditionnelle établie deux siècles auparavant par, entre autres, Isaac Newton et John Locke. De l'autre côté, ancrés dans la philosophie kantienne, se retrouvent certains chercheurs allemands tels que Wilhelm Dilthey, Heinrich Rickert et, le plus célèbre, Max Weber (notamment dans « Sociologie des religions » (1963) et « Économie et Société » (1971)). Pour Weber, puisque le chercheur est un être humain, il est automatiquement engagé comme sujet et

comme objet dans sa propre recherche (Weber 1971). Grossièrement résumée, la position idéaliste des philosophes kantien affirmes que le réel existe, mais de manière dépendante à l'esprit. Le sujet et l'objet sont perçus par les idéalistes comme étant un seul élément (Weber 2011). À l'inverse, les réalistes Durkheim, Comte et Mill font une différence entre l'objet et le sujet, ils les considèrent comme deux objets distincts. De plus, ceux-ci assument que la réalité existe indépendamment de nous, de notre esprit, qu'elle existe indépendamment de notre conscience de son existence ou de notre inconscience. Cette dualité lockienne divise les concepts de sujet et d'objet, amenant ainsi une séparation entre les questions ontologiques (le quoi) et les questions épistémologiques (comment le savons-nous). Dans cette perspective, il est possible d'enquêter et, de faire de la recherche sans en affecter le résultat (Smith 1983). Les idéalistes assument l'opposé, soit que l'objet d'étude existe avant l'intérêt du chercheur et que, conséquemment, les activités de recherche de celui-ci ont un impact sur les résultats.

C'est sur ces bases conflictuelles que le débat actuel persiste entre les écoles de pensée qualitative et quantitative. Une des critiques les plus justifiées envers la méthode qualitative est celle de l'utilisation d'un nombre réduit de cas étudiés. Pour les critiques, la non-utilisation d'un n large (un nombre de cas élevé) rend la généralisation essentielle à l'approche scientifique impossible (Hamel, 1993, Yin, 1994). Ainsi, toutes les études utilisant de petits échantillons (tel que le groupe des ONGRP) sont guidées par les objectifs de la recherche (Yin 1994). L'approche qualitative est donc considérée comme étant faible et possédant peu d'attributs de reproductibilité.

En somme, les positions réalistes cherchent à démontrer des lois (tels que leurs précurseurs en science physique) alors que les idéalistes tentent de comprendre un phénomène. Ces positions antagonistes peuvent toutefois être conciliées et c'est ce défi que ce mémoire propose, implicitement, de relever. Les critiques contemporaines considèrent la démarche qualitative comme

étant peu fiable⁶. Cette dernière critique à l'égard de la méthode qualitative est également d'héritage durkheimien. Elle relève la subjectivité de la méthode qualitative puisque le chercheur participe à la recherche par son interprétation des données. Dans le cas de ce mémoire, il s'agit de la catégorisation des ONGRP. Le chercheur de ce mémoire est, selon les critiques, influencé et biaisé par des convictions personnelles et idiosyncrasiques.

Afin de répondre aux limites et critiques présentées ci-haut et par souci scientifique de reproductibilité, ce mémoire expose explicitement la méthodologie utilisée. À cet effet, la liste des ONGRP ainsi que les citations prosélytistes ayant suscité un codage positif se trouvent en annexe.⁷ Avant de conclure, il est pertinent d'examiner de la méthodologie qualitative ici utilisée et qui permet d'étudier les ONGRP canadiennes et leur financement

⁶ La généralisation est définie par Polit et Tatano comme étant la mesure dans laquelle les résultats peuvent être généralisés, à partir de l'échantillon de l'étude, à l'ensemble de la population (2004, p.645)

⁷ Il faut toutefois noter que plusieurs ONGRP ont changé et ont fait des mises à jour de leur site Internet depuis la collecte des données à l'automne 2012.

Chapitre 2 : L'aide publique au développement du Canada, les ONG et le prosélytisme.

2.1 Les variables de la recherche

La thèse de ce mémoire est qu'il est possible, à travers le financement accordé aux ONG, d'observer un changement de culture stratégique dans l'orientation de l'APD canadienne. Les ONG adhèrent à des valeurs précises reflétant une vision du monde spécifique; le choix de financer un type d'ONG ou un autre peut donc refléter une adhésion aux mêmes valeurs, éthiques et normatives. Ainsi, pour observer le changement de culture stratégique du Canada en matière de politique étrangère, il pourrait être difficile d'observer certains changements au sein des Forces canadiennes, bien que celles-ci représentent la majeure partie du budget alloué aux affaires étrangères (Audet 2011b, Coulon 2012, Ryfman 2012). Cette difficulté est liée au fait que, par définition, une armée professionnelle telle que celle le Canada possède n'adhère ni à un choix religieux ni à un ensemble de normes quelconques. La dimension éthique comme entendue dans ce travail est donc absente, à tout le moins en surface, des Forces canadiennes, mais elle se retrouve dans les ONG canadiennes. La thèse secondaire de ce mémoire est que le Canada a longtemps partagé une culture stratégique qui s'est modifiée à travers divers types d'administration. Cependant, le Parti conservateur actuel possède sa propre culture stratégique, bien distincte de celle des Conservateurs de Mulroney ou de celle des gouvernements libéraux qui l'ont précédé, en ce sens, il est possible d'y voir un point tournant « *critical juncture* ».

Hypothèse

Afin d'opérationnaliser l'approche théorique constructiviste, ce mémoire est construit autour de l'hypothèse suivante:

L'aspect religieux de l'idéologie de l'administration Harper constitue un élément fort de la culture stratégique qui modifie le comportement et les décisions face à la gestion de son régime de l'aide publique au développement.

Il résulte donc de cette CS particulière que les organisations non gouvernementales religieuses prosélytistes (ONGRP) sont favorisées durant les années conservatrices. Les valeurs qui animent l'administration en place supplantent ainsi les mécanismes institutionnels mis en place par les administrations antécédentes. Selon notre perspective théorique, on peut affirmer que les ONGRP véhiculent une vision du Canada et de sa place dans le monde spécifique qui est commune et partagée par les dirigeants de l'administration.

Ce travail observe une période de l'APD canadienne s'étalant de 2001 à 2012. Puisqu'il y a eu plusieurs changements d'administration du pays durant cette période, il est difficile d'obtenir une chaîne de causalité simple de type A = B, c'est-à-dire qu'un seul facteur peut tout expliquer. Ce qui cherche à être démontré dans cette recherche, ce sont les tendances globales de l'APD canadienne durant cette période. Cette période peut être divisée en deux parties puisque durant la première moitié, 2001-2006, le Canada avait à sa tête une administration libérale, alors que durant la deuxième moitié, 2006-2012, il avait à sa tête une administration conservatrice. L'opérationnalisation permet de passer de la théorie au réel, des concepts aux résultats empiriques. Pour ce faire :

- La variable indépendante ici opérationnalisée est la culture stratégique. Cette variable dépendante fait essentiellement référence à deux types d'administration au pouvoir. Il s'agit donc d'une comparaison entre les

administrations libérales⁸ et l'administration conservatrice de Stephen Harper.

- La variable dépendante opérationnalisée est celle des fonds accordés aux ONG. Il s'agit des ONG canadiennes spécifiquement, et non des ONG internationales, puisque le Canada n'est pas en mesure de s'identifier à celles-ci, qui sont situées à l'extérieur de son territoire.

2.2 Les concepts clés

Les médias ont certes dénoncé vivement les nouvelles directions de l'APD et les liens de celle-ci avec le clergé, mais encore faut-il en mesurer la teneur. Puisque ce mémoire tente d'expliquer les raisons derrière la confessionnalisation de l'aide, il est nécessaire, en premier lieu, de quantifier et de qualifier cette tendance. Pour arriver à cette fin, certains concepts clés sont utilisés de manière répétée. Il s'agit du coeur du travail et il est utile de bien expliciter ceux-ci avant d'aller plus loin. Pour comprendre ce dont parle ce mémoire, l'APD, les ONG, les ONGR et le prosélytisme doivent être clarifiés.

2.2.1 L'aide publique au développement

Tout d'abord, voici une définition institutionnelle de l'APD selon l'OCDE :

L'APD est constituée par tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays et territoires sur la liste des bénéficiaires de l'APD, ou à des institutions multilatérales, et qui répondent aux critères suivants: Émaner d'organismes publics, y compris les États et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics; doit : avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ; et être assortie de conditions favorables; et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25% (OCDE 2005a).

⁸ La période 2001-2006 a été dirigée par l'administration libérale de Jean Chrétien suivie de celle de Paul Martin.

Au-delà ou en deçà de cette définition institutionnelle, Severino estime que « l'aide publique au développement est une activité par laquelle des pays font transiter vers d'autres des ressources publiques en vue de contribuer à leur développement. En plus, des capitaux financiers sont également transférées des compétences, des pratiques, des technologies, voire des valeurs » (2005a, p.30). La définition de Severino comporte de manière implicite deux acteurs importants de l'aide. Pour que l'APD existe, il doit y avoir un pays donateur et un pays bénéficiaire. De plus, pour que transite l'aide, il est nécessaire qu'il y ait des institutions de l'APD. À cet effet, le tableau 3 du chapitre 1 (Évolution des paradigmes de l'APD et ses développements historiques) démontre que les acteurs ou institutions à l'oeuvre peuvent être internationaux, tels que le Fonds monétaire international (FMI) ou la BM ou encore, issus de la société civile telle que les ONG.

2.2.2 Les organisations non gouvernementales

Le rôle des organisations de la société civile n'est pas récent. Au milieu du 19^e siècle, Alexis de Tocqueville a grandement été impressionné par l'implication d'associations de nature non commerciale et non industrielle dans la société états-unienne (1966, p. 486). La société civile notée par Tocqueville dans la « Démocratie en Amérique » réfère à un secteur « sans but lucratif », représentant les aspects de la société se situant à l'extérieur des sphères du domaine public et du secteur privé (Tocqueville cité dans Olson 1971, p.34). Lorsque la société civile s'organise en groupes ou en associations avec des objectifs communs, ces entités deviennent des ONG ou sont parfois appelées des organismes à but non lucratif (OBNL) (Doh, 2009).

Entre le secteur privé et le domaine public, le terme ONG demeure toutefois large et peut inclure des organisations ayant des fonctionnements,

des caractéristiques et des objectifs variés. D'ailleurs, le manque de consensus sur la manière de classer et de définir les ONG restreint les progrès théoriques et empiriques dans les efforts de compréhension de leur fonctionnement (Vakil 1997, p.2057).

En 1950, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Nations-Unies reconnaissent le rôle des associations de solidarité et créent l'acronyme « ONG » (Doucin 2005). Cette appellation permet simplement de faire une distinction entre les OBNL et les gouvernements. De nos jours, les Nations-Unies définissent une ONG comme étant :

Une organisation à but non lucratif, un groupe organisé au niveau local, national ou international et composé de citoyens volontaires. Orientées vers les tâches et conduites par des personnes ayant un intérêt commun, les ONG jouent une variété de services et de fonctions humanitaires (1998, para. 1).

La définition offerte par les Nations-Unies n'est toutefois pas très spécifique et englobe un éventail très large d'organisations. Les chercheurs constatent qu'il est difficile de cerner précisément ce que sont les OBNL puisque ceux-ci se sont développés d'une manière différente dans chaque nation (Hudson et Bielefeld 1997). Ces différences sont le résultat des particularités historiques, sociales et légales de chaque nation. Hudson et Bielefeld (1997) sont davantage spécifiques; ils identifient quatre caractéristiques communes pour les OBNL (Anheier 1990). Celles-ci doivent (1) fournir des services ou des biens utiles pour le bien public; (2) ne sont pas autorisées à distribuer des profits aux individus; (3) sont volontaires dans le sens où elles sont créées, maintenues et résiliées par un comité constitué d'individus volontaires ;(4) sont basées sur une forte idéologie (Hudson 1997, p.32).

De manière plus succincte, Hildy Teegen (2004) avance qu'une ONG est une « organisation privée, à but non lucratif visant à servir un intérêt sociétal

particulier en se concentrant sur des activités de plaidoyer ou de services possédant des objectifs sociaux, politiques ou économiques, incluant l'équité, l'éducation, la santé, la protection de l'environnement et les droits humains » (2004, p.466).

2.2.3 Les organisations non gouvernementales religieuses

La typologie de Teegen renseigne sur le type d'activité et sur les bénéficiaires de l'ONG. À cette image, Jonathan Doh (2009) divise les ONG en deux dimensions, la première dimension étant les bénéficiaires (soi-même ou autrui) et la seconde étant le type d'activité (service ou plaidoyer). La figure suivante illustre avec des exemples la typologie de Doh.

Tableau 4. Typologie des ONG

	Type d'activité	
Bénéficiaires	Service	Plaidoyer
Soi-même	Club d'échec	Syndicat
Autrui	ONG de services (Ex : Médecins sans frontières)	ONG de plaidoirie (Ex : Amnistie internationale)

Source : (Doh 2009)

Cette définition de Teegen, en plus d'être beaucoup plus précise et succincte, est aussi représentative des partenaires de l'ACDI oeuvrant à l'international. Les bénéficiaires de la catégorie « autrui » dans le tableau ci-haut sont représentés par les bénéficiaires des pays receveurs pour l'ACDI. La définition d'une ONG ci-dessus est donc compatible avec la typologie de l'ACDI. La typologie de Teegen ne nous éclaire toutefois pas sur l'identité des ONG. Sa typologie nous renseigne sur les activités et les bénéficiaires, mais nous laisse sans information sur les normes identitaires et les éthiques morales des ONG. Sur le plan théorique, il est possible, et surtout requis pour ce mémoire de

scinder les ONG en deux types: les ONG laïques (ONGL) et les ONGR puisque l'hypothèse de départ est que le cabinet de Stephen Harper favorise les ONGR⁹.

2.2.4 La conversion et le prosélytisme

La conversion d'une croyance à une autre est souvent définie comme étant du prosélytisme ou de l'évangélisme. Il s'agit d'un phénomène très ancien sur lequel repose l'expansion des religions, sans quoi, la croissance du nombre de croyants ne pourrait avoir lieu. Déjà, Voltaire, Littré ou Montesquieu s'interrogeaient et se prononçaient parfois avec véhémence sur les actes de prosélytisme des «*Quakers*», des mahométans et des chrétiens, qu'ils jugeaient comme une maladie épidémique et populaire (Fortier 2008).

Pourtant simple, il est difficile de trouver un consensus sur la nature du prosélytisme. Le terme est galvaudé, voire même péjoratif. Il ramène pour certains à la propagande, l'endoctrinement, la manipulation. Dans l'Ancien Testament tout comme dans le Nouveau Testament, le prosélytisme est condamné, et ce, notamment par Matthieu (23:15-15) : « Malheur à vous, scribes et pharisiens hypocrites! Parce que vous courez la mer et la terre pour faire un prosélyte (...) ». Quant à lui, le terme « évangélisation » a une connotation beaucoup plus noble. On l'associe davantage aux sacerdoces, à l'apostolat et aux missions religieuses, le tout dans un esprit de respect de l'autre sans l'imposition d'un point de vue donné (Fortier 2008). Dans l'évangile selon Marc (16:15), la chrétienté souhaite « alle[r] par tout le monde, et prêche[r] la bonne nouvelle à toute la création ». S'il existe des subtilités théologiques précises qui distinguent l'évangélisme du prosélytisme, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit bel et bien du même fait social: la conversion. C'est de ce fait social dont ce mémoire traite. Pour les besoins de la recherche, ce phénomène est nommé prosélytisme.

⁹ Typiquement, les « Faith based organization » ou l'acronyme « FBO » est le terme scientifique utilisé pour désigner les ONGR.

Ici, il faut comprendre, tout d'abord, les limites du prosélytisme afin de le définir. Ensuite, il s'agit de préciser la manière dont le prosélytisme peut prendre forme dans le travail des ONG canadiennes faisant de l'APD. Finalement, il est nécessaire d'identifier des critères qui permettent de caractériser certaines ONGR qui pourraient potentiellement pratiquer le prosélytisme.

Avant toute chose, comment définir le prosélytisme alors que ses interprétations sont parfois littéraire, juridique, théologique, politique ou morale? Bien que le dictionnaire « Le nouveau Petit Robert » définisse le prosélytisme de manière très concise, sa définition s'avère tout de même un bon point de départ pour comprendre le phénomène: il s'agit d'un «zèle ardent pour recruter des adeptes, pour tenter d'imposer ses idées (2003, p.2099) ». Une telle définition ne réfère aucunement aux religions ou à la théologie. En étirant le concept, il serait possible de proposer que le soutien à la Déclaration universelle des droits de l'homme par plusieurs pays soit considéré comme du prosélytisme. Il faut donc préciser cette définition afin qu'elle soit applicable au contexte de recherche en relations internationales et dépourvue de nuances pouvant causer une polémique. En effet, la conversion n'est pas spécifiquement liée à la religion alors que le prosélytisme est explicitement religieux.

Vincente Fortier, avec une approche juridique, admet la notion de «zèle » dans le prosélytisme et va au-delà de la définition simpliste du dictionnaire. Selon elle, le prosélytisme est tout d'abord intrinsèque à toutes les religions et il « consiste à faire connaître sa pensée, ses convictions pour convaincre autrui de leur bien-fondé et obtenir son adhésion. Il vise à terme la conversion (religieuse) de l'autre » (2008, p.1). La définition juridique de Fortier nous laisse toutefois sans information sur la manière dont peut être pratiqué le zèle de convertir autrui. Un autre auteur, Malony, propose de résoudre cette lacune

en proposant une définition du prosélytisme axé sur la communication. Ainsi, le prosélytisme est:

La pratique de faire des prosélytes- ceux qui ont changé d'une foi à l'autre. Il s'agit d'un type spécial de persuasion dans lequel une personne décide de renoncer à un ensemble de convictions en faveur d'un autre. (Malony 1988, p.125).

Cette notion de communication est aussi importante pour Scheidel, qui identifie le prosélytisme comme étant «une activité dans laquelle le locuteur tente consciemment d'influencer l'attitude de l'interlocuteur en transmettant des messages visuels et auditifs » (1967, p.67). Les mots clés, communication et persuasion, se retrouvent également dans les travaux de Bettinghaus, qui établit une relation directe entre la persuasion et la communication. Selon lui, le prosélytisme est «une communication par laquelle un individu fait un effort conscient pour changer les attitudes, les croyances ou les habitudes d'un autre individu ou groupe d'individus en transmettant un message » (1973, p.10). Plus récemment, Stahnke simplifie et précise la définition de Bettinghaus en proposant d'identifier le prosélytisme comme étant « la conduite d'une action ayant comme but de changer les croyances religieuses, les affiliations ou l'identité de l'autre » (2004, p.256). Pour ce mémoire, les définitions des deux derniers auteurs permettent de bien cerner ce qu'est le concept du prosélytisme. Elles sont suffisamment précises pour identifier certaines ONGR pratiquant le prosélytisme. La définition de prosélytisme retenue pour ce mémoire est la somme de ces deux définitions, soit: **la conduite d'une action ou d'une discussion ayant comme but de changer, de modifier, d'altérer ou de convertir l'identité, la croyance, l'affiliation, l'attitude ou l'habitude d'un individu ou d'un groupe d'individus.**

Par ailleurs, comment le prosélytisme peut-il prendre forme dans le travail des ONG canadiennes impliquées dans l'APD ? La persuasion, selon Bettinghaus, nécessite automatiquement un type de communication, mais

celle-ci n'implique pas inévitablement un type de persuasion (1973, p.7). Ce que Bettinghaus signale, c'est qu'il faut être prudent dans la catégorisation des ONG à caractère prosélytiste. Polish souligne également qu'il faut être prudent puisque les termes persuasion et communication ne sont pas nécessairement liés l'un à l'autre. Qui plus est, une discussion entre deux individus de croyances religieuses différentes est possible sans conflits (1982, p.167). Bettinghaus et Polish ont donc une approche interreligieuse favorisant la communication et le dialogue. Le modèle d'analyse marxiste de Bert s'oppose radicalement à celui de coopération proposé par Polish et Bettinghaus. Bert assume que tout type de communication possède un objectif précis de persuasion par lequel le locuteur tente d'influencer son interlocuteur afin de gagner son support (1979, p.7).

L'évaluation sur le terrain des pratiques des ONGR étant impossible dans le contexte de ce mémoire, il est ici tenté d'analyser leurs rhétoriques institutionnelles. Pour ce faire, il est important de prendre en considération les positions de Polish (1982) et Bettinghaus (1973) ainsi que la position de Bert quant aux possibilités conflictuelles des communications entre les ONGR et les bénéficiaires de l'APD dans les pays du sud. En somme, le langage religieux peut être matière à conflit lorsqu'utilisé dans certaines régions ou dans certains contextes de développement.

Au-delà des communications, il faut également noter le type de prosélytisme passif ou silencieux du port des signes religieux à caractère ostensible, comme le propose Fortier (2008). Ainsi, les ONGR affichant certains signes religieux ostensibles pourraient également faire du prosélytisme passif. Cette théorie est partagée par d'autres auteurs qui estiment que le prosélytisme du XXI^e siècle ne peut se faire que par la démonstration de l'amour de Dieu et non plus par la force des armes comme à l'époque de la Conquête. Une telle lecture du prosélytisme peut porter à voir cyniquement tous les projets d'APD des ONGR comme porteurs de signes prosélytistes

puisque «le signe produit un effet prosélytique par le fait même qu'il donne à voir l'appartenance religieuse, qu'il est le support de l'extériorisation des convictions religieuses » (Fortier 2008, p.3).

La définition du prosélytisme de Bettinghaus (1973) est facilement transposable dans un contexte d'APD. Les ONG et ONGR utilisent tour à tour des rhétoriques différentes en fonction du public auquel elles s'adressent: à un public général via leur site Internet, au gouvernement via l'ACDI pour le financement ou à Revenu Canada via les formulaires d'impôts T3010 pour les organismes de bienfaisance. C'est au travers de ces trois types de données, mais plus particulièrement via les sites Internet, qu'il est possible de retrouver des éléments de prosélytisme au sein des ONGR.

Finalement, comment identifier les ONGR faisant potentiellement du prosélytisme? Dans l'absolu, il est impossible d'établir un standard objectif de mesure du prosélytisme, sa dimension subjective en étant trop forte. Il pourrait même y avoir place à un prosélytisme de mauvais aloi et à un prosélytisme de bon aloi (Fortier 2008). Dans ce contexte, pour diminuer le biais relié à sa subjectivité, l'interprète (le chercheur) des sites Internet des ONGR privilégie l'analyse des faits. Pour identifier ces faits, il faut visiter les sections explicitant les actions entreprises ou à entreprendre des ONGR. Cette section est généralement repérable sous un onglet nommé « objectifs ». Il est également possible d'identifier des faits de prosélytisme via les sections « missions », « philosophie » ou « valeurs » des ONGR puisqu'elles y explicitent des changements anticipés, un idéal type à atteindre ou encore le chemin qui sera parcouru pour atteindre cet idéal type.

Les mots clés de Bettinghaus (1973) et Stahnke (2004), identité, croyances, affiliations, attitudes et habitudes sont des traits identitaires propres à des individus ou des groupes bénéficiaires de l'APD canadienne. Pour qualifier une ONGR de prosélytiste, il faut qu'il y ait une déclaration positive de

volonté de vouloir changer ou d'avoir déjà changé un de ces cinq traits identitaires. Cette déclaration, telle qu'expliquée plus haut, se trouve dans quatre sections précises des sites Internet (objectif, mission, valeur, philosophie), mais il est toutefois possible de la retrouver ailleurs, dans les rapports annuels par exemple. Voici un exemple de graphique illustrant la méthodologie de la recherche en utilisant l'ONGRP *Wycliffe Canada*.

Tableau 5. Identification du prosélytisme

Présence des thèmes de prosélytisme dans les secteurs des sites Internet:				
Prosélytisme/ Changement de:	Objectif	Mission	Valeur	Philosophie
Identité	✓			
Croyances	✓			
Affiliations				
Attitudes	✓	✓	✓	✓
Habitudes	✓	✓	✓	✓

Ce tableau a été construit à partir des déclarations suivantes:

Our staffs are involved in bringing the life changing Word of God to language groups worldwide; We want marginalized groups, the poor and the overlooked to have a chance to know God's incredible love and escape poverty. Wycliffe Canada is changing lives by translating God's Word into the heart language of the people and communities we serve. (Wycliffe Canada)

Cet extrait est tiré du site Internet de l'ONGR Wycliffe Canada. À partir des éléments retrouvés dans ces deux extraits, il est possible de codifier l'ONGR comme faisant du prosélytisme. Bien que le tableau 2 ci-dessus possède plusieurs entrées positives (pointage=1), il n'y a pas de degré de religiosité ni de degré de prosélytisme possible. L'objectif n'est pas de mesurer la teneur du prosélytisme des ONGR, mais bien le nombre d'ONGR en faisant preuve. Cette grille identifie ainsi une ONGR comme étant ONGRP dès que la présence d'un élément est là. Selon les résultats obtenus, Wycliffe Canada est codée comme prosélytiste dans le cadre de cette recherche. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire d'obtenir plusieurs entrées positives pour être catégorisé ONGRP,

une seule suffit. L'exemple de Wycliffe Canada permet d'éclairer une faiblesse des définitions proposées plus haut: les moyens de convertir. Les définitions susmentionnées portent une attention précise au moyen de communication verbale, mais comme le démontre Fortier, le prosélytisme n'est pas uniquement restreint à la discussion. Une part importante du prosélytisme s'exerce dans l'action et dans l'impression volontaire que laissent ces actions. C'est pourquoi, en analysant les sites Internet des ONGR, une attention particulière est portée au lien entre les activités et les valeurs. Les cas de promesse de dialogue interreligieux ou de respect des autres cultures ne sont pas suffisamment solides pour invalider une codification positive de prosélytisme. En effet, un individu doit invariablement être d'une autre croyance ou affiliation pour être converti. De plus, Elisha Omri (2008) voit dans la coopération interreligieuse et interdénominationnelle (par exemple, Kairos ou l'Église Unie du Canada) la réponse à un besoin d'efficacité pratique, soit celui de faire un front commun évangélique allant au-delà des tensions raciales ou sociales.

En somme, la conversion est un fait social qui, si pris en contexte religieux, fait référence à un des actes du prosélytisme. L'évangélisation fait uniquement référence aux actes de conversion religieuse. Finalement, le prosélytisme ne fait référence à aucune dénomination religieuse, mais est spécifiquement lié aux changements de croyances ou de religions.

2.3 L'Agence canadienne de l'aide au développement

Puisque le nombre de partenaires de l'ACDI fluctue légèrement d'une année à l'autre, toute analyse ne prenant pas en compte cette irrégularité ne saurait démontrer une tendance. Pour pallier cette difficulté, nous utilisons la liste des partenaires de l'ACDI de 2011, qui en incluait alors 866 (Gouvernement du Canada, 2012). En utilisant cette liste, la présente étude

illustre une tendance qui ne pourrait être expliquée par la variation du nombre de partenaires de l'ACDI au cours des années. Il s'agit de l'observation du financement attribué aux mêmes partenaires de 2001 à 2012.

Pour l'ACDI, un partenaire est une organisation qui accorde des fonds pour accomplir des projets sur plusieurs niveaux. Ces projets peuvent être déterminés par les organisations ou peuvent être des appels d'offres, donc déterminés par l'ACDI même. Ces partenaires peuvent être des organisations privées, des organisations non gouvernementales, des gouvernements ou encore des organisations intergouvernementales telles que les diverses agences onusiennes.

Parmi les 866 partenaires de l'ACDI, tous ne sont pas des ONG canadiennes. Les partenaires correspondant à la définition d'ONG mentionnée plus haut sont au nombre de 312. Pour le gouvernement du Canada, une ONG correspond à un OSBL canadien dans la catégorie des organisations de la société civile (Gouvernement du Canada 2013b). Les 554 autres partenaires sont pour la plupart des agences onusiennes et des partenaires privés. Ces 312 ONG se partagent 36% du budget total de l'ACDI (Gouvernement du Canada 2013b). Parmi ces 312 partenaires, seulement 220 ont un siège social au Canada, les autres sont majoritairement situés en France, aux États-Unis et dans les pays d'Afrique de l'Ouest. De ce nombre, seulement 198 organisations possèdent le statut d'organisme de bienfaisance.

2.4 Les organismes de bienfaisances T3010

Pour retracer le financement des ONG canadiennes, les données de l'ARC entre l'année 2001 et l'année 2012 sont utilisées. Les ONG canadiennes ayant le statut d'organisme de bienfaisance bénéficient d'avantages fiscaux considérables. Cela implique d'une part que les ONG produisent des rapports

généraux qu'ils affichent généralement sur leur site Internet. Ces documents démontrent la provenance des fonds reçus (collecte, privée, gouvernementale, etc.) ainsi que les montants dépensés (soit par pays bénéficiaire, soit par projet). D'autre part, les ONG partagent ces données financières avec davantage de détails à l'ARC. Pour cette recherche, les bases de données de l'ARC ont été utilisées pour deux raisons. Tout d'abord, les données financières des ONG y sont conservées et facilement repérables, alors que les sites Internet des ONG affichent généralement les rapports généraux de l'année précédente, ou des deux années précédentes au mieux. La seconde raison réside dans la spécificité de la provenance des fonds perçus. En effet, le formulaire T3010 que doivent utiliser les organismes de bienfaisances lors de leur déclaration de revenus annuels possède de claires distinctions pour les diverses sources de revenus. Il y a donc une différence entre revenus fédéral et provincial, ainsi qu'une différence entre les dons reçus ayant fait l'objet d'un crédit d'impôt et les dons n'ayant pas fait l'objet d'un crédit d'impôt. Ces distinctions ne sont pas nécessaires dans les rapports annuels des ONG, ce qui peut laisser place à l'interprétation des données.

Un autre avantage qu'offre l'utilisation du formulaire T3010 de l'ARC est relatif aux activités des organismes de bienfaisance. Ceux-ci doivent choisir parmi les champs proposés et le type d'activité qu'elles exercent. Par exemple, le « Code de domaine » E2 représente les activités d'évangélisation, alors que le code B5 représente les « programmes d'alphabétisation, d'enseignement ou de formation » (Gouvernement du Canada, 2013b). Pour chacune des activités mentionnées, l'organisme de bienfaisance doit attribuer un pourcentage de temps et de ressources. Le tableau 6 ci-dessous est construit à l'aide de la déclaration de renseignements du Wycliffe Canada de l'année 2011 (Gouvernement du Canada 2011).

Tableau 6. Informations de la Déclaration de renseignements T3010 de Wycliffe Canada

Rang	Description des activités	Code de domaine	% de temps et de ressources
1	Organismes missionnaires, évangélisation	E2	99%
2	Programmes d'alphabétisation, d'enseignement ou de formation	B5	1%

Source : (formulaire T3010 de Wycliffe Canada)

Ces informations sont pertinentes puisqu'elles permettent de saisir la manière dont les ONG se présentent au gouvernement. En comparant les informations ci-dessous avec celles mentionnées sur les sites Internet, il est parfois possible de noter un décalage entre l'image que l'ONG projette au grand public via son site Internet et l'image qu'elle offre au gouvernement via le code de domaine d'activité. Bien qu'utiles pour comprendre la psychologie organisationnelle et la rhétorique des ONG, ces informations permettent également de valider que les ONG étudiées fassent bien de l'aide internationale (développement ou humanitaire). À titre d'exemple, le tableau 7 démontre les codes de domaine de l'ONG Médecins sans Frontières (Gouvernement du Canada 2010a).

Tableau 7. Informations de la Déclaration de renseignements T3010 de Médecins sans Frontières Canada.

Rang	Description des activités	Code de domaine	% de temps et de ressources
1	Secours aux sinistrés ou aux victimes d'une guerre	B6	50%
2	Services médicaux	B4	40%
3	Enseignement public, autres programmes d'études	C10	10%

L'information la plus importante pour cette recherche se trouvant dans le formulaire T3010 est située dans l'annexe 6, à la ligne 4540. Il s'agit du « Total des revenus provenant du gouvernement fédéral ». Les rapports T3010 de l'année 2001 utilisent la formulation toute simple « gouvernement fédéral » à la ligne 104. Malgré cette disparité dans la formulation entre l'année 2001 et

les années subséquentes, il s'agit toujours de la même source de revenu fédéral.

L'ACDI est l'organe fédéral responsable d'octroyer les fonds pour les projets d'aide au développement et d'aide humanitaire. Ces fonds sont ceux représentés à la ligne 4540 du formulaire T3010. Ainsi, sont utilisés de manière synonymique les termes « gouvernement fédéral » et « ACDI » pour les besoins de cette recherche.

Les 198 ONG étudiées dans notre recherche produisent des déclarations T3010 depuis leur inscription à l'ARC comme organismes de bienfaisance. Seulement, dû à la récente numérisation des informations, le site de l'ARC indique que les données antérieures à 2001 ne sont pas disponibles. Pour cette raison, la présente étude se situe entre 2001 et la dernière année de publication des rapports, soit l'année 2012.

Puisque cette recherche étudie la relation entre le gouvernement fédéral (représenté par l'ACDI) et les ONG canadiennes entre les années 2001 et 2012, toutes les informations pour la classification et la mesure empirique sont publiques et disponibles sur Internet. Seulement, puisque l'ACDI a effectué de nombreuses modifications, tant dans la mise en page de son site Internet que dans la manière d'accéder aux informations disponibles, certaines informations concernant les programmes des années antérieures à 2011 ne sont plus disponibles. Il serait difficile d'avoir l'année 2001 comme point de départ puisque certains partenaires de l'ACDI à cette époque ne le sont pas demeurés jusqu'en 2012, alors que tous les partenaires identifiés en 2012 étaient des partenaires de l'ACDI depuis 2001.

2.5 La classification via les sites Internet

Contrairement au formulaire T3010 de l'ARC, les sites Internet des ONG ne sont pas soumis à des règles de gestion quelconque. Toutes les ONG sont libres d'y présenter les informations qu'elles désirent dans le format qu'elles choisissent. Malgré cette latitude, la plupart des ONG, surtout pour des fins de levée des fonds, possèdent des sites Internet bien organisés qui incluent des sections sur leurs valeurs, leurs motivations et leurs activités (Lefèvre 2011).

C'est à partir de ces sites Internet que la dernière étape de classification prend forme. Le contenu des onglets «valeurs», «motivation», «activité», «qui nous sommes» permet de distinguer les ONG laïques des ONGR ainsi que des ONGRP. À partir des définitions mentionnées précédemment (ONG, ONGR et ONGRP), les sites Internet de toutes les ONG ont été révisés et catégorisés selon leur contenu. Ce type de catégorisation repose sur la présentation des ONG via les sites Internet. Sur le terrain, il est possible qu'il en soit tout autre chose. Ici, il s'agit de la rhétorique institutionnelle de l'ONG et cette recherche ne peut aller, pour l'instant, au-delà de cette limite et valider sur le terrain la proclamation des ONG étudiées.

L'identification des ONGRP a posé davantage de difficultés. Malgré la définition du prosélytisme proposée dans cette recherche, il demeure difficile de coder les ONGR selon ces termes, tel qu'exposé dans la section sur les limites méthodologiques. Malgré tout, plusieurs ONGR affichent des ambitions de prosélytisme claires. Le tableau 1 de l'annexe 2 contient la liste de toutes les ONG ainsi que les montants reçus pour les années étudiées. Le tableau 2, contient la liste des ONGR et enfin, le tableau 2 la liste et les montants des ONGRP étudiées dans ce mémoire.

Ce second chapitre avait pour but de mettre en contexte le lecteur ainsi que de le familiariser avec la littérature et les approches théoriques de l'APD. Les limites de la recherche ont également été présentées. Comme l'APD n'y est présentée que de manière succincte et que ce concept est la base de ce travail de mémoire, l'évolution et l'institutionnalisation de l'ADP sont présentées plus en détail au chapitre suivant.

Chapitre 3 : La sécularisation et l'institutionnalisation de l'APD

Le concept central de ce mémoire est l'APD canadienne. En effet, nous cherchons à expliquer les dynamiques et les tendances de ce régime de l'APD observées durant la dernière décennie. Avant d'entreprendre l'analyse des données, il convient d'observer le parcours de l'APD canadienne de manière un peu plus globale. Ce chapitre propose d'observer l'APD sous ses principales phases, soit sa sécularisation et son institutionnalisation. Pour compléter la section sur l'institutionnalisation, ce chapitre détaille également les critères de sélection pour l'obtention de financement de l'ACDI. Cela s'impose, car il s'agit essentiellement de l'unité de mesure du phénomène observé.

3.1 La sécularisation de l'aide publique au développement

L'aide publique au développement est caractérisée par un passé confessionnel (Beaudet 2007). Au début du siècle dernier, l'émergence de l'aide au développement, de la coopération internationale et de l'aide humanitaire est principalement associée à l'envoi de missionnaires canadiens dans des pays d'Afrique et d'Amérique latine (Audet 2011b). À la suite de la Seconde Guerre mondiale, et particulièrement durant les années 70, un courant d'organisations anglo-saxonnes (OXFAM, CUSO, *Save the Children*), d'organisations américaines (CARE) et, plus tardivement, un courant sans frontériste (Médecins sans Frontières (MSF)) viennent s'ajouter aux organisations déjà établies au Canada (Pratt 1988). Ces ONG apportent un discours qui diffère de celui du gouvernement et de son internationalisme libéral. Ces ONG vont mettre l'accent sur les enjeux d'équité internationale, peu importants dans les politiques de développement nord-sud libérales. Ces organisations, en plus de viser une équité internationale, développent des projets d'aide dont les populations bénéficiaires ne sont pas nécessairement situées dans les régions du tiers-monde (vocabulaire de l'époque pour pays en voie

de développement) ciblées par le gouvernement canadien¹⁰. Jusqu'à la création de l'ACDI, ces pays étaient essentiellement (85%) constitués d'anciennes colonies britanniques (Pelletier 1971).

Au tournant des années 80, la professionnalisation des métiers de l'humanitaire et de l'aide au développement, de même que l'évolution de la société canadienne, réduisent le nombre d'ONG religieuses (Beaudet 2007). Celles-ci troquent tour à tour les symboles et les valeurs de la religion pour un langage et des approches plus institutionnalisées et laïques. La *Catholic Relief Services* (CRS), par exemple, fait un effort volontaire pour éliminer le langage du clergé dans sa programmation et dans ses activités de collecte de fonds, imitant ainsi les organisations laïques ou gouvernementales telles que CARE ou la *United States Agency of International Development* (USAID), qui ne mentionnent nullement la religion (Donnelly 2013).

Durant les années 90, la laïcisation de l'aide au développement dépasse le cadre des institutions, c'est même le thème de la spiritualité, beaucoup plus large, et les questions de recherche de développement qui sont abandonnées (Samson 2004, Juergensmeyer 2005). La recherche sur les sujets de la spiritualité et de la religion et leurs liens avec l'aide au développement sont alors plus que boudés, ils sont même un tabou (Beek 2000).

Pour plusieurs, la religion est associée à un passé archaïque, à un antimodernisme, comme le veulent les théories de la sécularisation. Le développement et la religion ne pouvaient pas être superposés dans la trajectoire menant au modernisme. Ce phénomène d'abandon du religieux dans les diverses structures de l'aide au développement et dans l'étude de ceux-ci n'est pas propre au Canada. Il s'agit au contraire d'un phénomène

¹⁰ L'indépendance et l'autonomie de ces ONG proviennent des levées des fonds auprès du public. Cela leur permet, dans une certaine mesure, d'avoir des projets dans des pays ne faisant pas partie des pays ciblés, mais ayant des besoins élevés (Lefèvre 2011).

global, observable tant au Canada que parmi les autres pays donateurs (Scott 1995). Ce délaissement des symboles religieux ne s'est pas uniquement fait par souci de modernité ou des changements sociétaux en cours, mais également par intérêt d'efficacité de l'aide. Les diverses méthodes de gestion de projet utilisées à l'ACDI ont peu à peu réduit l'espace qui séparait les ONG des entreprises privées. Les colonnes comptables, les objectifs de performance et les indicateurs de résultats des ONG sont quasi-identiques à ceux retrouvés en entreprise.

Toutefois, les ONGR doivent conjuguer avec les défis liés aux levées de fonds ainsi qu'aux limites de militantisme politique proscrites par leur statut d'organisme de bienfaisance. C'est-à-dire que pour maintenir les bénéfices du statut d'organisme de bienfaisance, celles-ci ne doivent pas prendre part à des activités partisans¹¹. L'ère du temps libéraloséculier et les difficultés de l'efficacité de l'aide ont mené plusieurs ONGR à se séculariser, et cela, à plusieurs degrés. Malgré tout, il y a une persistance des organisations religieuses qui deviennent hautement institutionnalisées sans toutefois délaisser leurs symboles religieux. Vision mondiale fait partie des ONGR ayant gardé tous ses symboles religieux et ayant su répondre à l'appel de l'institutionnalisation.

3.2 L'institutionnalisation de l'aide publique au développement

L'institutionnalisation de l'aide canadienne s'est faite en plusieurs étapes et en parallèle avec sa sécularisation. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le Canada se retrouve au centre des efforts du multilatéralisme qui mènent à la création des institutions internationales telles que l'ONU, le FMI et le *General Agreement on Tariffs and Trade*. Le Canada a rapidement pris une

¹¹ À cet effet, Marci McDonald (2010) note que, pour ne pas contrevenir à la loi, des groupes évangélistes ont volontairement cessé leur statut d'organisme de bienfaisance afin d'appuyer davantage la campagne électorale de Stephen Harper.

position prépondérante dans la création de ces institutions. À cette époque, l'ensemble de la politique extérieure canadienne était basé sur cet internationalisme libéral (Tucker 1980, Dewitt 1983). La formalisation des enjeux de coopération internationale en Europe avec le Plan Marshall va augmenter l'intérêt général des Canadiens pour les questions de développement international (Pratt 1988). L'aide canadienne à ses débuts (au tournant des années 50) se caractérise par un engagement orienté vers les grandes institutions internationales récemment créées. En particulier, le Canada contribue aux organes de l'ONU telle que l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la santé.

Selon Thérien, pendant cette première étape de l'aide canadienne, celle-ci est caractérisée par « l'absence d'une stratégie intégrée » (1988, p. 75). L'aide canadienne est alors administrée par plusieurs ministères qui se partagent les rôles administratif, décisionnel et budgétaire. Afin de centraliser ces différents organes de l'aide canadienne et d'orienter l'aide selon des priorités stratégiques, le Canada met en place en 1960 le Bureau de l'aide extérieure (BAE). À ce moment-là, les logiques des programmes du BAE s'inscrivent dans des projets à court terme ou transitoires. Huit ans plus tard, en 1968, l'ACDI est mise en place et c'est le véritable début de l'internationalisme pearsonien à la suite duquel le Canada s'est constitué une réputation internationale (Pratt 1988). Les premiers gestes de l'ACDI sont de créer des programmes régionaux tels que l'aide à l'Afrique francophone.

L'institutionnalisation de l'aide canadienne s'est faite largement à l'abri du regard public. L'ACDI ainsi que ses priorités ne sont pas le résultat de projets de loi débattus au Parlement. Ils sont simplement issus d'un décret. De plus, malgré son autonomie relative, l'ACDI n'a jamais été un ministère; elle a toujours été sous la tutelle du ministère des Affaires extérieures, l'ancêtre du MAECI. Cela a pour effet de décentraliser ses structures décisionnelles, un problème qui s'est relativement estompé au cours de ses années d'existence

alors que l'ACDI a acquis plus d'autonomie (Thérien 1988) jusqu'à son rapatriement au sein du MAECI, rebaptisé MAECD en 2013.

Cette institutionnalisation se traduit aussi par un changement des politiques de gestion du MAECI et de l'ACDI. Par exemple, depuis une vingtaine d'années, l'ACDI fonctionne de manière accrue avec la gestion axée sur les résultats (GAR). Bien que l'ACDI utilise depuis trente ans des modèles de gestion similaires à la GAR, ce n'est que depuis 1996 que la GAR y est officiellement mise en place. Depuis 2008, une politique révisée de la GAR a été approuvée par le gouvernement canadien. Cette mise à jour répondait aux exigences des modes de gestion moderne axée sur des résultats réels (Gouvernement du Canada, 2014). Selon l'ACDI, la GAR est un outil servant à mieux gérer les étapes des programmes de développement international; l'analyse du projet, la planification, la conception, la mise en œuvre, etc. Adoptée et acceptée par l'ACDI, la GAR est en fait de trois outils, soit un modèle logique, un cadre de mesure du rendement ainsi qu'un registre de risque. Avec l'utilisation de ce modèle de gestion, l'ACDI souhaite s'assurer que l'approche améliore la prise de décisions, l'atteinte des résultats, la reddition de comptes ainsi que le partage des leçons apprises. Plus qu'une simple approche, cet outil doit explicitement être utilisé par les ONG canadiennes faisant une demande de partenariat ou une demande de subvention à l'ACDI. Plus récemment, la GAR s'est inscrite dans le courant de l'efficacité de l'aide et la Déclaration de Paris approuvée par l'OCDE en 2005.

Ce courant, fortement soutenu par le Canada, vise à mieux mesurer l'impact des programmes d'aide réalisés à l'étranger. Par ces initiatives de transparence, de normalisation et d'efficacité, les ONG, les gouvernements et les partenaires privés tentent de fortement professionnaliser l'aide au développement. La participation aux programmes d'aide multilatérale et bilatérale, la régionalisation des programmes ainsi que la création d'une large

gamme d'outils de contrôle, de gestion et de transparence sont autant des changements effectués par souci d'efficacité.

Le concept de l'efficacité de l'aide, notamment avec la GAR, n'est pas seulement une initiative étatique. Il reflète également la professionnalisation des acteurs impliqués dans l'APD, particulièrement les ONG. Celles-ci ont su s'adapter aux nouvelles méthodes de gestion et accepter le changement de rôle leur étant attribué: parfois, un rôle de substitution à l'État, notamment dans des pays où les ministères de l'Éducation ou de la Santé sont inefficients ou quasi-inexistants, et parfois un rôle de support à des approches pangouvernementales complexes. Dans ce contexte, la professionnalisation de l'aide semble être à la croisée des chemins depuis les années 2000 (Dauvin 2002).

L'arrivée des approches 3D (diplomatie, défense, développement), dans le cadre desquelles l'acteur militaire exécute des tâches humanitaires ou d'aide au développement, complexifie le portrait (Tremblay 2004, Marchal 2006, Audet 2011b, Krähenbühl 2011, Ryfman 2012). Ce type d'approche a été créé dans la foulée des discours sur l'efficacité de l'aide. En somme, une approche 3D vise une programmation holistique qui inclut tous les secteurs luttant contre la pauvreté d'un pays en développement. Non seulement tous les secteurs y sont coordonnés, mais tous les acteurs y oeuvrent de concert, y compris l'acteur militaire.¹² Ainsi, en relayant des activités humanitaires et d'aide au développement à cet acteur militaire, tel que dans les conflits en Afghanistan et en Haïti, les politiques d'aide deviennent davantage dirigées par des considérations de politique étrangère que par les besoins des populations (Olson 2006, Lischer 2007). Les politiques de l'APD ont bien entendu toujours été dirigées par des considérations de politique étrangère, même au niveau institutionnel, puisque l'ACDI a toujours été sous la gouverne du MAECI

¹² Ce dernier est défini par Macleod comme étant une armée nationale ou une coalition internationale telle que l'OTAN (2008, p. 14).

(Thérien 1988). Par contre, il s'agit d'un phénomène nouveau que l'ACDI soit à l'intérieur d'un cadre triple où les considérations militaires, économiques et de développement servent de chape.

Dans le passé, malgré les directions de politique étrangère, les besoins des populations orientaient davantage la programmation des ONG avant l'arrivée des approches intégrées. La militarisation de l'aide et les politiques d'aide au développement ont toujours varié (en orientation et en quantité) depuis la création de l'ACDI en 1968 (Krähenbühl 2007). Cependant, ce n'est que depuis les années 2005-2006 que l'on observe des changements aussi draconiens. Selon le gouvernement, ces changements apportés à la structure de l'APD ainsi que les changements des partenariats entre gouvernements et ONG sont des efforts de modernisation et d'augmentation de l'efficacité de l'aide (Oda 2010). Selon Stephen Brown (2012), ces changements peuvent être néfastes au bon fonctionnement de l'aide. Pour cet analyste, ces changements ne sont pas véritablement des signes de modernisation de l'aide. Il estime au contraire que le bâillonnement des ONG dont les activités ne sont pas alignées avec les priorités et les intérêts de la politique étrangère du Canada (nommons par exemple le cas de Kairos, qui est explicité au chapitre 4), pourraient miner la réputation de l'ACDI (2012, p.300).

3.3 Les critères de sélection pour l'obtention de financement

Dans la foulée de l'institutionnalisation de l'ACDI et des discours sur l'efficacité de l'aide, plusieurs normes et procédures ont été établies pour les financements de projets de développement international. Celles-ci s'inscrivent dans le Plan d'action pour accroître l'efficacité de l'aide (Gouvernement du Canada, 2010b). Ce plan a comme objectif de rendre l'aide canadienne davantage efficace, ciblée et transparente. Le Canada s'engage également à être plus transparent dans la gestion des fonds publics.

Sous l'égide de l'efficacité de l'aide, les projets subventionnés par le Canada doivent être durables «et avoir des retombées qui sont efficaces et qui produisent des résultats» (Gouvernement du Canada 2010a). Afin de maximiser ses efforts et de s'assurer que la coordination soit cohérente, le Canada concentre ses efforts sur des pays ciblés et sur des thèmes. Ces pays sont ciblés selon des critères spécifiques et les thèmes prioritaires prédéterminés. Ceux-ci sont illustrés dans le tableau ci-dessous.

Tableau1. Critères de sélections des pays et thèmes prioritaires de l'ACDI.

Critères de sélection pour les Pays ciblés	Thèmes prioritaires
Les besoins	Accroître la sécurité alimentaire
La capacité de profiter grandement de l'aide canadienne	Assurer l'avenir des enfants et des jeunes
La conformité avec la politique étrangère canadienne	Favoriser une croissance économique durable

Source: (Gouvernement du Canada 2010a)

Parmi les pays ciblés pour l'année de clôture de cette recherche, on retrouve deux pays où l'approche 3D a été utilisée, soit l'Afghanistan et Haïti. Plusieurs partenaires commerciaux tels que l'Indonésie, la Colombie et le Vietnam font également partie de ces pays. De plus, la liste comprend la Cisjordanie et Gaza, où le Canada avait des projets «d'aide» finançant des forces de sécurité israélienne (Engler 2009, Nadeau 2010). Afin que les projets des ONG soient financés par l'ACDI, ceux-ci doivent non seulement s'inscrire dans les thèmes et régions susmentionnés, mais ils doivent également répondre à des critères d'évaluation. Les appels de propositions sont évalués selon neuf critères précis (Gouvernement du Canada 2014):

1. Le bien-fondé de l'initiative: les besoins locaux et les thématiques prioritaires.
2. La gestion axée sur les résultats et l'atténuation des risques : le modèle logique tel qu'explicité précédemment.

3. Le plan d'initiative: le plan d'activité sur le terrain en accord avec le modèle logique (exemple: alphabétisation via la bible).
4. Viabilité de l'environnement: effet environnemental du projet.
5. Égalité entre les sexes: réduire les inégalités entre les femmes et les hommes face à l'accès aux ressources et retombées économiques, appuyer les femmes et les filles dans l'exercice de leurs droits fondamentaux, faire avancer la participation des femmes au développement durable de leur société.
6. Gouvernance: les enjeux liés aux droits de la personne sont respectés.
7. Viabilité des résultats: le modèle logique inclut un plan de renforcement des capacités et un aplanissement des obstacles selon la Déclaration de Paris.
8. Information financière: les budgets sont réalistes.
9. Capacité de l'organisation par rapport à l'initiative: l'organisation et les partenaires locaux possèdent les capacités suffisantes.

A priori, l'octroi du financement de l'ACDI semble être une méritocratie. Avec de telles procédures, seules les ONG les plus efficaces peuvent obtenir des fonds. Étant donné que les fonds sont également attribués selon les capacités existantes et mesurées par des projets passés de l'ONG, il est peu probable de voir naître de nouvelles ONG dans ce contexte. Ces méthodes de gestion et d'évaluation nécessitent aussi que les ONG aient des ressources humaines et financières suffisamment solides pour assumer ces coûts administratifs et de roulement.

Cette section sur les dernières années de l'aide publique au développement permet de relever deux éléments principaux. Tout d'abord, il y a eu une vague de sécularisation de l'aide en général, de même que chez les ONGR, en plus d'une vague d'institutionnalisation de l'aide au développement. Cela est dû à la sécularisation sociétale en Occident et constitue une réponse à l'institutionnalisation croissante de l'aide. Cette institutionnalisation s'exprime entre autres via la création de départements, cabinets, bureaux et centres de recherches (par exemple le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), l'ACDI et Droits et Démocratie) et l'augmentation de procédures ayant pour thème l'efficacité de l'aide. Toutefois, l'attention récente accordée par le gouvernement à l'intégration de l'acteur militaire dans les

tâches de l'aide au développement crée un élément de discontinuité. Les approches 3D, notamment avec l'intervention du Canada en Afghanistan en 2005, qui a été le premier pays receveur du Canada, créent une réorientation importante.

Face à la militarisation et à la confessionnalisation qui se révèlent des tendances lourdes, l'analyse linéaire de la dépendance au sentier doit alors être évitée. Puisque cette réorientation être peut-être au-delà ou en deçà des tendances à l'institutionnalisation et à la sécularisation de l'APD canadienne.

Ce chapitre a aussi consolidé et approfondi de manière empirique la présentation de l'APD canadienne. Les premiers pas religieux du régime de l'aide canadienne jusqu'à sa sécularisation ont été décrits, tout comme les étapes de son institutionnalisation. À l'intérieur du processus d'institutionnalisation, le discours sur l'efficacité de l'aide, notamment avec la Déclaration de Paris, a pris de l'importance et a largement contribué aux structures contemporaines de l'APD. Ce chapitre a également fait la lumière sur les procédures d'octroi des fonds de l'ACDI à des projets d'aide internationale, de sorte qu'il est dorénavant évident que les politiques institutionnelles sont claires et difficiles à contourner.

Chapitre 4 : Les données et l'analyse

Les aspects théorique et conceptuel mis de l'avant dans les deux chapitres précédents sont ici mis de côté, cette section se concentre sur l'analyse empirique. Il s'agit ici d'amorcer l'analyse empirique en utilisant la méthodologie exposée précédemment et de présenter les résultats obtenus. Par souci de clarté et pour mieux distinguer l'analyse de l'interprétation des résultats, la discussion sur les tendances de l'aide est présentée au chapitre suivant.

4.1 La collecte des données

La cueillette de données de ce travail de recherche a été effectuée via trois bases de données primaires. La méthodologie emploie deux bases de données gouvernementales, soit le site Internet de l'ACDI et celui de l'Agence du revenu du Canada. À ces deux bases de données s'ajoute les informations disponibles sur les pages officielles des ONG à l'étude. La démarche pour chacune de ces bases de données est présentée dans cette section.

Pour mener à bien la recherche, les données proviennent de trois sources différentes : l'ACDI, les sites Internet et les formulaires T3010¹³. Elles servent tantôt à compléter les informations d'une source, tantôt à en valider ou encore à en invalider une autre. D'abord, les ONG présentent des rapports annuels publics sur leur site Internet, ceux-ci sont destinés au public et ont pour objectif de démontrer, de manière non détaillée, la provenance des fonds, la manière dont ceux-ci sont dépensés ainsi que les pays et les programmes d'aide visés (aide alimentaire, éducation, etc.). Le format et les sections de ces rapports annuels sont libres aux ONG; les organisations n'ont ni standard ni gabarit à suivre. Le deuxième rapport que les ONG doivent remplir

¹³ La cueillette des données a été effectuée à l'automne 2012. Toutefois, il est à noter que les formulaires T3010 des années antérieures à 2010 ne sont plus disponibles au public depuis le mois de juillet 2014.

annuellement est le formulaire T3010. Celui-ci, contrairement au rapport annuel, utilise un langage prédéterminé et, de ce fait, les ONG ne sont pas en mesure d'utiliser leur jargon. Ce formulaire est identique au rapport d'impôts de tous les citoyens canadiens. Finalement, le troisième rapport est celui envoyé à l'ACDI. Les partenariats avec l'ACDI nécessitent une présentation rigoureuse (les critères de l'ACDI pour l'octroi des fonds destinés à l'APD sont détaillés au chapitre deux).

Au terme de la cueillette des données, il est clair qu'une certaine différence existe dans la présentation des trois rapports des ONG étudiés. Les variations dans les montants ou les variations dans la catégorisation des activités exécutées lors des projets à l'international changent d'appellation d'un rapport à un autre. Par exemple, une ONGR peut identifier ses activités auprès de l'ACDI comme étant des activités «d'éducation », inscrire sur son site Internet qu'elle fait des activités de traduction de la Bible et, finalement, mentionner dans son rapport d'impôts que ses activités sont constituées à 99% d'évangélisation. Au-delà des préférences de mots, il est possible d'y voir une forme de jeu administratif des ONG afin de plaire aux donateurs. Malgré les occasionnelles différences dans la catégorisation des activités, la cueillette des données est possible grâce à la base de données de l'ADCI.¹⁴ Celle-ci constitue le point de départ du travail. Viennent ensuite les sites Internet des ONG, préalablement trouvés parmi la base de données de l'ACDI. Finalement, la troisième source de données est le site Internet de l'Agence du Revenu du Canada pour les organismes de bienfaisances des 198 organisations.

¹⁴ La base des données de l'ACDI a été visitée à maintes reprises au cours de l'automne 2012, mais depuis l'insertion de l'ACDI au MAECI, les informations sont disponibles sur le nouveau site Internet: <http://www.international.gc.ca/international/index.aspx?lang=fra>

4.2 Analyse de l'aide: de 2001 à 2012

4.2.1 L'augmentation de l'aide publique canadienne

L'aide publique canadienne au développement se chiffrait à 5,5 milliards de dollars canadiens en 2012, année de clôture de la collecte de données de cette recherche. Ce montant n'étant pas fixe durant les dernières années, il a pratiquement doublé au cours des années 2000, passant de 2,5 milliards en 2001-2002 à 5 milliards en 2010-2011. Cette tendance semble aujourd'hui à la renverse puisque le montant alloué pour l'année 2013-2014 est de 5,2 milliards, et il redescend à 5 milliards pour l'année 2014-2015. Ces montants sont tirés de rapports de l'APD/Produit national brut (PNB). Ce rapport APD/PNB était de 0,34% en 2011-2012, de 0,28% en 2013-2014 et il est estimé qu'il sera de 0,26% en 2015-2016¹⁵. À titre de comparaison historique, ces pourcentages en chute sont bien loin des nobles objectifs de Pearson et des autres membres de l'OCDE, fixés à 1% du PNB, puis revus à 0,7% en 1969 (OCDE 2005b). Cette chute contraste aussi avec l'historique de l'APD canadienne qui a été orientée vers la croissance dès ses débuts en 1949 avec un pourcentage APD/Revenu national brut (RNB) de 0,08%. L'APD a augmenté jusqu'en 1975 où elle a atteint un maximum de 0,53%. Après 1975, le pourcentage décline jusqu'en 2001 à 0,25%. Ce pourcentage connaît une hausse significative qu'en 1984 alors qu'il se chiffre à 0,50%, et ce, pour une seule année (Gouvernement du Canada 2008, p.8).

¹⁵ Bibliothèque du Parlement : <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/researchpublications/prb0710-f.htm> (consulté le 24 août 2014)

4.2.2 Le nombre d'ONG reste constant

Durant la période libérale de 2001 à 2006, le nombre total d'ONG en partenariat avec l'ACDI était similaire à celui de l'année 2012. Le rapport statistique sur l'APD 2001-2002 de l'ACDI indique des partenariats avec 190 ONG canadiennes (Gouvernement du Canada 2003, p.17). Les données disponibles ne permettent toutefois pas d'établir s'il y a eu un changement significatif de partenaires au cours de cette période: plusieurs organisations peuvent avoir été retirées de la liste et un nombre similaire peut y avoir été ajouté. La comparaison entre les périodes 2001, 2005 et 2012 demeure toutefois possible puisque le nombre total n'a augmenté que de huit organisations et que la recherche est faite à rebours, c'est-à-dire que le point de départ est l'année 2012 et que les années précédentes sont étudiées tour à tour, de manière à ce que les cas étudiés demeurent les mêmes. L'inverse n'aurait pas été possible puisque certaines organisations partenaires de l'ACDI en 2001 n'ont pas maintenu leur partenariat jusqu'en 2012. Cette méthode «déchronologique» permet également d'éviter les difficultés dues aux changements de nomenclature de l'ACDI. Cette dernière ne classe pas ses organisations partenaires de la même manière d'une année à l'autre. Par exemple, le Rapport statistique sur l'aide internationale 2009-2010 utilise la catégorie «organisations canadiennes de la société civile» alors que le rapport de 2001-2002 parle davantage «d'ONG» ou «d'organismes privés de bénévoles internationaux». Dans les trois cas, ces partenaires peuvent être des fondations, des institutions universitaires, des associations ou des ONG.

Lors de l'année 2011-2012, l'ACDI avait 866 partenaires. De ce nombre, seulement 198 partenaires correspondent à la définition d'une ONG établie au premier chapitre de cette recherche. Ainsi, pour répondre aux critères d'inclusion afin que les partenaires de l'ACDI soient étudiés dans cette recherche, il faut que ceux-ci aient des activités de plaidoyer ou offrent des services. Il s'agit là d'un point clé qui retire 554 partenaires de la liste. Ces

partenaires sont majoritairement des syndicats ou des associations n'ayant aucune activité à l'étranger (liste des partenaires non étudiés en annexe 2).

4.2.3 Les ONG laïques se différencient des ONG religieuses

Tel qu'expliqué plus tôt, des 198 ONG partenaires, 141 sont «laïques » et 57 sont «religieuses ». Cette catégorisation est faite à partir des valeurs et des philosophies affichées sur les sites Internet des ONG selon les critères indiqués dans la section « méthodologie ». Le groupe des 57 organisations religieuses, les ONGR, est scindé en deux selon qu'elles fassent du prosélytisme ou qu'elles s'en abstiennent hors de tout doute. Parmi les 57 ONGR, 35 remplissent les conditions taxinomiques de «prosélytisme » et 22 ONGR composent le groupe «non-prosélytiste ». Pour simplifier la lecture, les premières sont codées «ONGRP », les secondes «ONGR » et les ONG laïques gardent l'acronyme «ONG ». Ces nombres sont illustrés en pourcentage dans la figure 1. En proportion, les ONG composent près des trois quarts du groupe en représentant 71% des ONG canadiennes à l'oeuvre alors que les ONGR et les ONGRP en représentent 11% et 18% respectivement.

Les types d'ONG

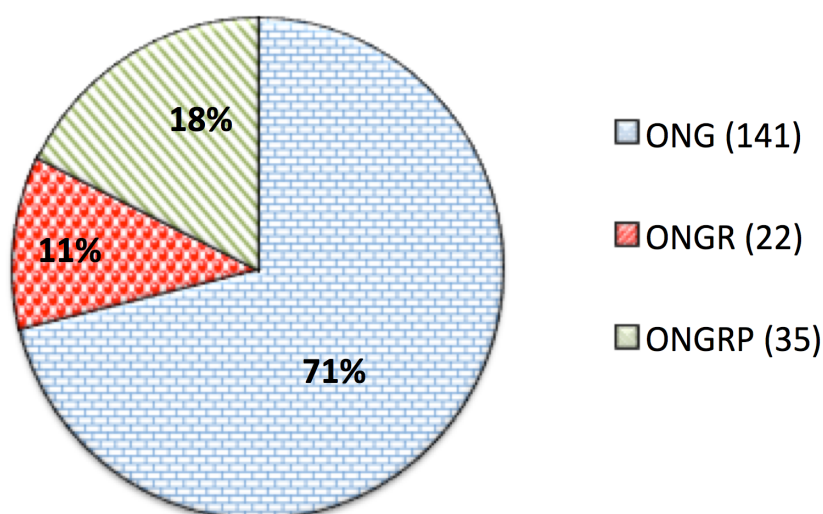


Figure 1. Répartition des ONG selon leur affiliation, telle que définie dans cette recherche.

4.3.1 Le financement variable des ONG laïques

Le nombre de partenaires demeure fixe au cours de la décennie étudiée, mais le financement qui leur est accordé varie grandement. Tout comme l'enveloppe totale de l'APD qui a doublé entre 2001 et 2010, les budgets alloués aux ONG ont presque doublé. En effet, les ONG laïques se partageaient une enveloppe budgétaire de 177 millions en 2001, cette enveloppe passant à 226 millions en 2005 à 273 millions en 2012, ce qui constitue une augmentation de 54% (voir figure 2).

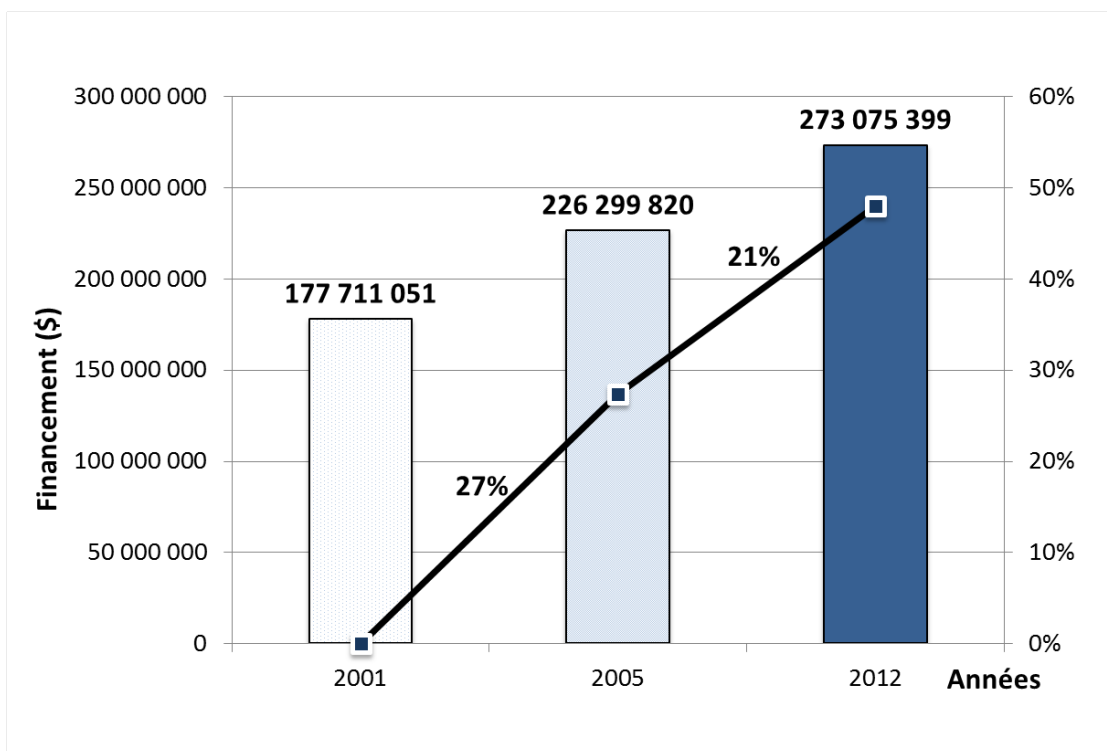


Figure 2. Financement total et variation temporelle du financement des ONG laïques pour les années 2001, 2005 et 2012.

Les variations observées dans les montants totaux sont également représentées en pourcentage dans le tableau 2. Une fois cela traduit en pourcentage, il est possible de mieux saisir l'importance de la variation observée durant la période. Le financement des ONG a donc augmenté de 27% lors de la période libérale alors qu'il a augmenté de 21% lors de la période conservatrice. C'est donc un ralentissement de 6% d'augmentation pendant les années Harper. Les 141 organisations qui composent le groupe des ONG laïques ont eu, en moyenne, 1 260 362 \$ en 2001. La moyenne augmente à 1 604 963\$ en 2005 et à 1 936 705 \$ en 2012. Le financement moyen de ces ONG a augmenté de 676 343\$ en dix ans, soit de 54%. Par contre, la plus grande partie de cette augmentation, qui correspond à un montant de 344 601\$, est survenue durant la première période. L'augmentation survenue durant la seconde période est légèrement plus faible, soit de 331 742\$ (6% plus faible OU - 6%).

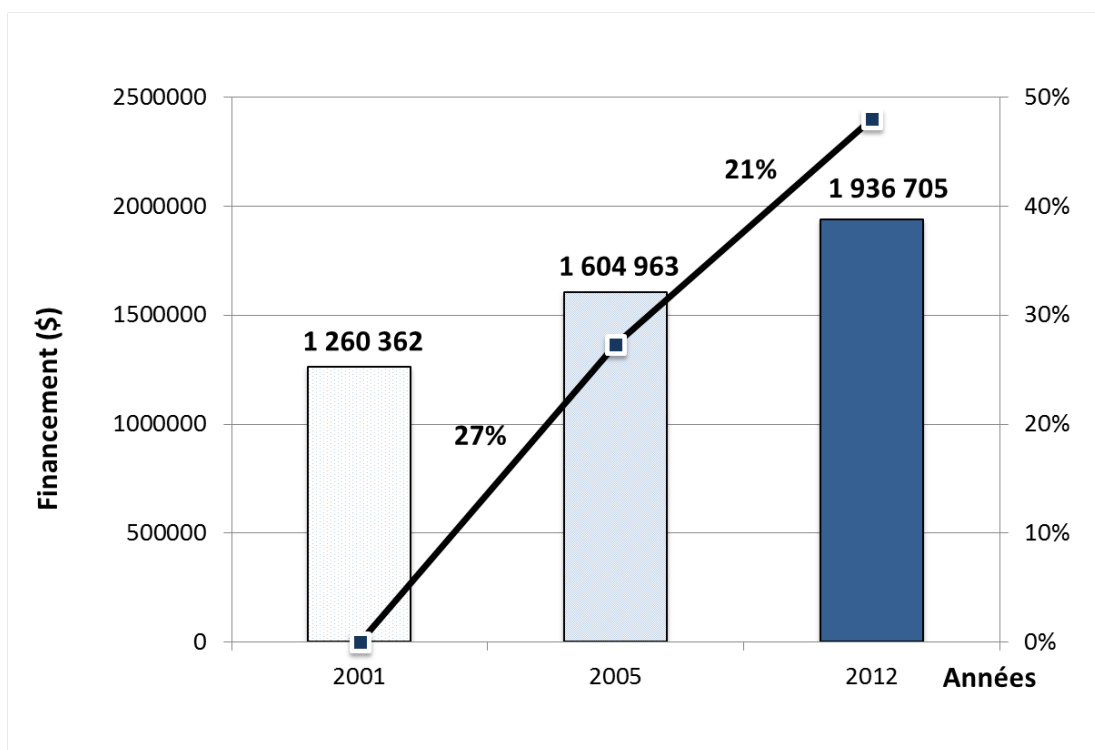


Figure 3. Financement moyen par ONG laïque pour les années 2001, 2005 et 2012.

4.3.2 Le financement réduit des ONG religieuses

Les ONGR ont de leur côté vu leur financement diminuer tout au long de la décennie. Il était de 66,8 millions en 2001, puis il été drastiquement réduit à 61, 9 millions en 2005, ce qui constitue donc une diminution de 4,8 millions (14%) de l'enveloppe totale lors de la période libérale. Jusqu'en 2012, le statu quo a été maintenu, le financement étant de 61 millions\$, ce qui représente seulement une diminution de 864 681\$ (ou -1%) par rapport à 2005 (voir figure 4).

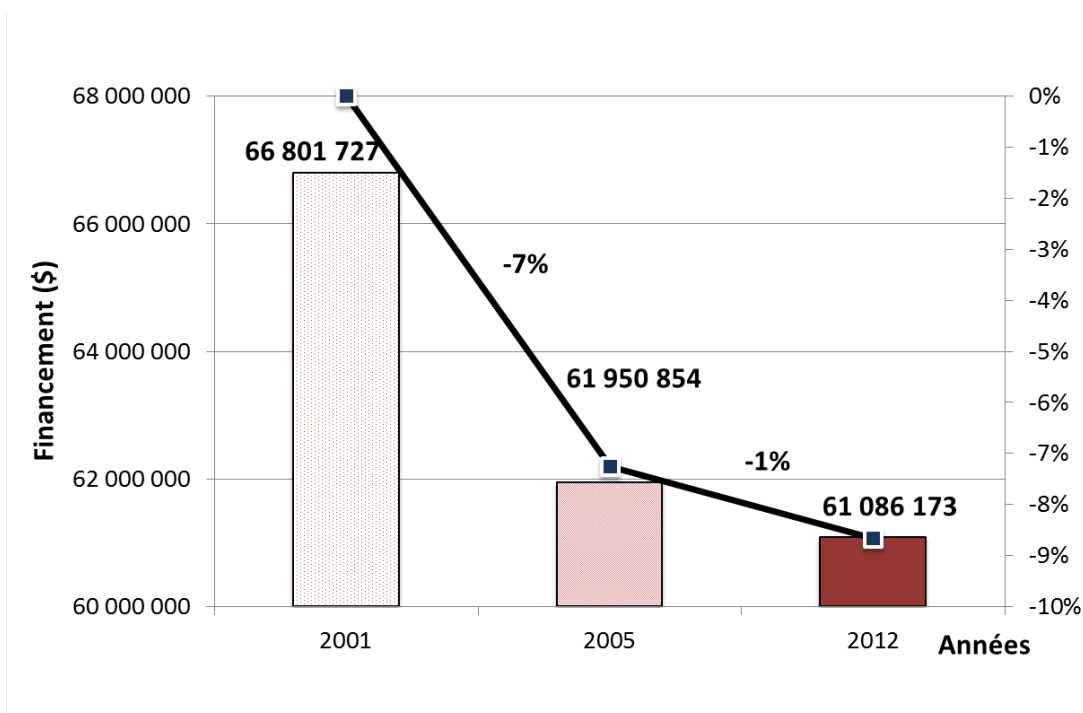


Figure 4. Financement total et variation temporelle du financement des ONG religieuses ne faisant pas de prosélytisme, pour les années 2001, 2005 et 2012

La diminution du financement des ONGR pendant la période libérale de 2001 à 2005 a été de 7%. Cette diminution n'est que de 1% pour la période conservatrice de 2005 à 2012.

4.3.3 Comparaison entre ONG laïques et religieuses

À l'inverse des ONG, le financement moyen par ONGR est plutôt élevé. Les 22 organisations qui composent ce groupe recevaient en moyenne 3 036 442\$ en 2001. À la fin du mandat libéral en 2005, cette moyenne avait baissé à 2 815 948\$, soit une diminution de 220 494\$ par ONGR. Comme observée dans la figure 5, la moyenne a diminué jusqu'en 2012 alors qu'elle a atteint 2 776 644\$ par ONGR.

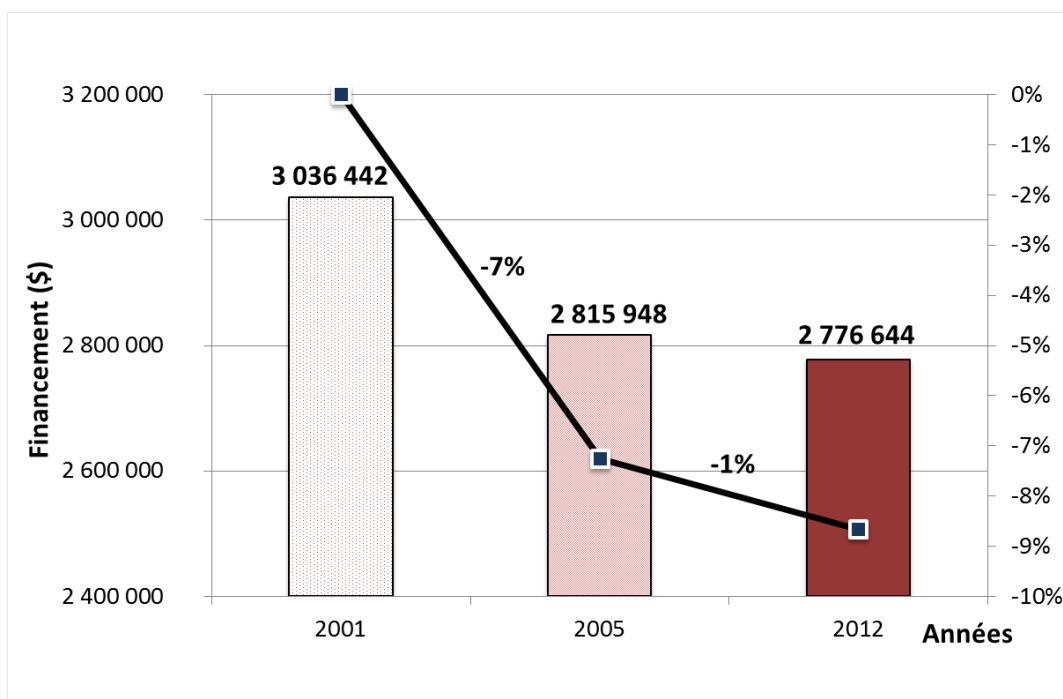


Figure 5. Financement total et variation temporelle du financement des ONGR, pour les années 2001, 2005 et 2012.

4.3.4 La situation améliorée du financement des ONG religieuses et prosélytistes.

Pour leur part, les 35 ONGRP recevaient en 2001 un financement total de 28,7 millions \$. Ce montant n'a que peu fluctué jusqu'en 2005, où il se chiffrait à 29,0 millions \$. Par contre, entre 2005 et 2012, les ONGRP ont eu une augmentation de leur financement de 24,8 millions \$ en atteignant 53,9 millions \$ (voir figure 6), soit 86%. Ainsi chez les ONGRP, le financement augmente nettement lors de la période conservatrice. L'augmentation du financement de cette période est de 86% alors qu'il n'augmente que d'un seul pour cent (1%) lors de la période précédente.

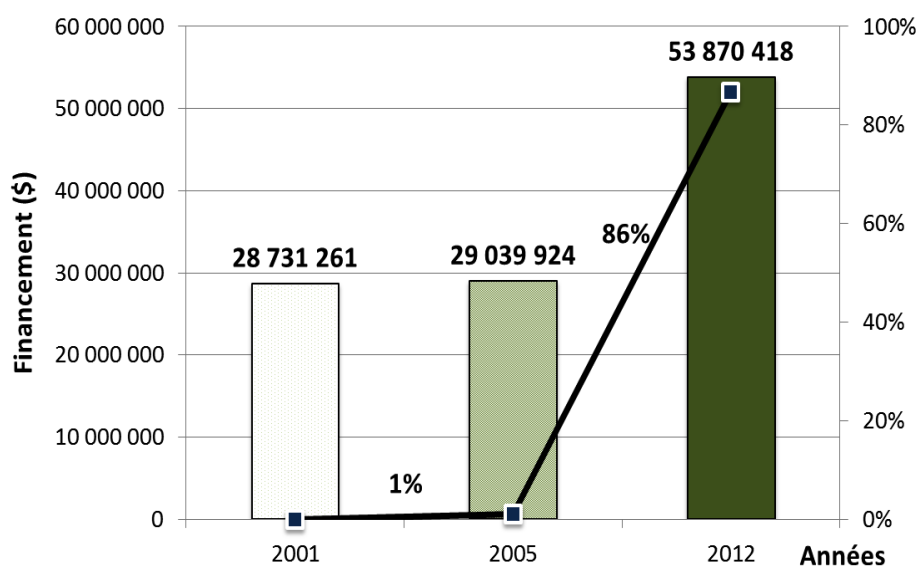


Figure 6. Financement total et variation temporelle du financement des ONGR prosélytistes pour les années 2001, 2005 et 2012.

De toutes les organisations recevant des fonds de l'ACDI, les ONGRP sont celles qui reçoivent le moins de financement par organisation. En 2001, elles recevaient moins d'un million, soit une moyenne de 820 893\$. Cette moyenne est restée similaire pour l'année 2005, avec un montant de 829 712\$ par organisation. Puis, tel qu'observé au tableau 8, l'augmentation de ce financement est rapide entre 2005 et 2012, alors que la moyenne par organisation atteint 1 539 155\$.

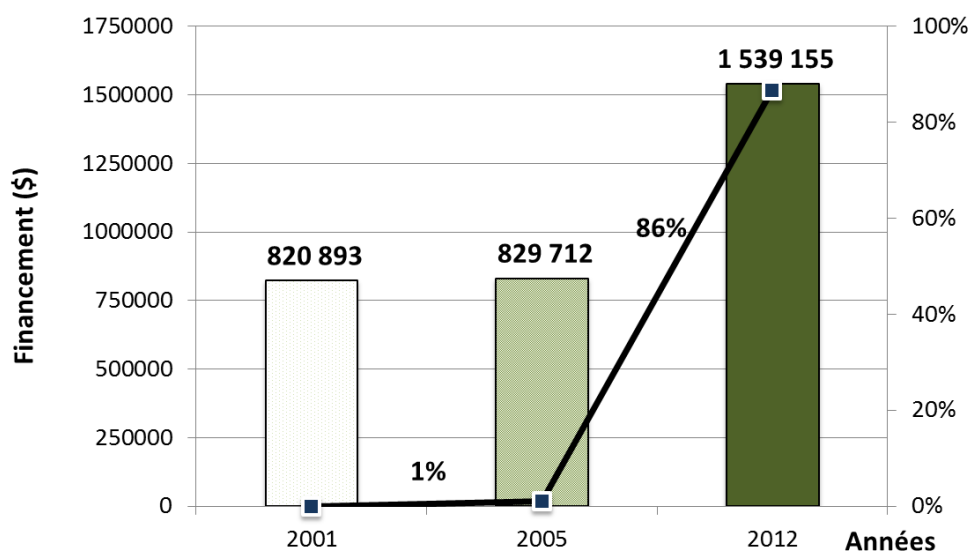


Figure 7. Financement moyen par ONGR prosélytiste pour les années 2001, 2005 et 2012.

4.3.5 La situation globale du financement des ONG pour les années 2001, 2005, 2012.

Les figures suivantes (8, 9 et 10) servent de récapitulatif et de comparaison. Le graphique de la figure 8 compile les montants totaux reçus par type d'ONG, tandis que la figure 9 met en perspective la différence entre les montants moyens reçus par les ONG, les ONGR et les ONGRP.

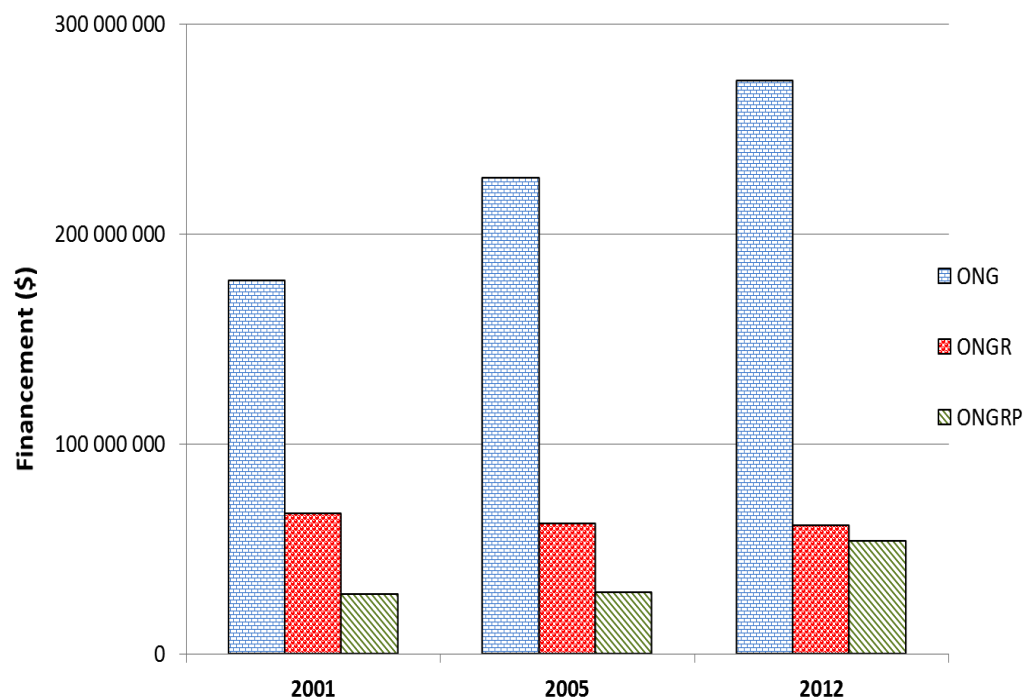


Figure 8. Montants totaux par types d'ONG, ONGR, et ONGRP pour les années 2001, 2005 et 2012.

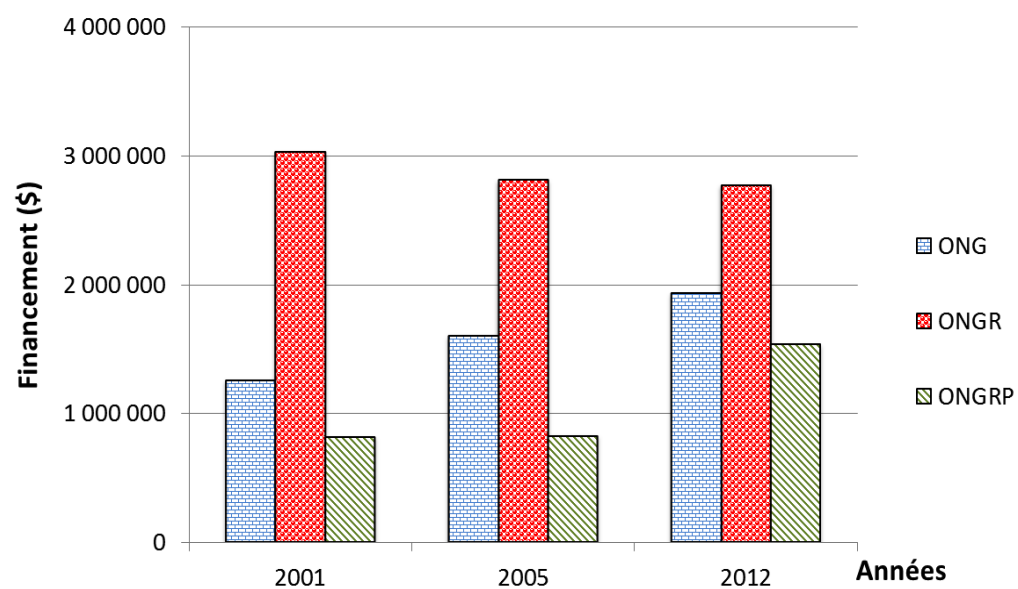


Figure 9. Comparatif du financement annuel moyen par types d'ONG, ONGR, et ONGRP pour les années 2001, 2005 et 2012.

La figure 10 compare les pourcentages d'augmentation des ONG, des ONGR et des ONGRP. C'est à partir des résultats de celui-ci que se construit l'argumentation de cette recherche.

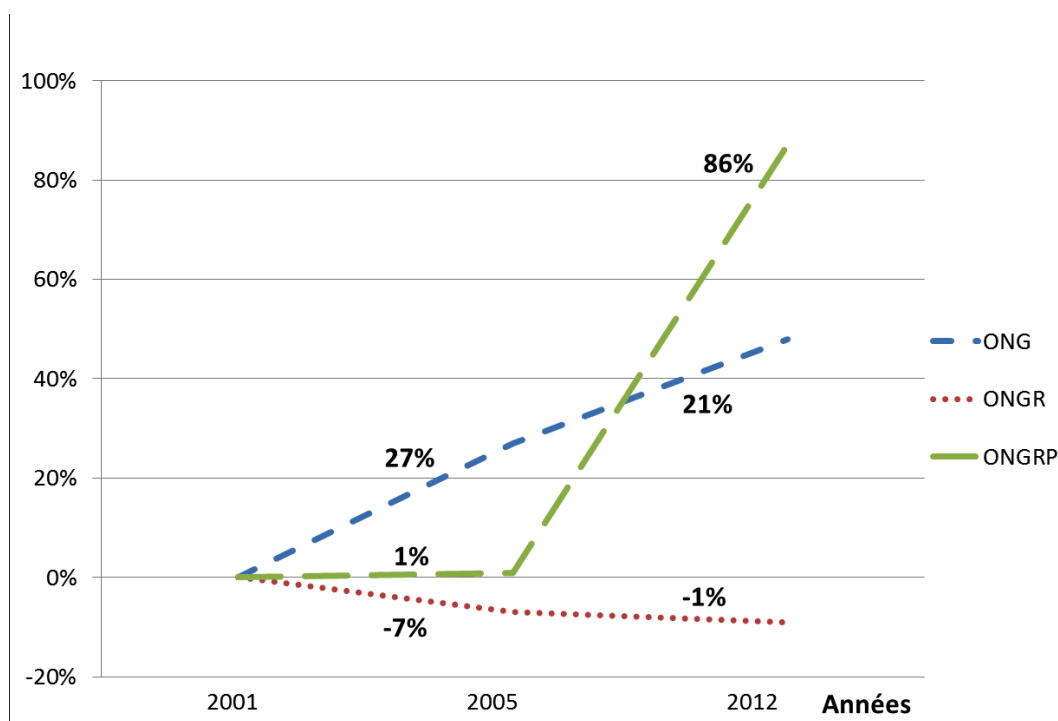


Figure 10. Comparatif des pourcentages d'augmentation du financement par types d'ONG, ONGR, et ONGRP pour les années 2001, 2005 et 2012.

Les résultats obtenus amènent trois constats. Premier constat, la moyenne reçue par ONGR est le double de la moyenne des ONG, alors que celles-ci reçoivent au total quatre fois plus que les ONGR. Deuxième constat, lors de la période libérale, le financement octroyé aux ONGR et aux ONGRP ne varie peu ou pas. Par contre, le financement des ONG connaît une croissance notable de 27%. Troisième et dernier constat, la tendance de financement amorcée pendant la période libérale se voit modifiée lors de la période conservatrice. En effet, même si le financement des ONG et ONGR ne varie que très peu par rapport à la première période, le financement accordé aux ONGRP augmente de 86%. Ces résultats expriment une tendance lourde au

désinvestissement dans l'aide internationale, malgré une augmentation significative dans le financement des ONGRP.

Le pourcentage de variation du financement des ONGR exprimé à la figure 10 donne lieu à un questionnement particulier lorsqu'il est comparé au pourcentage de variation du financement des ONGRP. Si les organisations faisant du prosélytisme ONGRP ont vu leur budget gonfler avec les années Harper, comment leurs confrères religieux n'ont-ils pas vu leur budget suivre la même tendance ? En réponse à cette interrogation, le cas de Kairos, qui sera détaillé au chapitre suivant, sert d'exemple et de balise explicative.

Chapitre 5 : L'aide canadienne au développement et la politique

L'objectif de ce chapitre est doublement explicatif. D'un côté il lance la discussion sur les résultats obtenus et présentés au chapitre 3. Plus spécifiquement, la discussion vise à expliquer la tendance de financement des ONGR. Puis, il explique comment l'approche institutionnaliste ne permet pas de comprendre les tendances observées au chapitre 3. Il démontre que les changements de régime ont une influence sur les politiques de l'APD. Le cas de Kairos peut servir d'indice pour développer une explication à ce phénomène, a priori, incohérent.

5.1 Le cas de Kairos

Kairos est une coalition d'église oecuménique comprenant 10 groupes de diverses dénominations chrétiennes. Parmi ses divers membres religieux, Kairos compte notamment l'Église anglicane du Canada, l'Église unie du Canada, l'Église évangélique luthérienne du Canada et le Comité central des Mennonites du Canada. Depuis près de 40 ans, Kairos travaille en Amérique latine, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Ses programmes sont réalisés en partenariat avec des organisations locales et s'inscrivent dans le courant de transfert des connaissances en ayant comme priorité les droits humains (Kairos 2014). Bien que l'organisation reçoive des fonds de ses membres ainsi que via des donations individuelles, ses nombreux programmes ont été pour la majorité réalisés à partir des subventions de l'ACDI. Dans le passé, ces subventions ont été accordées selon les critères de l'efficacité de l'aide établis par l'ACDI.

En novembre 2009, Kairos était informé par l'ACDI que la proposition de financement pour les années 2009-2013 était refusée. Pourtant, la proposition, tout comme les précédentes, avait été élaborée en collaboration avec des employés de l'ACDI afin de respecter les critères de sélection. Les priorités de

cette proposition étaient celles de l'ACDI, soit la promotion de la bonne gouvernance (droits humains) et la réduction de la dégradation des terres arables. La proposition avait été acceptée à tous les échelons de l'ACDI avant d'être rejetée par la ministre de la Coopération internationale de l'époque, l'Honorable Bev Oda. Selon la ministre, seuls les programmes qui rencontrent les priorités thématiques de l'ACDI (sécurité alimentaire, enfance et jeunesse, croissance économique) obtiennent de bons résultats de performance leur permettant d'être financés. Pourtant, pour les années 2006-2009, l'ACDI qualifiait les projets de Kairos comme étant alignés avec les priorités de l'ACDI et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Deux semaines après le refus de l'ACDI, le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme du Canada, l'Honorable Jason Kenney, vole au secours de sa collègue, l'Honorable Bev Oda, lors d'un discours tenu à Jérusalem. Selon le ministre, le gouvernement du Canada, dans sa lutte contre l'antisémitisme, a donné l'exemple en annulant les fonds à l'organisation Kairos, « une organisation ayant un rôle de leader dans le boycottage et faisant campagne pour des sanctions contre Israël » (Gouvernement du Canada 2009a). Kairos a toujours supporté le droit des Palestiniens à vivre dans un État indépendant, stable et sécuritaire. Plutôt qu'une position unilatérale en faveur de la Palestine, les membres de Kairos avaient voté majoritairement, en 2007, contre l'imposition de sanction envers Israël ainsi que contre le boycottage des produits en provenance d'Israël (Kairos 2009). Pourtant, les critiques de Kairos envers Israël ont été interprétées par les membres du gouvernement Harper et directement associées à l'antisémitisme.

5.2 Interprétation des résultats et discussion

Le cas de Kairos explique en partie comment le financement des ONGR a constamment diminué au cours de la période conservatrice. De plus, il démontre qu'il existe au sein du gouvernement Harper une certaine priorisation des valeurs, soit qu'il est préférable de ne pas être critique et d'être religieux pour obtenir les grâces conservatrices. En deçà de cet a priori exagéré, c'est un degré de religiosité au sein des ONGR ainsi qu'au gouvernement qui est observé. Pour les ONGR, il s'agit d'un choix identitaire de priorisation des valeurs religieuses ou de critiques politique. Certaines ONGR refusent clairement d'inclure des activités d'évangélisation, par exemple, via l'enseignement de la bible pour des projets d'alphabétisation.¹⁶ Ce refus d'effectuer des activités religieuses sur le terrain marque en quelque sorte la limite institutionnelle fixée par l'ONGR. Par ailleurs, la religiosité s'exprime au sein du gouvernement dans la mesure où celui-ci favorise les ONGR pour autant qu'elles ne critiquent pas publiquement sa politique étrangère. L'intervention de la ministre Oda démontre qu'une logique idéologique peut supplanter une logique institutionnelle en place. Au lieu de parler de religiosité, Mackey (2005, p.9) caractérise Stephen Harper « d'évangéliste cérébral davantage qu'émotif ».

Les figures du chapitre précédent, particulièrement la figure comparative 10 démontrent clairement deux tendances. La première tendance est la réduction du budget accordé aux ONGR et ONGRP durant la période libérale. Le second constat s'avère l'opposé, soit l'augmentation du financement des ONGRP pour la période conservatrice. Ces deux tendances doivent être analysées en profondeur en raison du changement drastique de 86% d'augmentation du financement des ONGRP durant la seconde période.

¹⁶ Un responsable d'une ONGR basée à Montréal avait également noté que son organisation n'était pas suffisamment religieuse pour satisfaire aux nouvelles exigences de l'ACDI: des exigences non écrites selon lui (entretien privé le 15 octobre 2012).

Les résultats obtenus amènent de facto certaines questions. Dans ce cas, quel est l'impact de la dépendance au sentier? Effectivement, l'approche institutionnaliste propose l'existence d'une certaine dépendance au sentier. Conséquemment, comment une institution telle que l'ACDI peut-elle déroger du sentier à la hauteur de 86% ?

La dépendance au sentier explique ainsi l'équilibre des politiques au travers des régimes et identifie les vecteurs de changements drastiques comme exogènes à l'État et rares (par exemple les «*critical junctures*» (Capoccia, 2007) en mettant plutôt l'accent sur le statu quo (Broschek 2008, p. 4). Dans cette logique, les décisions liées aux choix de financement des ONG sont basées sur des particularités historiques. Le nombre d'organisations partenaires ainsi que le montant qui leur est alloué devraient donc être relativement stables d'une année à l'autre. Effectivement, cette approche suppose que le statu quo est maintenu d'une administration à une autre. Le passage d'une administration libérale à une administration conservatrice ne devrait donc pas, a priori, faire varier les décisions. Les résultats exposés au chapitre 3 démontrent pourtant que le statu quo n'a pas été maintenu. Bien que cette explication de la dépendance au sentier prévale dans plusieurs des travaux sur les politiques publiques et l'aide au développement, elle semble ici ne pas être en mesure d'expliquer l'augmentation de 86% accordé aux ONGRP pendant l'administration conservatrice.

Ainsi, il semble que les politiques guidant l'APD canadiennes ne sont pas statiques, mais bien dynamiques, voire changeantes. L'échec, à tout le moins partiel, de la logique institutionnelle pour la compréhension des changements de l'APD renvoie à l'analyse inverse, c'est-à-dire que si la prémisse institutionnelle est telle que les politiques publiques demeurent malgré les changements de gouvernement, les résultats de cette étude-ci demandent une explication.

La logique de la dépendance au sentier explique fort bien le fonctionnement du financement des ONG. La tendance observée chez le financement des ONG demeure sensiblement la même lors de la période libérale (2001 à 2005) et la période conservatrice (2005 à 2012). Il ne s'agit pas des fonds totaux alloués aux ONG qui ont été réduits de 6%, mais bien l'augmentation qui a été diminuée de 6%. Cette nuance démontre que les logiques institutionnelles du régime de l'aide ont su résister à l'arrivée d'une nouvelle administration. Le cas du financement des ONGR est également expliqué par la dépendance au sentier. Entre la première et la seconde période étudiée, la diminution des fonds alloués a été maintenue. La diminution a même été accélérée de 6%. Ce taux de réduction de 6%, identique pour les ONG et les ONGR, est compatible avec les degrés de variations permissives de la dépendance au sentier (Vergne 2010, Martin 2006, Korpi 2001). Toutefois, le cas des ONGRP vient rompre avec la nature prédictive de la dépendance au sentier. Pour comprendre, il faut intégrer la variable idéologique dans la recherche.

5.3 Continuité et discontinuité du régime de l'aide

Les résultats de la démarche empirique du chapitre 3 se traduisent par des éléments de continuité et de discontinuité. Sommairement, il y a continuité lorsque le régime est maintenu et discontinuité lorsqu'il est rompu, comme avec les tendances des ONG, ONGR et ONGRP. Si on se réfère aux travaux de Stephen Krasner (1982) sur les changements de régime et les travaux de Peter Katzenstein (1996) sur les normes, l'interprétation de la nouvelle dynamique de l'APD canadienne est plus claire.¹⁷ Ainsi, lors du passage à l'administration conservatrice de Brian Mulroney (1984 à 1993), le régime de l'APD canadienne est demeuré constant. Le rapport APD/PNB (%) était à 0.45% à son arrivée en

¹⁷ Essentiellement, la somme des propos de ces auteurs est que les principes et les normes sont au coeur d'un régime. Si ceux-ci sont changés, alors le régime est à son tour modifié. Également, les règles et les procédures institutionnelles sont généralement alignées avec ces normes et ces principes (Krasner 1982; Katzenstein 1996).

1984 et de 0.45% à son départ en 1993 (Gouvernement du Canada 2002). Deux années après l'arrivée en poste du premier ministre Mulroney, en 1986, le rapport est monté jusqu'à 0.50% (Gouvernement du Canada 2002). Le cabinet de Mulroney avait probablement les mêmes principes et les mêmes normes concernant l'APD que ses prédécesseurs. En fait, le rapport de l'APD de la décennie précédente était de 0.46% en 1974. Depuis la mise en place de l'ACDI en 1968, sous un gouvernement libéral dirigé initialement par Lester B. Pearson (1963 à 1968), puis par Pierre Elliot Trudeau (1969 à 1979), le rapport est demeuré relativement stable. Il était de 0.28% en 1968, de 0.34% en 1969, et déjà, en 1970, de 0.40% (Gouvernement du Canada, 2003). On observe donc que la tendance du rapport a été maintenue d'une administration libérale à une administration conservatrice, même lors des brefs mandats de Joe Clark (1979-1980) et de John Turner (1984). On remarque ainsi un fort élément de continuité pendant la période Mulroney dans le régime de l'APD. Par contre, depuis l'administration de Stephen Harper, on note une discontinuité dans le régime de l'aide. La réduction du rapport à 0.28% en 2013 et estimée à 0.26% en 2015-16 ainsi que l'anachronisme¹⁸ de l'augmentation du financement aux ONGRP constituent deux éléments forts de discontinuité.

5.4 Idéologie conservatrice, la religion

Au Canada, la religion ainsi que toutes les terminologies la ceinturant, telles que la foi et l'évangélisme, sont généralement admises comme faisant partie de la sphère privée. Pourtant, la foi et l'évangélisme sont des constructions sociales culturelles. Ils peuvent être perçus comme étant personnels, mais ils sont loin d'être privés. La nature même de l'évangélisme veut dire renaître pieux, et directement ou indirectement, les normes morales associées à la foi évangélique se font connaître des autres. Par conséquent, elles

¹⁸ Anachronique dans le sens où, pendant la période libérale, la tendance observée était une réduction et non une augmentation la période conservatrice la plus récente.

deviennent publiques (Omri 2008 p.445). Dans cet environnement public, on note la présence d'évangélistes dans l'entourage direct ou indirect du premier ministre Harper. Les organisations religieuses sont efficaces dans l'utilisation d'un langage de politique publique, tel que le constate le directeur de l'Alliance évangélique du Canada : « Au Canada, les organisations religieuses canadiennes sont à même de s'engager dans les débats publics en utilisant un langage politique afin de proposer des initiatives basées sur leur foi » (Goodman 2013). Pour ces évangélistes il est justifiable et raisonnable d'utiliser ce langage politique à des fins de publicité et de levier politique. La publicité ne sert pas uniquement à des fins d'évangéliques propres, mais également à des fins d'endoctrinement et de partage des normes morales promues (Omri 2008 p.446). Le levier politique s'étend spécifiquement à la campagne électorale. Le 11 avril 2011, on pouvait lire le slogan « On s'y attaque : votons, prions, servons », annonçant le retour d'associations ultrareligieuses dans la campagne électorale fédérale. Ces associations, appuyant le parti Conservateur, ont des positions contre l'avortement¹⁹, contre le mariage homosexuel et, finalement, contre les droits de la personne pour les transgenres.

Pour comprendre l'importance de la foi évangélique dans la nouvelle dynamique du régime de l'APD, il faut porter attention, entre autres, à cet entourage religieux du premier ministre Harper. Les normes et les valeurs étant en amont de décisions qui ne se prennent pas seules, il convient de parler du cabinet ou de l'équipe de Stephen Harper. Certains proches sont de fervents évangélistes, à titre d'exemple, le trio Guy Giorno, chef de cabinet, Darrel Reid, chef de cabinet adjoint, et Paul Wilson, directeur des politiques, entourent et conseillent quotidiennement le premier ministre Stephen Harper²⁰.

¹⁹ Rappelons que plusieurs projets d'APD sont effectués par des ONG canadiennes qui soutiennent l'avortement, notamment dans les zones de conflit, tels le Congo, ou dans les pays en reconstruction, tel Haïti.

²⁰ Un signe que le centre de gravité politique canadien se déplace à droite, vers une droite religieuse, selon Marci McDonald (2010).

Le 18 mars 2009, Gary Goodyear, ministre fédéral des Sciences et Technologies à l'automne précédent, indique qu'il est créationniste²¹ et que cela n'a aucune influence sur le dévouement qu'il porte à son ministère (Radio-Canada 2011). Il faut rappeler que le créationnisme est développé par les fondamentalistes chrétiens, musulmans ou juifs et rejette des faits objectifs pour des raisons idéologiques. Le créationnisme réfute, par exemple, les résultats génétiques, la géologie ou la paléontologie (Staune 2009).

En février 2013, le premier ministre Harper affirme que les projets financés par l'ACDI sont respectent les normes d'efficacité de l'aide et reflètent les valeurs canadiennes. Au même moment, un financement de 500 000\$ est alloué à *Crossroads Christian Communications*²². Cette dernière condamne ouvertement l'homosexualité et opère un projet de construction de latrines en Ouganda, un pays prévoyant la peine de mort pour l'homosexualité. Le premier ministre. Force est de constater que les normes et les valeurs en amont du régime de l'APD ont été modifiées depuis 2006.

Il semble donc que la religion possède une présence significative dans l'idéologie conservatrice actuelle. De cette façon, les nouvelles normes gouvernant le régime de l'APD et celles de la politique étrangère ainsi que de la politique publique sont conçues avec un filtre évangélique. De manière exagérée, ce filtre religieux peut « persuader [le cabinet Harper] que nous vivons dans un univers décadent sous l'emprise du péché. Il croit que la fin du monde approche et que le Canada est prédestiné à jouer un rôle de premier plan dans le retour du Christ sur terre » (McDonald 2010, p.23). Si les propos de Marci McDonald semblent exagérés, il faut à tout le moins reconnaître que les portes du cabinet, et donc, l'écoute et l'attention du premier ministre, sont

²¹ Théorie de l'origine des espèces animales et végétales selon laquelle chacune de celles-ci serait apparue brusquement (sans avoir d'ancêtres) par la volonté divine. Dictionnaire de français Larousse, en ligne: <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/cr%C3%A9ationnisme/20298> (Consulté le 15 août 2014)

²² Crossroads. www.crossroads.ca [Consultée le 10 août 2014]

grandes ouvertes à des chrétiens évangéliques. Ceux-ci vont faire entendre à Ottawa que « la bataille d'Armageddon contre les forces de l'Antéchrist aura lieu sur les plaines entourant Jérusalem » (McDonald 2010, p.23).

5.5 Un élément implicite ou explicite, la religion ?

Pour analyser la culture stratégique (CS), il faut faire un inventaire des éléments la composant. Ce mémoire a pour objectif d'évaluer la présence de marqueurs religieux dans les documentations institutionnelles. Tel que présenté, l'APD fait partie de la politique étrangère canadienne. «Les livres blancs constituent des phares qui lancent des signaux sur de nouvelles orientations de politiques » (Young 1988, p.117). Alors, ce sont dans les livres blancs en matière de politique étrangère qu'il faut regarder pour comprendre « comment les gouvernements traduisent leurs intentions d'action internationale et comment ils engagent le dialogue avec l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de formulation de ces politiques » (Tremblay 2004, p.1). Ce mémoire avance l'hypothèse que l'intention d'action internationale, aux vues des résultats empiriques démontrés, est en partie de faire du prosélytisme.

Le type de changements apportés aux institutions canadiennes présentés durant ce mémoire invalide toutefois l'utilisation du Livre blanc comme objet d'analyse de la CS. En fait, les questions mentionnées au paragraphe précédent sont généralement répondues dans le Livre blanc. Seulement, pour répondre à ces questions, c'est en principe « en chambre que les ministres déposent ces énoncés [les réponses aux questionnements] et [l'échange d'idée en chambre] constitue un rouage d'importance dans le processus démocratique (...) » (Tremblay 2004, p.8). À juste titre, l'analyse des Livres blancs « Énoncé de la politique étrangère du Canada pour l'Arctique 2010 » (Gouvernement du Canada 2010c) et « Stratégie pour le nord du Canada: Notre Nord, notre patrimoine, notre avenir 2009 » (Gouvernement du Canada 2009b) n'a révélé

aucun énoncé faisant mention de religion. Ces deux Livres blancs sont les deux seuls publiés au MAECI durant la période dirigée par le gouvernement conservateur. L'absence de signes religieux dans les Livres blancs est toutefois cohérente avec la manière dont les changements ont été faits, c'est-à-dire sans consultation publique, avec ingérence et en faisant fi des modes décisionnels institutionnels traditionnels.

5.6 La culture stratégique du gouvernement conservateur

Parmi les sources de CS, certaines sont à plus subtiles à relever et c'est davantage dans le moment critique « *critical juncture* » qu'il est possible de les déceler. Kim Richard Nossal (1997) et Cranford Pratt (1989) font référence à l'attitude internationaliste « *internationalism* » du Canada. Ceci s'est révélé dans la période post-guerre froide par l'engagement du Canada dans la création des institutions internationales. Cela s'est également manifesté par l'augmentation constante de la contribution canadienne à l'APD. Ces deux manifestations d'internationalisme ont été maintenues à travers les gouvernements successifs des libéraux et des conservateurs. En somme, il s'agissait d'un engagement formel au maintien de la paix de la part du Canada (Gecelovsky 2013, Letourneau et Massie 2009). Les décisions récentes du gouvernement conservateur de Stephen Harper rompent avec la tradition canadienne et, ce faisant, deviennent un moment critique, « *critical juncture* ».

Tel que présenté plus tôt, il peut exister plusieurs sources de CS. Celles-ci peuvent être à la fois de natures matérielle et idéale et donc contenues dans la littérature, par exemple les Livres blancs. La CS peut également être le résultat lent de l'adaptation à des circonstances géographiques et de la proximité des grandes puissances. Cette particularité géographique, dans le cas du Canada, est la longue frontière partagée avec les États-Unis (Graeger 2005).

Comme la culture des pays frontaliers peut influencer la CS, il importe donc, si ce n'est que brièvement, d'analyser quelques-uns des grands traits de la culture stratégique américaine (Gin 2012). George W. Bush a d'ailleurs régulièrement identifié sa foi chrétienne et ses valeurs évangéliques comme éléments à la source de certains changements institutionnels (Malloy 2009, 2011). Cela s'est concrétisé, en outre, par la création du bureau de la religion, le « *White House Office and Community Initiatives* » (Kuo 2006)²³. La religiosité du président Bush est également à la source de l'augmentation des fonds destinés aux « *FBO* » américaines (McGinnis 2005, Eade 2007). Ces « *FBO* » travaillent au niveau local, soit aux États-Unis et non à l'international, à la différence des ONGR étudiées dans ce mémoire. Il est toutefois possible que les ONGR américaines actives dans l'ADP reçoivent davantage de financement depuis la présidence de George W. Bush.

Il est ni nouveau ni récent de suggérer que la politique étrangère d'un premier ministre soit influencée par ses convictions religieuses. Les premiers ministres canadiens, tout comme les présidents américains, n'ont pas caché leurs affiliations religieuses. L'affiliation religieuse des premiers ministres Lester Pearson, Jean Chrétien et Paul Martin, entre autres, a eu un effet sur les décisions de leur gouvernement (Gecelovsky 2013). Gecelovsky cite quelques exemples: Pearson était le fils d'un pasteur méthodiste protestant et un fervent pratiquant tout au long de sa vie; et Jean Chrétien et Paul Martin allaient à la messe régulièrement (p.108).

À l'inverse de ses prédécesseurs, Stephen Harper inclut des références religieuses dans ses allocutions. Il s'agit généralement d'un « Dieu vous bénisse » en fin de discours. En fait, ce type de clôture de discours est présent 28% de toutes ses allocutions publiques pour la première année à ses fonctions de premier ministre (Gecelovsky 2013, p.111). Même si ce nombre semble être

²³ Ce bureau a changé de nom sous la présidence de Barack Obama, il s'agit maintenant du « *White House Office of Faith-Based and Neighborhood Partnership* ».

à la baisse selon Gecelovsky, Stephen Harper n'en devient pas pour autant athée ou agnostique. Au contraire, en 2010, il annonçait qu'il craignait davantage le jugement de Dieu que celui des historiens (Mc Donald 2010, p.48). C'est donc que, pour Stephen Harper, l'expression des croyances religieuses en public doit être stratégiquement tempérée. L'équilibre entre politique et croyance religieuse est ainsi au cœur du processus décisionnel du premier ministre.

Au cœur des valeurs de la culture stratégique se trouve les trois « F » de Stephen Harper. Lors d'une conférence en 2009, Stephen Harper a fait une présentation sur son système de valeurs sociales, lesquelles sont à la source [selon lui] des grandes batailles géopolitiques (Harper 2003). Les trois « F » sont pour la foi « *faith* », la famille « *family* » et la liberté « *freedom* ». Selon Harper, le premier « F » est garant des seconds. Dans cet ordre d'idées, il est clair que ses conceptions de la famille et de la liberté sont déterminées par les principes chrétiens, et par extension, les relations internationales aussi.

Il est évident que la manière dont les décisions sont prises est un processus opaque difficile à évaluer pour le chercheur. Les décisions sont prises par un groupe restreint, soit le cabinet et l'entourage évangélique du premier ministre, tel que présenté. Par contre, les effets de ces décisions peuvent être discutés. La somme de l'influence des valeurs religieuses du premier ministre est aussi observable dans la politique du Canada à l'égard d'Israël. Dès la victoire électorale du Hamas à Gaza en 2006, le Canada cesse le financement à ce groupe politique, dorénavant classé comme groupe terroriste. En même temps, le Canada devient défenseur et allié d'Israël (Harper 2008). Cette tendance nouvelle et subite de soutien inconditionnel à Israël semble provenir de convictions morales plus que d'une évaluation des intérêts du Canada dans la région (Levant 2009, Sasley et Jacoby 2007).

Ce type de processus décisionnel révèle davantage d'éléments d'une politique étrangère idéologique qu'une politique étrangère pragmatique. Toutefois, il ne faut pas identifier l'idéologie conservatrice comme étant l'équivalent de la CS conservatrice. Il est vrai que l'idéologie constitue un des éléments clés façonnant la CS, mais cet élément n'est pas le seul facteur causal. De plus, la CS, comme identifiée dans cette section, n'est pas la cause des changements de l'APD démontrés. Elle agit en fait à titre d'outil permettant la compréhension de ces changements idéels ayant mené changement et continuité dans l'APD.

Conclusion

En introduction, nous citons Christian Nadeau qui affirmait que les conservateurs du cabinet du premier ministre Harper étaient des « réformistes voire des révolutionnaires (Nadeau 2010, p.10) ». Cet activisme conservateur s'est manifesté sous diverses formes, notamment par la nomination d'un juge à la Cour suprême du Canada, la suppression de l'organisme Droits et Démocratie, l'intégration de l'ACDI au MAECI, la création du Bureau de la liberté des religions et la présence évangéliste près et au sein du cabinet de Stephen Harper. Parmi ces manifestations, la nouvelle dynamique d'allocation des fonds de l'APD canadienne à des ONGR est la question qui a orienté cette recherche.

Une fois cette question posée, l'objectif du mémoire a été de comprendre et d'expliquer la confessionnalisation de l'APD canadienne. L'hypothèse était que l'aspect religieux de l'idéologie de l'administration Harper constitue un élément fort de la culture stratégique qui modifie le comportement et les décisions face à la gestion de son régime de l'APD.

Le premier chapitre a démontré que, comparativement aux approches néoinstitutionnelles, l'approche constructiviste, qui prend en considération la variable idéologique, permet une compréhension plus riche du régime de l'APD. Les perspectives théoriques de l'APD ont été présentées et l'approche constructiviste préconisée dans ce mémoire a été brièvement détaillée. C'est également à l'intérieur de cette section que les limites de la méthode qualitative, propre à l'exercice de classification des ONGR, ont été énoncées.

Dans le second chapitre, les concepts clés du mémoire ont été présentés. Ceux-ci servent à comprendre le régime de l'APD, tout autant que les concepts de base que sont les ONG, les ONGR et le prosélytisme. L'interprétation des attributs et des qualités des ONG à caractère prosélytiste est une activité

hautement subjective qui n'est pas au-dessus des critiques. C'est donc avec retenue que la classification de certaines ONGR en ONGRP a été effectuée. De plus, outre les limites de la méthode qualitative, il a été noté que certaines ONGRP peuvent présenter des contradictions significatives et qu'il importait d'avoir recours à une variété de sources. Une ONGRP peut présenter dans une section de son site Internet des positions explicitement antiprosélytistes, alors qu'une autre section de ce même site contient des éléments clés du prosélytisme tel que défini dans ce chapitre.

Dans le troisième chapitre, les éléments clés de l'évolution de l'APD canadienne ont été présentés. Dans les années 1950, l'APD canadienne en était à ses débuts et était caractérisée par une forte proportion d'ONGR participant à ses programmes. Il s'ensuivit une sécularisation de l'APD avec l'arrivée d'organisations anglo-saxonnes et américaines telles qu'OXFAM et CARE. Le mouvement sans-frontériste des années 70-80 fait également partie de cette vague de sécularisation. En parallèle, l'APD a subi une vague d'institutionnalisation, qui perdure encore aujourd'hui. La création de l'ACDI a fait partie de cette institutionnalisation. Avec l'institutionnalisation sont venus le débat sur l'efficacité de l'aide et les grands sommets internationaux, tels que la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, qui a pour objectif d'augmenter la reddition de comptes et la transparence de l'aide.

C'est dans le chapitre 4 qu'ont été présentées l'origine des données et la méthode de leur analyse. Essentiellement, les données utilisées dans ce mémoire proviennent de trois sources. La première est le site Internet des ONG, ONGR et ONGRP étudiées. La seconde est le rapport d'impôts T3010 de ces organisations, celui-ci étant présenté par l'ARC. La troisième source qui a servi à la constitution de la liste initiale des partenaires de l'ACDI à étudier est la liste même des projets et des partenaires de l'ACDI. Les trois bases de données utilisées sont publiques et disponibles sur Internet. Il a également été noté que la majorité des informations utilisées dans ce mémoire ne sont plus

disponibles ou ont été altérées entre l'automne 2012, moment de la collecte des données, et l'automne 2014, moment de la publication dudit mémoire.

À la lumière de ces résultats, les tendances de l'aide entre 2001 et 2012 sont claires. Les variations dans le financement alloué aux ONG et aux ONGR suivent la même tendance d'un gouvernement à l'autre. Les fonds des ONG ont poursuivi leur augmentation, quoique marginalement puisque leur augmentation a ralenti de 6%. Similairement, les fonds des ONGR diminuent pendant les deux périodes, mais cette diminution s'accélère à la seconde à raison de 6%. Par contre, la tendance de financement des ONGRP rompt avec le statu quo de celui des ONG et ONGR. Leurs fonds ont augmenté de 86% pendant la période conservatrice alors qu'ils étaient en diminution auparavant.

Dans le cinquième chapitre, les résultats ont été discutés et interprétés dans un contexte historique plus large. L'expérience de la perte de financement de Kairos démontre qu'il existe une priorisation des valeurs chez les ONGR et au sein du cabinet de Stephen Harper. D'une part, les ONGR qui sont critiques des politiques du gouvernement mesurent leur priorité, à savoir, si les convictions religieuses guidant la programmation de l'organisation priment sur les activités de plaidoirie ou les critiques des politiques publiques. Également, le cabinet, a priori favorable aux ONGR, priorise parmi ces dernières celles qui ne sont pas critiques de ses politiques publiques.

Cette section du mémoire met également en lumière les éléments de continuité et de discontinuité du régime de l'aide. Plus précisément, ce n'est pas l'administration en pouvoir qui influence le régime de l'aide, mais bien l'entourage immédiat du premier ministre qui forme de manière coconstitutive une vision des valeurs et des normes en amont des politiques étrangères. Ceci devient clair en analysant l'aide du gouvernement conservateur de Brian Mulroney, qui succédait aux années libérales de Pierre Elliot Trudeau. Les tendances durant ces deux décennies ont été maintenues et très peu de

variations ont été observées. Il s'agissait donc de continuité alors que le gouvernement de Stephen Harper s'inscrit davantage dans la discontinuité.

Dans le cadre de ce mémoire, l'exercice a été essentiellement empirique par nature en analysant la transformation du régime de l'aide. Ce mémoire vient augmenter les efforts théoriques contemporains étudiant l'APD. En effet, la majorité des travaux analyse l'APD à travers une lentille néoinstitutionnaliste et la théorie de la dépendance au sentier, alors que ce mémoire utilise l'approche constructiviste. De plus, cette recherche fait le pari implicite qu'il est possible d'utiliser le concept de CS dans une sphère d'étude autre que la défense nationale, où elle est pratiquement toujours utilisée. La CS s'est révélée un outil essentiel à la compréhension de la nouvelle dynamique de la politique étrangère canadienne dans l'allocation ses fonds de l'APD. À cet égard, seule la venue d'un autre type d'administration gouvernementale indiquera s'il s'agit ici d'un nouveau paradigme de l'aide ou s'il s'agissait seulement d'un élément épisodique où le régime de l'aide était axé sur la religion.

Ce mémoire propose des avenues de recherches alternatives afin d'éviter que seul le temps réponde aux interrogations présentées. Trois avenues de recherche sont pertinentes à explorer afin d'avoir une compréhension globale de ce phénomène. Ces futures thèses sont essentiellement axées sur les limites de ce mémoire.

La première avenue consiste à valider sur le terrain. Ce mémoire n'avait pas pour ambition la validation de la rhétorique institutionnelle des ONGRP, mais cela était en grande partie dû aux limites financières du chercheur. Une étude terrain de type qualitatif, basée sur des entretiens avec les bénéficiaires de l'APD canadienne, pourrait révéler la teneur du prosélytisme. Une telle étude n'aurait pas pour effet de valider ou invalider la classification de ce mémoire. Au contraire, une thèse effectuée sur le terrain pourrait compléter le

tableau déjà amorcé dans ce mémoire. Les résultats pourraient démontrer une cohérence ou une incohérence entre la présentation des activités sur les sites Internet des ONGRP et les programmes réellement exécutés.

La seconde avenue est celle de la validation de la religiosité du cabinet Harper. Puisque ce mémoire postule que l'entourage immédiat du premier ministre Stephen Harper façonne sa vision du monde et la place du Canada dans celui-ci, il serait pertinent de comprendre quelles sont leurs sphères d'influence précises. Il est difficile d'imaginer que des entrevues puissent avoir lieu avec les membres du cabinet ou même avec le premier ministre Harper, particulièrement depuis qu'il exerce un contrôle accru sur les médias. Au même titre que la précédente avenue de recherche, des entrevues en profondeur avec des membres du cabinet pourraient expliquer certaines prises de décisions. Il serait possible de comprendre comment la ministre Bev Oda a outrepassé les décisions de son ministère et rejeté le financement de Kairos, à savoir, a-t-elle agi de manière autonome ou sous la direction d'un autre membre du cabinet Harper ?

Enfin, une troisième avenue de recherche pourrait avoir comme objet d'étude les ONGRP. Les ONGRP, comme les entreprises à but lucratif, suivent des logiques de survie institutionnelle. Dans quelles mesures sont-elles à même d'évoluer avec ces contraintes institutionnelles et religieuses ? Comment joignent-elles les attentes de leurs fidèles avec le modèle de gestion de l'ACDI ?

Ainsi, les trois composantes de l'APD seraient analysées en profondeur dans l'objectif de saisir trois des principaux niveaux de l'influence du religieux dans l'APD canadienne. Primo, les donateurs, soit le cabinet Harper, permettant de comprendre les logiques en amont. Secundo, les acteurs, soit les ONGRP, qui sont celles qui doivent établir un dialogue avec; le public, le gouvernement du Canada et les bénéficiaires. Tertio, les bénéficiaires, soit les populations locales recevant l'aide des ONGRP. De telles thèses permettraient d'aller au-delà de

l'observation journalistique qui compose la majeure partie des informations disponibles à ce jour sur le phénomène. Ces ouvrages, comme celui de Marci McDonald, présentent des listes factuelles d'évènements pertinents, mais demeurent sans valeur explicative. Les recherches futures doivent ainsi dépasser le cadre descriptif et doivent enrichir le débat concernant l'APD canadienne sous la période conservatrice de Stephen Harper.

Annexe 1. Liste des citations utilisées pour catégoriser les ONGRP selon la méthodologie exposée.

Nom de l'organisation	Citation	Source utilisée (site Internet)
A Rocha Canada	« Transforming people and places into healthy communities, through a movement of individuals and groups caring for God's world. »	http://www.arocha.ca
Banque canadienne de grains	« Canadian Foodgrains Bank is a partnership of Canadian churches and church-based agencies working to end global hunger. »	http://foodgrainsbank.ca/about_us.aspx
CCFC - Christian Children's Fund of Canada	« Christian Children's Fund of Canada is a Canadian-based, registered charity and child-centred international development organization. CCFC is inspired by Christ's example of personal, caring love. CCFC supports children, families and communities of all faiths in developing countries. »	http://www.ccfc.ca/AboutUs/
Développement et Paix	« Développement et Paix (L'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix) est l'organisme officiel de solidarité internationale de l'Église catholique au Canada et le membre canadien de Caritas Internationalis. »	http://www.devop.org/fr/aboutus/identity
L'Armée du Salut	« L'Armée du Salut a pour mission de manifester l'amour de Jésus-Christ, de répondre aux besoins essentiels des gens et d'exercer une influence transformatrice sur les collectivités. »	http://www.armeedusalut.ca/mis-sionetvaleurs
L'Oeuvre Léger	« 1929-1932 [Paul-Émile Léger (fondateur)] est ordonné prêtre par l'archevêque de Montréal. Il fait son noviciat chez les Sulpiciens d'Issy-les-Moulineaux, près de Paris. Remarqué pour ses talents de communicateur, il est nommé professeur à l'Institut catholique de Paris. »	http://www.leger.org/qui-sommes-nous/historique/
MEDA - Mennonite Economic Development Associates of Canada	« Informed by our faith-based values, we creatively combine enlightened business practices and entrepreneurial thinking to provide roads out of poverty »	http://www.meda.org/about-meda
Opportunité Internationale Canada	« Creating a network - Opportunity is the largest non-denominational Christian organization focused exclusively on microfinance »	http://www.opportunityinternational.ca/ourmission/
Organisation de secours luthérienne mondiale canadienne	« Inspired by God's love for humanity, Canadian Lutheran World Relief challenges the causes and responds to the consequences of human suffering and poverty. »	http://www.clwr.org/About-CLWR/
Primate's World Relief and Development Fund	« The Primate's World Relief and Development Fund (PWRDF) <i>Le fonds du Primat pour le secours et le développement mondial</i> is the Anglican Church of Canada's agency for sustainable development, relief, refugees, and global justice »	http://pwrdf.org/who-we-are/

Rainbow of Hope for Children	<p>« Rainbow of Hope for Children is the revised name for the St. Joseph's Save the Children Club. »</p> <p>The website's vignette indicates « Rainbow of Hope for Children – Alberta – Catholic »</p>	http://www.rainbowofhopeforchildren.ca/index.html
Save a Family Plan	<p>« SAFP is a Canadian-based international non-governmental organization (NGO) founded in 1965 by Monsignor Augustine Kandathil. (...) with inspiration received from Pope Paul VI at the International Eucharistic Congress in Bombay (now Mumbai), India in December 1964. Monsignor Augustine John Kandathil (Father Gus), a priest from the Archdiocese of Ernakulam, South India, heard the appeal by Pope Paul VI to the world to join him in a non-violent battle against poverty and hunger in countries like India. SAFP was born in 1965, assisting five poor families in the southwestern state of Kerala, India. »</p>	<p>http://www.safp.org/whoweare.html</p> <p>http://www.safp.org/history.html</p>
St. Joseph's Health System	« St. Joseph's Health System. Founded in the healing mission of the Sisters of St. Joseph of Hamilton, St. Joseph's Health System was established in 1991 to meet the challenges of the changing environment for delivery of health and social services and takes pride in a system-wide commitment to caring for the whole person: body, mind and spirit. »	http://www.sjhs.ca
The Salvation Army of Canada - Bermuda Divisional Headquarters	« The Salvation Army is an international Christian church. Its message is based on the Bible; its ministry is motivated by love for God and the needs of humanity. »	http://www.salvationarmy.ca/missionandvalues/
Vision Mondiale Canada	« 1. Nous sommes chrétiens C'est l'amour infini de Dieu qui nous inspire et nous incite à servir notre prochain. »	http://www.visionmondiale.ca/vwmondiale/Qui-nous-sommes/Pages/Nos-valeurs-fondamentales.aspx
YMCA Canada	« The YMCA was interested in putting Christian principles into action, giving people the opportunity to learn, improve themselves, choose a healthy lifestyle and support others. »	http://www.ymca.ca/en/who-we-are/history.aspx
IDRF - International Development and Relief Foundation	« IDRF began in 1984 as the International Refugee and Relief Program (IRRP) of the Canadian Council of Muslim Communities (CMCC) »	http://idrf.com/index.php?option=com_content&task=view&id=187&Itemid=138
COCAMO Coopération Canada Mozambique	« Cooperation Canada - Mozambique is a coalition of non-governmental organizations, church-based development organizations, unions and others that engages the public on Mozambican and	No website. http://donate2charities.ca/fr/COOPERATI

	African development and social justice issues and supports Mozambican civil society organizations to be effective and responsive to the marginalized in northern Mozambique. »	ON.CANADA.MO ZAMBIQUE.(COC AMO)._0_87374 3264RR0001
Association pour le développement participé	« Organisation basée dans le Presbytère de Chambly. Nous travaillons avec une ONG locale, RCP (Reitumetse Church Project) qui a vu le jour à Mazenod au Lesotho en 1980. RCP est dirigée par Gisèle Foucreault, s.n.j.m, une missionnaire canadienne dans ce pays depuis quarante ans. RCP, se rendant compte de l'ampleur du projet de venir en aide aux plus démunis du Lesotho, a accepté avec l'espoir de réussir un partenariat avec l'ADEP. Depuis, RCP et l'ADEP ont établi des liens solides et travaillent ensemble pour la réalisation de tous leurs projets de développement. Elles partagent la même vision et les mêmes buts. »	http://pages.videtron.com/adept/adeptxt.html
Partenaires Canadiens pour la Santé Internationale	«La foi à l'égard de la justice sociale et la volonté d'aider les désavantagés dans le monde de manière à ce que chacun réalise sa pleine valeur en tant que frère ou sœur au sein de la famille divine»	http://www.hpicanada.ca/fr/apropos/vision-mission-valeurs/
Project Ploughshares	«Project Ploughshares was established as an agency of The Canadian Council of Churches to give practical expression to the fulfillment of God's call to bear witness to peace, reconciliation and non-violence and to contribute to the building of a national and international order that will serve the goals of peace with justice, freedom and security for all.»	http://ploughshares.ca/about-us/vision/
Vision Citadelle	«Promouvoir des valeurs civiques, morales et chrétiennes»	http://www.visioncitadelle.org/fr/index.html

Annexe 2 : Liste des ONG, ONGR et ONGRP étudiées.

Tableau 1 : Liste des ONG étudiés ainsi que les subventions pour les années 2001-2005-2012.

TYPE D'ORGANISATION : ONG	Années fiscales		
	2001	2005	2012
Nom des ONG			
Abri International	\$826,740.00	\$1,271,663.00	\$1,233,514.00
ACCES - African Canadian Continuing Education Society	\$100,000.00	\$47,730.00	\$295,669.00
Action contre la Faim	N.D.	N.D.	\$6,800,000.00
Aide aux Aînés du Canada	\$373,008.00	\$373,008.00	\$5,273.00
Aide médicale internationale à l'enfance	\$184,328.00	\$209,351.00	\$375,400.00
Alliance de santé communautaire Canada-Afrique	N.D.	0	N.D.
Alternatives	\$3,841,459.00	\$2,481,395.00	\$302,962.00
Ambulance Saint-Jean, siège social national	N.D.	0	N.D.
AMREF African Medical & Research Foundation Canada	\$31,014.00	\$180,571.00	\$1,518,758.00
Association canadienne de santé publique		\$13,292,327.00	\$1,264,713.00
Association canadienne des ex-parlementaires - Fondation pour l'éducation	0	0	0
Association canadienne pour les Nations Unies	\$1,223,458.00	\$1,018,004.00	\$265,258.00
Association Québécoise pour l'Avancement des Nations Unies	\$128,624.00	0	\$52,297.00
Bureau international des droits des enfants	\$132,400.00	\$83,950.00	\$94,779.00
Canadian Centre on Disability Studies	\$628,202.00	\$1,135,932.00	\$1,128,423.00
Canadian Humanitarian	N.D.	0	0
Canadian Women for Women in Afghanistan	N.D.	N.D.	\$280,073.00
CAPAIDS Network Inc.	N.D.	0	\$156,503.00
CARE Canada	\$31,279,998.00	\$31,974,257.00	\$27,431,898.00
Carrefour canadien international	\$454,683.00	\$2,804,987.00	\$3,306,453.00
Carrefour de solidarité internationale	\$638,862.00	\$685,216.00	\$842,161.00
Carrefour Tiers-Monde	0	0	\$5,623.00
CCCI - Conseil canadien pour la coopération internationale	\$1,540,421.00	\$1,650,869.00	\$150,703.00
CECI - Centre d'étude et de coopération internationale	\$19,811,082.00	\$17,157,883.00	\$23,180,843.00

Centre for Affordable Water and Sanitation Technology		N.D.	\$13,839.00	\$1,398,579.00
Centre international des villes durables			\$465,436.00	\$1,036,670.00
Centre international pour la prévention de la criminalité		\$446,940.00	\$299,784.00	290 765
Centre parlementaire		0	\$6,206,455.00	\$3,664,802.00
Centre Pearson pour le maintien de la paix		N.D.	\$9,783,383.00	\$7,819,109.00
Change for Children Association		\$366,907.00	\$241,385.00	\$413,639.00
CHF		0	\$4,091,227.00	\$6,916,327.00
Children/Youth as Peacebuilders		N.D.	N.D.	\$98,193.00
Coalition interagence sida et développement		N.D.	\$694,590.00	\$743,328.00
Co-Dev - CoDevelopment Canada		\$451,114.00	\$328,632.00	\$456,296.00
Collaboration santé internationale		\$250,000.00	\$416,966.00	\$232,205.00
Comité de Solidarité Trois-Rivières		0	0	0
CPAR - Canadian Physicians for Aid and Relief		\$4,859,866.00	\$1,416,106.00	\$1,116,049.00
CUSO		N.D.	N.D.	\$12,675,038.00
Diasol		N.D.	\$8,000.00	0
Dignitas International		N.D.	0	\$67,076.00
Eau Vive		\$374,240.00	\$331,842.00	\$598,681.00
Enfants Entraide		\$28,548.00	\$30,727.00	0
Equitas - Centre international d'éducation aux droits humains		\$1,390,619.00	\$1,981,962.00	\$1,901,877.00
Équiterre		\$135,500.00	\$615,023.00	\$6,690.00
EUMC - Entraide universitaire mondiale du Canada		\$12,292,242.00	\$10,630,881.00	\$12,534,715.00
Fédération canadienne des municipalités		\$8,736,675.00	\$11,283,300.00	\$1,136,800.00
FIT - Foundation for International Training		\$5,319,509.00	\$3,630,641.00	\$2,088,532.00
FOCAL - Fondation canadienne pour les Amériques		\$200,000.00	\$748,737.00	N.D..
Fondation Crudem		\$350,000.00	\$382,530.00	\$436,295.00
Fondation Frontière		\$39,744.00	\$48,784.00	\$107,286.00
Fondation Haïti Partage		\$96,792.00	\$44,500.00	\$46,900.00
Fondation le Puits de Ryan		N.D.	0	\$183,771.00
Fondation mondiale du braille		N.D.	0	\$156,461.00
Fondation Paul Gérin-Lajoie		\$225,000.00	\$191,331.00	\$1,675,013.00
Fondation Richelieu International		0	\$25,000.00	\$4,515.00
Fondation solidarité Colombie-Québec Canada		0	\$10,000.00	0
Ghost River Rediscovery Society		0	\$354,340.00	\$400,760.00

Global Medic, David McAntony Gibson Foundation		N.D.	0	0
Groupe communautaire l'Itinéraire		\$2,532.00	\$136,480.00	\$415,664.00
Habitat pour l'humanité Canada		0	0	\$488,189.00
Handicap International Canada		N.D.	N.D.	\$548,229.00
Harmony Foundation Canada		\$81,086.00	0	\$31,897.00
HealthBridge		\$164,467.00	\$1,055,538.00	\$512,173.00
Help a Village Effort		\$35,969.00	0	\$55,983.00
Hincks-Dellcrest Centre		\$592,002.00	\$769,885.00	\$1,941,638.00
Histoire Canada		0	\$163,000.00	\$1,036,129.00
Horizons d'amitié		\$705,843.00	\$721,457.00	\$871,902.00
ICASO - International Council of AIDS Service Organizations		\$169,308.00	\$400,000.00	\$350,000.00
Imagine 1 Day International Organization		N.D.	N.D.	\$62,367.00
INCA - Institut national canadien pour les aveugles		0	\$510,199.00	\$8,110,883.00
Indice de progrès véritable – Atlantique		N.D.	\$668,149.00	\$65,487.00
Ingénieurs sans frontières		\$1,808.00	\$209,580.00	\$542,443.00
Initiative pour les micronutriments		N.D.	N.D.	N.D..
Institut agricole du Canada		0	0	N.D..
Institut d'administration publique du Canada		\$144,000.00	\$144,000.00	\$3,315,539.00
Institut international du développement durable		\$1,200,000.00	\$3,181,800.00	\$3,258,722.00
Institut national de la Magistrature		\$720,095.00	\$7,542,755.00	\$8,134,856.00
Institut Nord-Sud		\$1,035,000.00	\$2,307,540.00	\$1,453,162.00
Institut urbain du Canada		0	\$2,560,707.00	\$4,904,366.00
Inter Pares		\$4,017,500.00	\$3,781,405.00	\$4,395,861.00
International Institute for Child Rights and Development		N.D.	N.D.	\$712,187.00
Internet des droits humains		\$70,000.00	\$1,037,963.00	N.D.
Jack Webster Foundation		0	0	0
Jamaican Self-Help		\$200,678.00	\$181,228.00	\$216,481.00
Jeunesse Canada Monde		\$10,807,413.00	\$13,618,117.00	\$10,086,109.00
Journalistes pour les Droits Humains		N.D.	\$60,219.00	\$156,718.00
Justice Education Society of British Columbia		0	\$452,495.00	\$2,389,996.00
L'AMIE		\$184,328.00	\$209,351.00	\$375,400.00
Le Comité pour la justice sociale		\$15,637.00	\$20,500.00	\$8,560.00
L'Institut Indo-canadien Shastri		0	\$1,144,317.00	\$955,964.00
Médecins du Monde Canada		0	\$900,131.00	\$526,893.00

Médecins sans frontières		\$3,635,954.00	\$2,250,000.00	\$5,700,000.00
Nature Canada		\$416,512.00	\$201,872.00	\$315,559.00
Nepal School Projects		\$99,000.00	\$55,000.00	N.D..
Nova Scotia Gambia Association		\$42,496.00	\$137,977.00	\$112,836.00
On The Ground		N.D.	N.D.	N.D..
Operation Eyesight Universal		\$1,303,000.00	\$1,303,000.00	\$909,812.00
ORBIS Canada		0	\$406,069.00	\$85,300.00
Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement			\$3,005,447.00	\$4,670,661.00
Organisation mondiale des personnes handicapées		\$475,000.00	\$653,397.00	\$182,262.00
Organisation Universitaire Interaméricaine		\$454,519.00	\$571,778.00	\$1,121,245.00
Oxfam Canada		\$7,070,031.00	\$3,778,824.00	\$16,940,992.00
Oxfam-Québec		\$8,334,004.00	\$11,438,586.00	\$23,476,254.00
Pacific Peoples' Partnership		\$210,953.00	\$253,768.00	\$151,038.00
Plan International Canada		\$2,412,585.00	\$4,542,832.00	\$14,625,173.00
Plan Nagua		\$493,940.00	\$664,967.00	N.D..
Pueblito Canada		\$438,000.00	\$203,371.00	\$37,829.00
Radios rurales internationales		\$413,321.00	\$201,300.00	\$133,337.00
Rainbow for the Future		N.D.	0	0
Rayjon Share Care		\$196,789.00	\$325,050.00	\$250,700.00
REAP - Resource Efficient Agricultural Production Canada		\$2,375.00	0	\$513,381.00
Regroupement Organismes Canado-Haitiens pour le développement		\$157,797.00	\$346,392.00	N.D.
Réseau Canadien pour la Chirurgie Internationale		\$337,054.00	\$447,620.00	\$1,094,722.00
Réseau Enablis Entrepreneurial		N.D.	N.D.	0
Right To Play		N.D.	\$929,571.00	\$5,141,638.00
SACO - Service d'assistance canadienne aux organismes		\$9,039,819.00	\$7,786,042.00	\$4,201,461.00
Sahakarini Inter-World Education and Development Association		\$47,162.00	\$59,247.00	0
SalvAide		0	\$260,083.00	\$69,011.00
Saskatchewan Council for International Cooperation		\$223,527.00	\$200,656.00	\$309,394.00
Secours Tiers-Monde		\$150,644.00	\$118,427.00	0
SEVA Canada Society		\$182,026.00	\$162,667.00	\$173,411.00
SHARE Agriculture Foundation		\$224,849.00	\$66,971.00	\$117,611.00
Société Asiatique des Partenaires		N.D.	\$809,004.00	N.D.
Société canadienne de génie civil		0	0	0
Société canadienne de santé		\$2,948,803.00	\$4,199,090.00	\$418,804.00

internationale				
Society for Safe and Caring Schools and Communities		N.D.	\$681,735.00	\$546,033.00
SOCODEVI - Société de coopération pour le développement international		N.D.	N.D.	0
Solidarité Laurentides Amérique centrale		N.D.	0	0
Somali-Canadian Education and Rural Development Organization		N.D.	N.D.	\$215,762.00
SOPAR		\$616,629.00	\$674,000.00	\$936,614.00
Street Kids International		0	\$475,134.00	\$196,246.00
SUCO - Solidarité Union Coopération		\$1,353,311.00	\$2,518,170.00	\$2,563,228.00
Tides Canada Initiatives Society		0	\$177,804.00	\$71,324.00
USC Canada		0	\$3,232,071.00	\$2,147,298.00
VIDEA - Victoria International Development Education Association		\$35,572.00	\$152,709.00	\$180,644.00
Village d'enfants S.O.S. Canada		\$45,181.00	\$2,705.00	0
War Child Canada		\$75,228.00	\$1,247,848.00	\$1,375,645.00
World Fisheries Trust		\$317,124.00	\$786,945.00	\$418,750.00
World Literacy Canada		\$199,803.00	\$259,644.00	\$368,483.00
World Neighbours Canada		\$44,088.00	\$50,000.00	\$75,701.00
YCI - Youth Challenge International		\$465,981.00	\$446,058.00	\$696,532.00

(L'Agence du revenu du Canada: <http://www.cra-arc.gc.ca>)

Tableau 2. Liste des ONGR étudiés ainsi que les montants pour les années 2001-2005-2012.

TYPE D'ORGANISATION : ONGR	Années fiscales		
	2001	2005	2012
Nom des ONGR			
A Rocha Canada	\$3,964.00	0	N.D.
Association pour le développement participé	\$348,793.00	\$153,488.00	\$165,511.00
Banque canadienne de grains	\$17,450,423.00	\$12,037,174.00	\$27,691,069.00
CCFC - Christian Children's Fund of Canada	\$317,568.00	\$64,641.00	\$391,940.00
COCAMO - Coopération Canada Mozambique	N.D.	N.D.	\$505,416.00
Développement et Paix	\$8,537,778.00	\$8,574,400.00	\$3,030,369.00
IDRF - International Development and Relief Foundation	\$330,694.00	\$268,367.00	\$172,547.00
L'Armée du Salut	0	0	\$1,021,612.00
L'Oeuvre Léger	\$3,669,050.00	\$5,061,029.00	0
MEDA - Mennonite Economic Development Associates of Canada	\$3,586,734.00	\$3,603,222.00	\$6,147,100.00

Opportunité Internationale Canada		N.D.	N.D.	0
Organisation de secours luthérienne mondiale canadienne		\$4,574,982.00	\$2,375,163.00	\$1,975,405.00
Partenaires Canadiens pour la Santé Internationale		\$412,367.00	\$1,019,460.00	\$1,114,667.00
Primate's World Relief and Development Fund		\$849,205.00	\$1,239,000.00	\$312,119.00
Project Ploughshares		0	\$518,379.00	\$125,972.00
Rainbow of Hope for Children		\$334,002.00	\$6,040.00	\$17,418.00
Save a Family Plan		\$654,000.00	\$718,853.00	\$513,111.00
St. Joseph's Health System		0	0	0
The Salvation Army of Canada - Bermuda Divisional Headquarters		0	0	\$1,021,612.00
Vision Citadelle		0	0	0
Vision Mondiale Canada		\$25,037,818.00	\$26,830,017.00	\$15,492,801.00
YMCA Canada		\$1,106,716.00	\$1,019,460.00	\$1,387,504.00

Source : (L'Agence du revenu du Canada: <http://www.cra-arc.gc.ca>)

Tableau 3. La liste des ONGRP étudiés ainsi que les montants pour les années 2001-2005-2012.

TYPE D'ORGANISATION : ONGRP	Années fiscales		
	2001	2005	2012
Nom des ONGRP			
Africa Community Technical Service	\$233,674.00	\$219,235.00	\$22,809.00
Agence de développement et de secours adventiste Canada	\$2,053,629.00	\$1,407,580.00	\$978,811.00
Bulembu International			\$86,658.00
Canadian Friends Service Committee	\$134,377.00	\$281,282.00	\$22,227.00
Caring Partners Global		0	\$21,321.00
CAUSE Canada (Christian Aid for Under-Assisted Societies Everywhere)	\$755,589.00	\$365,184.00	\$524,928.00
Centre Missionnaire Oblat	\$275,256.00	0	\$11,608.00
Chakam School of the Bible Inc.			0
Christian Blind Mission International	\$220,652.00	\$239,393.00	\$562,687.00
Compassion Canada	\$185,391.00	\$210,000.00	0
CRWRC - Christian Reformed World Relief Committee of Canada	\$1,127,500.00	\$2,082,909.00	\$9,197,136.00
Église Unie du Canada	\$1,037.00	\$928,000.00	\$1,025,500.00
Emmanuel International Canada	\$323,571.00	\$152,403.00	0
Evangelical International Crusades Canada (International Teams)	0	0	\$2,780.00
FH Canada - Food for the Hungry	\$572,234.00	\$443,938.00	\$128,154.00
Focus Assistance Humanitaire Canada	\$28,845.00	0	0
Fondation Aga Khan Canada	\$14,633,049.00	\$10,367,998.00	\$24,355,327.00
Ghana Rural Integrated Development	\$136,696.00	\$60,000.00	0
Global Aid Network	\$10,000.00	0	\$172,156.00
HOPE International Development Agency	\$225,248.00	\$191,227.00	\$745,667.00
Hungry for Life International		0	0
International Child Care Canada	\$517,393.00	\$279,971.00	\$688,138.00

International Needs Canada	\$90,894.00	0	0
Leprosy Mission of Canada	\$283,000.00	\$242,020.00	0
Les Ministères Baptistes Canadiens	\$330,564.00	\$330,088.00	\$110,454.00
MCC - Mennonite Central Committee Canada	\$2,754,325.00	\$4,683,345.00	\$4,033,771.00
Mission à l'intérieur de l'Afrique internationale	\$51,779.00	\$13,975.00	0
PWS&D - The Presbyterian Church in Canada	\$444,800.00	\$1,898,000.00	\$674,759.00
Samaritan's Purse Canada	\$387,037.00	\$562,332.00	\$1,320,781.00
SIM Canada	\$775,557.00	\$371,449.00	\$332,041.00
Tatamagouche Centre	0	\$100,000.00	\$145,584.00
Terre sans frontières	\$1,129,885.00	\$1,583,450.00	\$1,571,083.00
World Hope Canada	0	\$30,963.00	\$326,347.00
World Relief Canada	\$341,662.00	\$467,298.00	\$6,748,452.00
Wycliffe Bible Translators of Canada	\$295,250.00	\$119,484.00	\$61,239.00

Source : (L'Agence du revenu du Canada: <http://www.cra-arc.gc.ca>)

Bibliographie

- Almond, Gabriel A. Verba Sidney. 1963. *The civic culture : political attitudes and Democracy in Five Nations*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Anheier, Helmut K. 1990. "Themes in international research on the nonprofit sector." *Nonprofit and voluntary sector quarterly* 19: 371-91.
- Audet, Francois. 2011a. "L'acteur humanitaire en crise existentielle: Les défis du nouvel espace humanitaire." *Études internationales* 42: 447-72.
- Audet, Francois. 2011b. "Les nouvelles tendances de l'humanitaire Canadien." *Points de mire* 12.
- Axelrod, Robert M. 1976. *Structure of decision : The cognitive maps of political elites*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Badie, Bertrand. 1993. *Culture et politique*. Paris: Economica.
- Beaudet, Pierre. 2007. "L'intervention humanitaire canadienne: entre l'instrumentalisation et le soutien aux populations en détresse." *Géostratégique* 16: 119-33.
- Beek, K. A. V. 2000. "Spirituality: a development taboo." *Development in Practice* 10: 31-43.
- Behiels, Michael D. 2010. "Stephen Harper's rise to power: Will his "new" Conservative Party become Canada's "natural governing Party" of the twenty-first century?". *American Review of Canadian Studies* 40: 118-45.
- Behravesh, Maysam. 2011 "The thrust of Wendtian constructivism." Site internet E-international, http://www.e-ir.info/2011/03/09/the-thrust-of-wendtian-constructivism/-_edn3. [Page consultée le 5 mai 2014]
- Berg, Bruce L. 2001. *Qualitative research methods for the social sciences*. Boston: Allyn and Bacon.
- Berger, Peter L. Luckmann Thomas. 1966. *La construction sociale de la réalité*. Paris: Armand Colin.
- Bert, N.A. 1979. "Marxist models for christian drama." *Religious Communication Today* 2.
- Bettinghaus, E.P. 1973. *Persuasive communication*. New York: Rinehart and Winston.
- Broschek, Jorg. 2008. "Historical institutionalism and Canadian social policy: assessing two models of policy change." Paper presented at the explaining Canadian social policy, University of British Columbia, Vancouver, BC.
- Brown, Stephen. 2012. *Struggling for effectiveness. ; Cida and Canadian foreign aid*: McGill-Queen's University Press.
- Buzzetti, Hélène. 2011 « Les évangélistes appuient les Conservateurs. » *Le Devoir*.
- Canada, Gouvernement du. 2003. « Rapport statistique sur l'aide publique au développement: Année financière 2001-2002. » ed. Agence canadienne de développement international. Ottawa.

- Canada, Gouvernement du. 2008. « Rapport statistiques sur l'aide publique au développement: Année Financière 2005-2006. » ed. Agence canadienne de développement international. Ottawa.
- Canada, Gouvernement du. 2009a. « Speaking notes for the Honourable Jason Kenney, P.C., M.P. Minister of Citizenship, Immigration and Multiculturalism. » Conférence présentée au Global Forum Combating Anti-Semitism à Jerusalem.
- Canada, Gouvernement du. 2009b. « Stratégie pour le nord du Canada. Notre Nord, notre patrimoine, notre avenir. » Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada. Ottawa
- Canada, Gouvernement du. « 2010a registered charity information return for Doctors without Borders Canada Medecins Sans Frontieres Canada. » <http://www.cra-arc.gc.ca>
- Canada, Gouvernement du. 2010b « Plan d'action du Canada sur l'efficacité de l'aide: les résultats, une priorité. » ed. Commerce et Développement Canada Affaires étrangères. Ottawa.
- Canada, Gouvernement du. 2010c « Énoncé de la politique étrangère du Canada pour l'arctique. » Ottawa
- Canada, Gouvernement du. « 2011déclaration de renseignements des organismes de bienfaisance enregistrés de Wycliffe Bible Translators of Canada Inc. » <http://www.cra-arc.gc.ca>
- Canada, Gouvernement du. 2012. « Rapport statistique sur l'aide internationale 2011-2012. » ed. Agence canadienne de développement internationale. Ottawa.
- Canada, Gouvernement du. 2013a. « Julian Fantino : pourquoi fusionner l'acdi et le Ministère des affaires étrangères. » ed. Commerce et Développement Canada Affaires étrangères. Ottawa.
- Canada, Gouvernement du. 2013b. « Rapport statistique sur l'aide internationale 2010-2011. » ed. Commerce et Développement Canada Affaires étrangères. <http://www.acdi-cida.gc.ca/>.
- Canada, Gouvernement du. 2014. « La gestion axée sur les résultats. » <http://www.acdi-cida.gc.ca/gar>.
- Capoccia, Giovanni, Daniel Kelemen. 2007. « The Study of Critical Junctures: Theory, Narrative, and Counterfactuals in Historical Institutionalism. » *World Politics* 59: 341-69.
- Charillon, Frédéric. 2002. *Politique étrangère : Nouveaux Regards*. [Paris]: Presses de Sciences Po.
- Charnoz, Olivier Severino Jean-Michel. 2007. *L'aide publique au développement*. Paris: La Découverte.
- Chataigner, Jean-Marc. 2004. « Aide publique au développement et réformes des systèmes de sécurité: L'improbable rencontre du Dr.Jekyll et de Mr. Hyde. » *Afrique contemporaine* 1: 39-49.
- Comte, Auguste Arnaud Pierre. 1965. *Politique d'auguste Comte*. Paris: A. Colin.
- Coulon, Jocelyn. 2012. « Enjeux contemporains en matière de sécurité. » Dans *Secrets d'états? les principes qui guident l'administration publique et ses*

- enjeux contemporains*, ed. Nelson Michaud. Québec: Presses de l'Université Laval. 751-76.
- Cox, Robert W. 1983. « Gramsci, hegemony and international relations : an essay in method. » *Millennium - Journal of International Studies* 12: 162-75.
- Dauvin, Pascal Siméant Johanna Collectif d'analyse de l'humanitaire international. 2002. *Le travail humanitaire : les acteurs des ong, du siège au terrain*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Daviron, Benoit. 2004. « Sécurité et développement: aux racines du mal. » *Courrier de la planète* 71: 10-15.
- Deneault, Alain Abadie Delphine Sacher William. 2008. *Noir Canada : pillage, corruption et criminalité en Afrique*. Montréal: édition Écosociété.
- Desjardins, Bruno. « L'identité de défense kantienne du Japon: l'utilité et les limites de l'approche constructiviste d'Alexander Wendt. » Université du Québec à Montréal, 2007.
- Dewitt, David B. Kirton John J. 1983. *Canada as a principal power : A study in foreign policy and international relations*. Toronto; New York: Wiley.
- Dewitt, David B., John J. Kirton. 2007. «Three theoritical perspectives. » Dans *Readings in Canadian foreign policy*, ed. Christopher J. Kurucha Duane Bratt. Canada: Oxford University Press.
- Doh, Jonathan. 2009. *Ngos and corporations: conflict and collaboration*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Donnelly, Gabrielle. 2013. « Reading the "signs of the times": "Centering" Religion and Development. » *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement* 34: 189-202.
- Doucine, Michel. « Les organisations non gouvernementales « acteurs – agis » des relations internationales ? » Institut d'Études politiques de Bordeaux, 2005.
- Dubuc, Pierre. « Qui est Stephen Harper? » J.-M. Tremblay, <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.dup.qui>.
- Durkheim, Émile 1980. *Emile Durkheim, contributions à l'année sociologique*. New York: Free Press.
- Eade, Deborah. 2007. *Development and humanitarianism : Practical Issues*. Ebaugh, Helen Rose, Janet S. Chafetz, and Paula F. Pipes. 2006. « Where's the faith in faith-based organizations? Measures and correlates of religiosity in faith-based social service coalitions. » *Social Forces* 84: 2259-72.
- Elder, C.D., et R.W. Cobb. 1983. *The political uses of symbols*: Longman.
- Engler, Yves. 2009. *The black book of Canadian foreign policy*. Vancouver: Red Pub.
- Éthier, Diane Zahar Marie-Joelle. 2003. *Introduction aux relations internationales*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Ferris, Elizabeth. 2011. «Faith and humanitarianism: it's complicated. » *Journal of Refugee Studies* 24: 606-25.
- Finnemore, Martha. 1996a. *National interests in international society*. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press.

- Finnemore, Martha. 1996b. «Norms, culture, and world politics: insights from sociology's institutionalism. » *International Organization* 50: 325-47.
- Finnemore, Martha. 2003. *The purpose of intervention : changing beliefs about the use of force*. Ithaca: Cornell University Press.
- Fortier, Vincente. 2008. « Le prosélytisme au regard du droit: une liberté sous contrôle. » *Cahiers d'études du religieux. Recherches interdisciplinaires* 3.
- Gecelovsky, Paul. 2013. *The prime minister and the parable: Stephen Harper and personal responsibility internationalism* dans Canada in the world: perspectives on Canadian foreign policy. Sous la direction de Claire Turenne Sjolander et Heather Smith. pp.108-24. Oxford University Press.
- Giddens, Anthony. 1984. *The constitution of society : outline of the theory of structuration*. Berkeley: University of California Press.
- Gin, Willie. 2012. «Jesus Q. Politician: Religious Rhetoric in the United States, Australia, and Canada. » *Politics and Religion* 5: 317-42.
- Glenn, John Howlett Darryl A. Poore Stuart. 2004. *Neorealism versus strategic culture*. Aldershot: Ashgate.
- Glesne, Corrine Peshkin Alan. 1992. *Becoming qualitative researchers : an introduction*. White Plains, N.Y.: Longman.
- Goodman, Lee-Anne. 2013. «National household survey: religion in Canada, U.S. on different paths. » *The Huffington Post*.
- Graeger, N. 2005. *Norway in a transatlantic tight spot between US and European security strategies?* Security dialogue 36(3): 412-26, Édition special Septembre.
- Gravel, Alain. *À la droite de Harper*. Montreal: Radio Canada, 2011.
- Gray, Colin S. 1981. «National style in strategy: the American example. » *International Security* 6: 21-47.
- Griffiths, Martin. 1999. *Fifty key thinkers in international relations*. London et New York: Routledge.
- Hamel, Jacques Dufour Stéphane Fortin Dominic. 1993. *Case study methods*. Newbury Park: Sage Publications.
- Harper, Stephen. 2003. *Rediscovering the right agenda: the alliance must commit to ideals and ideas, not vague decision-making processes: the Canadian Alliance leader outlines how social and economic conservatism must unite*. Citizens Centre report (10). Juin. Pages 72-77.
- Hudson, B.A. and Bielefeld, W. 1997. « Structures of Multinational Nonprofit Organizations. » *Nonprofit Management and Leadership* 8: 18.
- Huntington, Samuel P. 1996. *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. New York: Simon & Schuster.
- Jepperson, Ronald L., Alexander Wendt, Peter J. Katzenstein. «Norms, identity, and culture in national security » dans *Culture and National Security*. Éditeur, Peter Katzenstein. 1996. Page 33-75.
- Johnston, Alastair Iain. 1998 « But Is It Socialization ? International Institutional Effects on Chinese Arms Control Policy. » Harvard University. En ligne

- http://web.mit.edu/ssp/seminars/wed_archives98spring/johnston.htm. [Page consultée le 3 juin 2014]
- Johnston, Alastair Iain. 1995. « Thinking About Strategic Culture. » *International Security* 19: 32-64.
- Juergensmeyer, Mark. 2005. *Religion in Global Civil Society*. Oxford; New York: Oxford University Press.
- Kairos. "À Propos De Kairos." En ligne : www.kairos.com (consulté le 5 août 2014)
- Katzenstein, Peter J. Keohane Robert O. Krasner Stephen D. 1998. *International Organization at Fifty : Exploration and Contestation in the Study of World Politics*. Cambridge, Mass: MIT Press.
- Katzenstein, Peter J. Social Science Research Council Committee on International Peace, and Security. 1996. *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics*. New York: Columbia University Press.
- Kirton, John J. 2007. *Canadian Foreign Policy in a Changing World*. Australia; Toronto: Thomson Nelson.
- Klein, Bradley S. 1988. « Hegemony and Strategic Culture: American Power Projection and Alliance Defence Politics. » *Review of International Studies* 14: 133-48.
- Klein, Yitzhak. 1991. «A Theory of Strategic Culture. » *Comparative Strategy* 10: 3-23.
- Korpi, Walter. 2001. «Contentious Institutions: Augmented Rational-Action Analysis of the Origins and Path Dependency of Welfare State Institutions in the Western Countries. » *Rationality and Society* 13: 235-83.
- Krähenbühl, Pierre. 2011. « La militarisation de l'aide humanitaire et ses dangers. » *Le monde*.
- Krasner, Stephen. 1982. «Structural Causes and Regime Consequences: Regimes as Intervening Variables. » *International Organization* 36: 185-206.
- Kukucha, Christopher John Bratt Duane. 2007. *Readings in Canadian Foreign Policy : Classic Debates and New Ideas*. Don Mills, Ont.: Oxford University Press.
- Kuo David. 2006. *Tempting faith: an inside story of political seduction*. New York: Free Press.
- Lantis, Jeffrey 2005 «Strategic Culture: From Clausewitz to Constructivism. » *Strategic Insights* IV.
- Lefèvre, Sylvain. 2011. *Ong & Cie : mobiliser les gens, mobiliser l'argent*. Paris: Presses universitaires de France.
- Legro, Jeffrey. 1995. *Cooperation under Fire : Anglo-German Restraint During World War Ii*. Ithaca: Cornell University Press.
- Letourneau, Charles, Justin Massie. 2006. « Un symbole à bout de souffle ? Le maintien de la paix dans la culture stratégique canadienne. » *Études internationales* 37.

- Levant, Ezra. 2009. *Stephen Harper and Israel: not crass political calculation*. Toronto Star, 29 mai 2009.
- Lipset, Seymour Martin. 1959. *Some Social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimacy*. Berkeley: University of California.
- Lischer, Sarah Kenyon. 2007. «Military Intervention and the Humanitarian "Force Multiplier". » *Global Governance: A Review of Multilateralism and International Organizations* 13: 99-118.
- Luckham, Robin. 1984. « Armament Culture. » *Alternatives: Global, Local, Political* 10: 1-44.
- Macdonald, David. 2012. « The Cuts Behind the Curtain: How Federal Cutbacks Will Slash Services and Increase Unemployment. » Dans *Secondary The Cuts Behind the Curtain: How Federal Cutbacks Will Slash Services and Increase Unemployment*, ed Secondary. Reprint.
- Mackey, Lloyd. 2005 « The Pilgrimage of Stephen Harper. » Toronto ECW Press.
- Macleod, Alex, Université du Québec à Montréal Centre d'études des politiques Étrangères et de sécurité. 2008. *Relations Internationales : Théories et concepts*. Outremont, Québec: Athéna.
- Malloy, Jonathan. 2011. «Between America and Europe: Religion, Politics and Evangelicals in Canada. » *Politics, Religion & Ideology* 12: 317-33.
- Malloy, Jonathan. 2009. «Bush/Harper? Canadian and American Evangelical Politics Compared. » *American Review of Canadian Studies* 39: 352-63.
- Malony, H.Newton. 1988. «The Psychology of Proselytism » dans *Pushing the Faith: Proselytism and Civility in a Pluralistic World* ed. Martin E ; Frederick E Greenspahn Marty. New York: Crossroad.
- Marchal, Roland. 2006. « La militarisation de l'humanitaire. » *Cultures & Conflits* 11.
- Martin, Ron. 2006. «The Place of Path Dependence in an Evolutionary Perspective on the Economic Landscape. » In *Handbook of Evolutionary Economic Geography*, ed. Ron et Martin Ron Boschma. Northampton: Edwar Elgar.
- McDonald, Marci. 2010. *The Armageddon Factor : The Rise of Christian Nationalism in Canada*. Toronto: Random House Canada.
- McGinnis, Michael D. 2005. « Rebellion, Religion, and Rational Choice Institutionalism. » Paper presented at the Annual Meeting of the Midwest Political Science Association, Chicago, Illinois.
- Mill, John Stuart Ashley W. J. 1965. *Principles of Political Economy, with Some of Their Applications to Social Philosophy*. New York: A.M. Kelley, bookseller.
- Morrison, David R. North-South Institute. 1998 « Aid and Ebb Tide a History of Cida and Canadian Development Assistance. » Wilfrid Laurier University Press avec l'Institut Nord-Sud.
- Nadeau, Christian. 2010. *Contre Harper : Bref traité philosophique sur la révolution conservatrice*. Montréal: Boréal.
- Nations unies. 1998. « Arrangements and Practices for the Interaction of Non-Governmental Organizations in All Activities of the United Nations System. » Dans *Secondary Arrangements and Practices for the*

- Interaction of Non-Governmental Organizations in All Activities of the United Nations System*, ed Secondary. New York. Reprint.
- Neufeld, Mark. 2007. « Hegemony and Foreign Policy Analysis: The Case of Canada as Middle Power. » Dans *Readings in Canada Foreign Policy*, ed. Christopher J. Kurucha Duane Bratt. Canada: Oxford University Press.
- Neumann, Iver B., and Henrikki Heikka. 2005. «Grand Strategy, Strategic Culture, Practice: The Social Roots of Nordic Defence. » *Cooperation and Conflict* 40: 5-23.
- Nossal, Kim Richard. 1997. *The politics of Canadian foreign policy*. Scarborough: Prentice Hall Canada
- OCDE. 2005a. «Paris Declaration and Accra Agenda for Action. » ed. Organisation for Economic Co-operation and Development.
- OCDE. 2005b. « Revue de l'ocde sur le développement: coopération pour le développement rapport. » Vol. 7. 114.
- Oda, Beverly J. 2010. « Minister Oda Announces Next Step to Cida's Aid Effectiveness. » ed. Trade and Development Canada Foreign Affairs. Ottawa.
- Olson, Lara. 2006. *Fighting for Humanitarian Space: Ngos in Afghanistan*. Vol. 9, 2006.
- Olson, Mancur. 1971. *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups*. Cambridge: Harvard University Press.
- Omri, Elisha. 2008. «You Can't Talk to an Empty Stomach: Faith-Based Activism, Holistic Evangelism, and the Publicity of Evangelical Engagement. » Dans *Proselytization Revisited : Rights Talk, Free Markets and Culture Wars*, ed. Rosalind I. J. Hackett. London; Oakville, CT: Equinox Pub. 431.
- Pelletier, Irénée. 1971. *La politique canadienne d'aide au développement*.
- Polish, D.F. 1982. «Contemporary Jewish Attitudes to Mission and Conversion» Dans *Christian Mission-Jewish Mission*, ed. M.A. Cohen, H. Croner. New York: Paulist Press.
- Polit, Denise F. Beck Cheryl Tatano. 2004. *Nursing Research : Principles and Methods*. Philadelphia: Lippincott Williams & Wilkins.
- Pratt, Cranford. 1988. «What Ever Happened to Pearsonian Internationalism?» Dans *La quête du développement : Horizons canadien et africain*, ed. Jean-Philippe Thérien. Montréal: ACFAS.
- Pratt, Cranford. 1994a. *Canadian International Development Assistance Policies : An Appraisal*. Montreal: McGill-Queen's University Press.
- Pratt, Cranford. 1994b. «Development Assistance and Canadian Foreign Policy: Where We Now Are. » *Canadian Foreign Policy Journal* 2: 77-85.
- Pratt, Cranford. 2007. «Dominant Class Theory and Canadian Foreign Policy: The Case of the Counter-Consensus. » In *Readings in Canadian Foreign Policy*, ed. Christopher J. Kurucha Duane Bratt. Canada: Oxford University Press.
- Putnam, Robert D. 1973. *The Beliefs of Politicians: Ideology, Conflict, and Democracy in Britain and Italy*. New Haven: Yale University Press.

- Radio-Canada avec La Presse Canadienne, Globe & Mail, CTV et CBC. 2011.
« Le ministre précise sa pensée. » *La Presse*.
- Risse, Thomas. 2000. « Let's Argue!: Communicative Action in World Politics. »
International Organization 54: 1-39.
- Robert, Paul. 2003. « Le Nouveau Petit Robert. » Dans *Dictionnaire
alphabétique et analogique de la langue française*, ed. Josette Rey-
Debove et Alain Rey. Paris: Dictionnaires Le Robert.
- Rocher, Guy. 1992. « Culture, civilisation et idéologie. » Dans *introduction à la
sociologie générale*, ed. Guy Rocher. Montreal: Hurtubise.
- Ross, Marc Howard. 2009. « Culture in Comparative Political Analysis. » Dans
Rationality, Culture and Structure ed. Mark Irving Lichbach et Alan
Zuckerman. New York: Cambridge University Press. 134.
- Roussel, Stéphane. 2007. « La recherche sur la culture stratégique: quelques
pistes de réflexion. » *Diplomatie* 29: 23-25.
- Roussel, Stéphane. 2008. « Culture stratégique et politique de défense:
l'expérience canadienne. » *International Journal* 63: 778-80.
- Ryfman, Philippe. 2012. « Vers une militarisation de l'aide ? »
[http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000530-l-aide-
humanitaire-en-questions/vers-une-militarisation-de-l-aide](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000530-l-aide-humanitaire-en-questions/vers-une-militarisation-de-l-aide).
- Samson, Jane. 2004. « The Problem of Colonialism in the Western
Historiography of Christian Missions. » *Religious studies and theology*
23: 3-25.
- Sasley, Brent E. and Tami Amanda Jacoby. 2007. «Canada's Jewish and Arab
Communities and Canadian Foreign Policy. » Dans *Canada and the
Middle East*.
- Scallan, Niamh. 2012. «Federal Budget 2012: Foreign Aid Spending Slashed. »
The star.com.
- Shapiro, Michael J. 1984. *Language and politics*. New York: New York
University Press.
- Scheidel, T. 1967. *Persuasive Speaking*. Edited by Scott. Glenview, IL:
Foresman.
- Scott, Thomas. 1995. «The Global Resurgence of Religion and the Study of
World Politics. » *Millennium - Journal of International Studies* 24.
- Servet, Jean-Michel. 2010. « Aide au développement: six décennies de trop dits
et de non dits. » *Revue de la régulation: capitalisme, institutions,
pouvoirs* 7.
- Severino, Jean-Michel. 2001. « Refonder l'aide au développement au XX^e
siècle. » *Critique Internationale* 1: 75-99.
- Severino, Jean-Michel Charnoz Olivier. 2010. « L'aide publique au
développement. » Paris. La Découverte.
- Smith, John K. 1983. «Quantitative Versus Qualitative Research: An Attempt to
Clarify the Issue. » *Educational Researcher* 12: 6-13.
- Snyder, Jack L. 1977. «The Soviet Strategic Culture: Implications for Nuclear
Options. » Dans *Secondary The Soviet Strategic Culture: Implications for
Nuclear Options*, ed Secondary. Santa Monica, California. Reprint,
Reprint.

- Sondhaus, Lawrence. 2006. *Strategic Culture and Ways of War*. London; New York: Routledge.
- Stahnke, Tad. 2001. «Proselytism and the Freedom to Change Religion in International Human Rights Law. » *Brigham Young University Law Review* 1999.
- Stahnke, Tad. 2004. «The Right to Engage in Religious Persuasion. » Dans *Facilitating Freedom of Religion or Belief: A Deskbook*, ed. T. Lindholm, W.C. Durham and B.Tahzib-Lie. The Hague: Koninklijke Brill.
- Staune, Jean. 2009. *Au-delà de Darwin*. Edited by J. Chambon. Nîmes: Arles: Actes sud.
- Tarp, Finn Hjertholm Peter. 2000 «Foreign Aid and Development : Lessons Learnt and Directions for the Future. » London; New York.
- Taylor, Scott. 2012. «The Ugly Canadian Book Review. » *Esprit de Corps Magazine*.
- Teegen, Hildy, Jonathan P Doh et Sushil Vachani. 2004. «The importance of nongovernmental organizations (ngos) in global governance and value creation: an international business research agenda. » *Journal of International Business Studies* 35: 20.
- Thérien, Jean-Philippe 1988. *La quête du développement : horizons canadien et africain*. Montréal: ACFAS.
- Thérien, Jean-Philippe. « Canadian Aid: a comparative analysis » dans *Canadian International Development Assistance Policies: an appraisal* .1994 Cranford Pratt. Montreal: McGill-Queen's University Press.
- Thibeault, Daniel. 19 février 2013 *Ottawa: le gouvernement crée le Bureau de la religion*. Ici Radio-Canada.ca: <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2013/02/19/003-bureau-liberte-religieuse-harper-fantino-kenney.shtml> (Consulté le 4 juillet 2014)
- Thorbecke, Erik. 2000. «The Evolution of the Development Doctrine and the Role of Foreign Aid, 1950-2000. » *Foreign aid and development : lessons learnt and directions for the future*.
- Tocqueville, Alexis de. 1966. *Democracy in America*. Edited by translated by George Lawrence. New York: Harper & Row.
- Tremblay, Philippe. 2004. « La militarisation de l'humanitaire ou l'humanisation du militaire ? » *Sécurité mondiale*.
[http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/hei/fichiers/securite mondiale11.pdf](http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/hei/fichiers/securite_mondiale11.pdf).
- Tucker, Michael. 1980. *Canadian Foreign Policy : Contemporary Issues and Themes*. Toronto; New York: McGraw-Hill Ryerson.
- Tullock, Gordon Seldon Arthur Brady Gordon L. Tullock Gordon. 2002. *Government Failure : A Primer in Public Choice*. Washington, DC: Cato Institute.
- Tylor, Edward B. 1970. *Religion in Primitive Culture*. Gloucester, Mass.: P. Smith.
- Vakil, Anna C. 1997. «Confronting the Classification Problem: Toward a Taxonomy of Ngos. » *World Development* 25: 2057-70.

- Vander Zaag, Ray. 2013. «Canadian Faith-Based Development Ngos and Cida Funding. » *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement* 34: 321-47.
- Vergne, Jean-Philippe. 2010. «The Missing Link between the Theory and Empirics of Path Dependence: Conceptual Clarification, Testability Issue, and Methodological Implications. » *Journal of Management Studies* 47: 736-59.
- Wallerstein, Immanuel. 1979. *The Capitalist World-Economy: essays*. New York : Cambridge University Press.
- Wallerstein, Immanuel. 2011. *The Modern World-System . Immanuel Wallerstein*. Berkeley: University of California Press.
- Weber, Max. 1963. *The Sociology of Religion*. Boston, MA.: Beacon Press.
- Weber, Max, Julien Freund, Pierre Kamnitzer, Pierre Bertrand. 1971. *Économie et Société*. Paris: Plon.
- Weber, Max. 2011. *Methodology of Social Sciences*. New Brunswick, NJ: Transaction Publishers.
- Weber, Max. 2001. *The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism*. Los Angeles, Calif.: Roxbury Pub. Co.
- Wendt, Alexander. 1992. «Anarchy Is What States Make of It: The Social Construction of Power Politics. » *International Organization* 46: 391-425.
- Wendt, Alexander. 1999. «Social Theory of International Politics. » Cambridge University Press,
- Wycliffe Canada. « *Who we are* » Site internet de l'organisme Wycliffe Canada, [En ligne]. www.wycliffe.ca (page consultée le 14 février 2013)
- Yin, Robert K. 1994. *Case Study Research : Design and Methods*. Thousand Oaks: Sage Publications.
- Young, Douglas Bland et John. 1988. «Trends in Canadian Security Policy and Commitments. » *Armed forces and society* 15: 113-30.
- Zehfuss, Maja. 2002. «Constructivism in International Relations the Politics of Reality. » Cambridge University Press.